

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxembourg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 143

20 janvier 2006

### SOMMAIRE

Adecco Luxembourg S.A., Bertrange .....	6860
Adecco Luxembourg S.A., Bertrange .....	6861
Aldiana S.A. ....	6841
Allianz Global Investors Fund, Sicav, Senningerberg .....	6824
Budapest Real Estate Investors, S.à r.l., Luxembourg .....	6849
(The) Circle Investment Group Holdings S.A., Luxembourg .....	6817
Com Selection, Sicav, Luxembourg .....	6818
Comeci Holding S.A., Luxembourg .....	6848
EGS Invest S.A., Luxembourg .....	6858
Euro-Lux Construction, S.à r.l., Luxembourg .....	6841
Fondation Edmond Israël, Luxembourg .....	6842
Gugler Europe S.A., Luxembourg .....	6848
Gugler Europe S.A., Luxembourg .....	6849
International Shoe Design S.A., Luxembourg .....	6842
Moon Lux 2, S.à r.l., Luxembourg .....	6861
Moon Lux 2, S.à r.l., Luxembourg .....	6864
Net 1 Holdings, S.à r.l., Luxembourg .....	6859
Olimpus S.A., Luxembourg .....	6843
Parfinex S.A., Luxembourg .....	6847
Shiny S.A., Kehlen .....	6858

### THE CIRCLE INVESTMENT GROUP HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Ste Croix.  
R. C. Luxembourg B 33.116.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 12 septembre 2005, réf. LSO-BI02306, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 septembre 2005.

Pour THE CIRCLE INVESTMENT GROUP HOLDINGS S.A.  
LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A.  
Signature

(083367.3/536/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 septembre 2005.

## COM SELECTION, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2085 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R. C. Luxembourg B 57.507.

L'an deux mille cinq, le vingt et un décembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société d'investissement à capital variable COM SELECTION, avec siège social à Luxembourg, constituée suivant acte notarié en date du 20 décembre 1996, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 62 du 10 février 1977 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte notarié du 26 octobre 2001, publié au Mémorial, Recueil C, numéro 1073 du 27 novembre 2001.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Lionel Trouvain, employé privé, demeurant à Yutz.

Le Président désigne comme secrétaire Mademoiselle Delloula-Nora Aouinti, employée privée, demeurant à Roussy-le-Bourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Mademoiselle Cécile Bruyant, employée privée, demeurant à Metz.

Le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que la présente Assemblée générale extraordinaire a été convoquée par des avis contenant l'ordre du jour envoyés aux actionnaires nominatifs le 2 décembre 2005 et publiés au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, au d'Wort, au Tageblatt, dans les Echos et au Balo en date du 14 novembre 2005 et du 2 décembre 2005.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

### *Ordre du jour:*

1. Remplacer au sein de l'article 1 des statuts de la Société (les «Statuts») les références à la loi luxembourgeoise du 30 mars 1988 par les références à la loi luxembourgeoise du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif (la «Loi»).

2. Modifier les articles 3, 5, 12 et 18 des Statuts, conformément aux exigences de la Loi et concernant principalement les points suivants:

- le capital minimum de la Société sera dorénavant de 1.250.000,- euros.

- introduction des références à la Partie I de la Loi concernant les restrictions d'investissement.

3. Modifier l'article 4 des Statuts relatif au siège social de la Société.

4. Modifier l'article 24 des Statuts relatif à la Banque Dépositaire de la Société.

5. Introduire un nouvel article 28 au sein des Statuts consacré aux informations relatives à la clôture et la fusion de compartiments, catégories ou classes d'actions.

6. Pour des raisons de rédaction et de forme, modifier les articles 13 et 31 des Statuts.

III.- Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le Président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentaire.

Ladite liste de présence ainsi que, le cas échéant, les procurations des actionnaires représentés resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

IV.- Qu'il appert de cette liste de présence que 564 actions sont représentées à la présente Assemblée.

Le Président informe l'Assemblée Générale qu'une première assemblée générale extraordinaire a été convoquée pour le 7 novembre 2005 et que les conditions de quorum pour voter tous les points à l'ordre du jour n'étaient pas remplies lors de cette Assemblée. La présente Assemblée peut donc valablement délibérer quel que soit le nombre d'actions présentes ou représentées.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

### *Première résolution*

L'Assemblée décide de remplacer au sein de l'article 1 des statuts de la Société (les «Statuts») les références à la loi luxembourgeoise du 30 mars 1988 par les références à la loi luxembourgeoise du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif (la «Loi»).

L'article 1 des statuts est modifié en conséquence comme suit:

«**Article 1<sup>er</sup>. Forme et dénomination.** Il est constitué une Société d'Investissement à Capital Variable (SICAV) régie par la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, telle que modifiée (ci-après la «Loi»). Cette SICAV portera la dénomination de COM SELECTION (la «Société».)»

### *Deuxième résolution*

L'Assemblée décide de modifier les articles 3, 5, 12 et 18 des Statuts, conformément aux exigences de la Loi et concernant principalement les points suivants:

- le capital minimum de la Société sera dorénavant de 1.250.000,- euros.

- introduction des références à la Partie I de la Loi concernant les restrictions d'investissement.

Les articles 3, 5, 12 et 18 des statuts sont modifiés en conséquence comme suit:

«**Art. 3. Objet.** L'objet exclusif de la Société est de placer les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières variées, en instruments du marché monétaire et dans tous les actifs éligibles autorisés par la Loi, dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de son portefeuille.

D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement de son objet, en restant toutefois dans les limites tracées par la Partie I de la Loi.»

**«Art. 5. Capital social, compartiments d'actifs, catégories et/ou classes d'actions.** Le montant du capital est, à tout moment, égal à la valeur de l'actif net des différents compartiments de la Société. Le capital minimum s'élève à EUR 1,250,000,- (un million deux cent cinquante mille euros). Le capital minimum doit être atteint dans les six mois de l'agrément de la Société.

Les comptes annuels de la Société, tous compartiments réunis tels que définis ci-après, seront établis dans la monnaie d'expression du capital social soit l'euro (EUR).

Le Conseil d'Administration établira une masse d'avoirs constituant un compartiment au sens de l'article 133 de la Loi, correspondant à une ou plusieurs catégories et/ou classes d'actions, de la manière décrite ci-dessous.

Le produit de toute émission d'actions d'une catégorie et/ou classe d'actions déterminée sera investi dans le compartiment d'actif correspondant à cette catégorie et/ou classe d'actions, en valeurs mobilières variées et en autres avoirs autorisés par la Loi suivant la politique d'investissement déterminée par le Conseil d'Administration pour le compartiment donné, compte tenu des restrictions d'investissement prévues par la Loi et la réglementation ou adoptées par le Conseil d'Administration.

Tant la décision de création d'un compartiment, d'une catégorie et/ou d'une classe d'actions que celle de procéder à leur clôture appartient au Conseil d'Administration. En effet, si les actifs d'un compartiment, d'une catégorie et/ou d'une classe d'actions quelconque n'atteignent pas ou descendent en-dessous d'un niveau auquel le Conseil d'Administration estime que la gestion est trop difficile à assurer, dans le cadre d'une rationalisation de la gamme des produits offerts à la clientèle, il pourra décider de procéder à la clôture de ce compartiment, de cette catégorie et/ou classe d'actions. Dans ce cas un avis relatif à la fermeture de ce compartiment, de cette catégorie et/ou classe d'actions sera transmis à tous les actionnaires nominatifs. Cet avis sera également publié dans les journaux mentionnés dans le prospectus d'émission. Les avoirs nets du compartiment, de la catégorie et/ou classe d'actions en question seront répartis entre les actionnaires restants du compartiment, de la catégorie et/ou classe d'actions.

Par ailleurs, si les actifs d'un compartiment, d'une catégorie et/ou classe d'actions quelconques n'atteignent pas ou descendent en-dessous d'un niveau auquel le Conseil d'Administration estime que la gestion est trop difficile à assurer, dans le cadre d'une rationalisation de la gamme des produits offerts à la clientèle, le Conseil d'Administration de la Société pourra décider de la fusion d'un compartiment, d'une catégorie et/ou classe d'actions avec un ou plusieurs autres compartiments, catégories et/ou classes d'actions de la Société. Par ailleurs, le Conseil d'Administration pourra également proposer aux actionnaires d'un compartiment, d'une catégorie et/ou classe d'actions, la fusion de leur compartiment, catégorie et/ou classe d'actions avec un compartiment, catégorie et/ou classe d'actions d'un autre organisme de placement collectif de droit luxembourgeois qui tombe sous le même champ d'application de la Loi. Dans ce cas, la décision relative à cette opération (apport/fusion) sera valablement prise par la majorité simple des actions présentes ou représentées du compartiment, de la catégorie et/ou classe d'actions concernés par cette fusion. Dans le cas particulier de fusion d'un compartiment, d'une catégorie et/ou classe d'actions de la Société avec un compartiment, une catégorie et/ou classe d'actions d'un Fonds Commun de Placement, la fusion n'engagera que les actionnaires qui auront marqué leur accord sur cette fusion. Par contre, il sera procédé au remboursement des actions appartenant aux autres actionnaires qui ne se seront pas prononcés sur cette fusion.

Dans tous ces cas de fusion, un avis relatif à la fusion de ces compartiments, catégories et/ou classes d'actions sera transmis aux actionnaires nominatifs des compartiments, catégories et/ou classes d'actions concernés. Cet avis sera également publié au Mémorial ainsi que dans les journaux mentionnés dans le prospectus d'émission. Chaque actionnaire aura la possibilité durant une période fixée par le Conseil d'Administration (au moins un mois à partir de la publication) et indiquée dans les journaux mentionnés ci-dessus de demander le rachat de ses actions sans frais. A l'expiration de cette période, la fusion engage tous ceux qui n'ont pas demandé le rachat de leurs actions.

Au sein d'un compartiment, le Conseil d'Administration peut établir des catégories et/ou classes d'actions correspondant à (i) une politique de distribution spécifique, telle que donnant droit à des distributions («actions de distribution»), ou ne donnant pas droit à des distributions («actions de capitalisation»), et/ou (ii) une structure spécifique de frais d'émission ou de rachat, et/ou (iii) une structure spécifique de frais de gestion ou de conseil en investissement, et/ou (iv) une structure spécifique de frais acquis aux distributeurs ou à la Société, et/ou (v) une devise autre que la devise de référence du compartiment; et/ou (vi) toute autre spécificité applicable à une catégorie/ classe d'actions.

Si le Conseil d'Administration décide d'émettre des actions de capitalisation et de distribution, les actionnaires ont le choix entre:

- les actions «C» («capitalisation») ne donnant pas droit au paiement de dividendes, mais à leur capitalisation; la valeur de ces actions «C» restera inchangée.

- les actions «D» («distribution») donnant droit au paiement des dividendes annuels conformément aux dispositions de l'article 27 des présents statuts. Lorsqu'un dividende est attribué aux actions «D», l'actif attribuable aux actions «D» est diminué du montant global du dividende.

Toute mise en paiement d'un dividende se traduira donc par une augmentation du rapport entre la valeur des actions «C» et celle des actions «D». Ce rapport est dénommé «parité» dans les présents statuts.

Tout actionnaire peut obtenir à tout moment, l'échange de ses actions «D» contre des actions «C». Cet échange s'effectue sur base de la parité du moment, selon des modalités arrêtées par la Société. Celle-ci fixe notamment les règles applicables aux rompus d'actions résultant de cet échange.

Toutes les actions sont sans mention de valeur nominale et ne donnent aucun droit préférentiel de souscription lors d'émissions d'actions nouvelles. Par ailleurs, elles doivent être entièrement libérées.

Le Conseil d'Administration décidera pour chaque compartiment, catégorie et/ou classe d'actions d'émettre soit des actions au porteur, soit des actions nominatives, soit des actions nominatives et au porteur.

Sur décision du Conseil d'Administration, des fractions d'actions jusqu'à trois décimales pourront être émises pour les actions nominatives et pour les actions au porteur. Ces fractions d'actions seront sans droit de vote mais donneront droit au produit de la liquidation ainsi qu'au dividende pour la quote-part représentée par ces fractions.

Une souscription d'actions au porteur avec l'émission matérielle des certificats sera considérée être une souscription pour le plus grand nombre d'actions qui peut être souscrit au prix d'émission augmenté, le cas échéant, des commissions. Dans ce cas, le solde sera remboursé à l'actionnaire.

Les actions au porteur sont émises sous la forme de certificats au porteur représentatifs de une ou plusieurs actions.

Les certificats d'actions au porteur peuvent, si le Conseil d'Administration en décide ainsi, contenir une série de coupons.

Les certificats au porteur portent les signatures de deux administrateurs de la Société. Ces signatures pourront être soit manuscrites, soit imprimées, soit apposées au moyen de griffes. Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le Conseil d'Administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. Les signatures resteront valables même dans le cas où les signataires perdraient leur pouvoir de signer après l'impression des titres.

Les certificats au porteur peuvent à tout moment, être échangés contre d'autres titres au porteur représentatifs d'un nombre d'actions différent moyennant paiement par le porteur des frais entraînés par cet échange.

De même les titres au porteur peuvent être convertis en inscription nominative moyennant paiement, par l'actionnaire, des frais entraînés par cette conversion.

La Société pourra émettre des certificats provisoires dans les formes qui seront déterminées par le Conseil d'Administration.

Toutes les actions nominatives émises par la Société seront inscrites au registre des actionnaires qui sera tenu par la Société ou par une ou plusieurs personnes désignées à cet effet par la Société; l'inscription doit indiquer le nom de chaque propriétaire d'actions, sa résidence ou son domicile élu, et le nombre d'actions nominatives qu'il détient. Tout transfert d'actions nominatives entre vifs ou à cause de mort sera inscrit au registre des actionnaires. Les inscriptions au registre des actionnaires pourront être attestées par l'émission de certificats d'actions nominatives.

Tout actionnaire qui désire avoir des actions nominatives devra fournir à la Société une adresse à laquelle toutes les communications et toutes les informations pourront être envoyées. Cette adresse sera inscrite sur le registre des actionnaires comme domicile élu. Au cas où pareil actionnaire ne fournirait pas d'adresse à la Société, mention pourra en être faite au registre des actionnaires et l'adresse de l'actionnaire sera censée être au siège social de la Société, ceci jusqu'à ce qu'une autre adresse soit fournie à la Société par l'actionnaire. L'actionnaire pourra à tout moment faire changer l'adresse portée aux registres par une déclaration écrite envoyée à la Société à son siège social, ou à telle autre adresse qui pourra être fixée par la Société.»

**«Art. 12. Valeur nette d'inventaire.** La valeur de l'actif net et la valeur nette des actions de chaque compartiment, catégorie et/ou classe d'actions de la Société ainsi que les prix d'émission et de rachat seront déterminés par la Société, suivant une périodicité à fixer par le Conseil d'Administration, mais au moins deux fois par mois. Cette valeur nette sera exprimée dans la monnaie d'expression du compartiment, de la catégorie et/ou classe d'actions concernés ou en toute autre devise que pourra choisir le Conseil d'Administration. Elle est obtenue en divisant les avoirs nets du compartiment concerné par le nombre d'actions émises au titre de ce compartiment, compte tenu, s'il y a lieu, de la ventilation des avoirs nets de ce compartiment entre les différentes catégories et/ou classes d'actions émises au titre de ce compartiment.

Le jour auquel la valeur nette sera déterminée est désigné dans les présents statuts comme «Jour d'Evaluation».

L'évaluation des avoirs et des engagements de chaque compartiment de la Société s'effectuera selon les principes suivants:

1) La valeur des espèces en caisse ou en dépôts, effets et billets payables à vue et comptes à recevoir, des dépenses payées d'avance, des dividendes et intérêts venus à échéance non encore touchés, sera constituée par la valeur nominale de ces avoirs, sauf toutefois s'il s'avère improbable que cette valeur puisse être touchée. Dans ce dernier cas, la valeur sera déterminée en retranchant un certain montant qui semblera adéquat en vue de refléter la valeur réelle de ces avoirs.

2) L'évaluation des valeurs mobilières admises à une cote officielle ou négociées sur un marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public, est basée sur le dernier cours de clôture connu et si cette valeur mobilière est traitée sur plusieurs marchés, sur base du dernier cours de clôture connu du marché principal de cette valeur. Si le dernier cours connu n'est pas représentatif, l'évaluation se basera sur la valeur probable de réalisation estimée avec prudence et bonne foi.

3) Les valeurs mobilières non cotées ou non négociables sur un marché boursier ou sur un marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public seront évaluées sur base de la valeur probable de réalisation estimée avec prudence et bonne foi.

4) Les valeurs exprimées en une autre devise que la monnaie d'expression du compartiment en question sont converties au dernier cours connu.

5) La valeur de liquidation des contrats à terme et des contrats d'options qui ne sont pas négociés sur des marchés réglementés équivaudra à leur valeur de liquidation nette déterminée conformément aux politiques établies par le Conseil d'Administration, sur une base appliquée de façon cohérente à chaque type de contrat. La valeur de liquidation des contrats à terme ou contrats d'options négociés sur des marchés réglementés sera basée sur le dernier prix disponible de règlement de ces contrats sur les marchés réglementés sur lesquels ces contrats à terme ou ces contrats d'options sont négociés par la Société; pour autant que si un contrat à terme ou un contrat d'options ne peut pas être liquidé le jour auquel les actifs nets sont évalués, la base qui servira à déterminer la valeur de liquidation de ce contrat sera déterminée par le Conseil d'Administration de façon juste et raisonnable.

6) Si la pratique le permet, les avoirs liquides, les instruments du marché monétaire et tous les autres instruments peuvent être évalués aux derniers cours de clôture connus ou selon la méthode d'amortissement linéaire. En cas d'amortissement linéaire, les positions du portefeuille sont revues régulièrement sous la direction du Conseil d'Administration afin de déterminer s'il existe un écart entre l'évaluation selon la méthode des derniers cours de clôture connus et celle de l'amortissement linéaire. S'il existe un écart susceptible d'entraîner une dilution conséquente ou de léser les actionnaires, des mesures correctives appropriées peuvent être prises, y compris, si nécessaire, le calcul de la valeur nette d'inventaire en utilisant les derniers cours de clôture connus.

7) Les parts d'OPCVM et/ ou autres OPC seront évaluées à leur dernière valeur nette d'inventaire par action connue.

8) Les swaps de taux d'intérêts seront évalués à leur valeur de marché établie par référence à la courbe des taux applicables. Les swaps sur indices ou instruments financiers seront évalués à leur valeur de marché établie par référence à l'indice ou l'instrument financier concerné. L'évaluation des contrats de swaps relatifs à ces indices ou instruments financiers sera basée sur la valeur de marché de ces opérations de swap selon des procédures établies par le Conseil d'Administration.

9) Tous autres titres et actifs seront évalués à leur valeur de marché déterminée de bonne foi, conformément aux procédures établies par le Conseil d'Administration,

10) Tous les autres avoirs sont évalués sur base de la valeur probable de réalisation, laquelle doit être estimée avec prudence et bonne foi.

Des déductions appropriées seront faites pour les dépenses à supporter par la Société et le passif de la Société sera pris en considération selon des critères équitables et prudents. La Société prendra à sa charge l'intégralité de ses frais de fonctionnement: La Société sera chargée de payer les rémunérations versées aux gérants, conseiller en investissement, à la banque dépositaire et le cas échéant, celles des correspondants, les commissions de l'agent administratif et financier; celles relatives aux fonctions d'agent enregistreur et d'agent payeur; les frais pour l'agent de domiciliation; les frais et honoraires du réviseur d'entreprises; les frais de publication et d'information des actionnaires, notamment les frais d'impression et de distribution des prospectus et des rapports périodiques; les frais d'établissement, en ce compris les frais d'impression des certificats et les frais de procédures nécessaires à la constitution de la Société, à son introduction en bourse et à son agrément par les autorités compétentes; les courtages et commissions engendrés par les transactions sur les titres du portefeuille; tous les impôts et taxes éventuellement dus sur ses revenus; la taxe d'abonnement ainsi que les redevances dues aux autorités de contrôle, les frais relatifs aux distributions de dividendes; les frais de conseil et autres coûts des mesures extraordinaires, notamment des expertises ou procès propres à sauvegarder les intérêts des actionnaires; les droits annuels de cotation en bourse.

En outre, toutes dépenses raisonnables et les frais avancés, y compris, sans que cette énumération soit limitative, les frais de téléphone, télex, télégramme, de port, encourus par la banque dépositaire lors d'achats et de ventes de titres du portefeuille de la Société, seront à charge de la Société.

Le Conseil d'Administration établira pour chaque compartiment une masse distincte d'avoirs nets. Dans les relations des actionnaires entre eux et vis à vis des tiers, cette masse sera attribuée aux seules actions émises au titre du compartiment concerné, compte tenu, s'il y a lieu, de la ventilation de cette masse entre les différentes catégories et/ou classes d'actions de ce compartiment conformément aux dispositions du présent article. Vis-à-vis des tiers, et par dérogation à l'article 2093 du Code Civil, les actifs d'un compartiment déterminé ne répondent que des dettes, engagements et obligations qui concernent ce compartiment.

A l'effet d'établir des masses distinctes d'avoirs nets correspondant à un compartiment ou à deux ou plusieurs catégories et/ou classes d'actions d'un compartiment donné, les règles suivantes s'appliquent:

1. si deux ou plusieurs catégories et/ou classes d'actions se rapportent à un compartiment déterminé, les avoirs attribués à ces catégories et/ou classes seront investis ensemble selon la politique d'investissement spécifique du compartiment concerné.

2. les produits résultant de l'émission des actions relevant d'une catégorie et/ou d'une classe d'actions seront attribués dans les livres de la Société au compartiment qui propose cette catégorie et/ou classe d'actions étant entendu que si plusieurs catégories et/ou classes d'actions sont émises au titre de ce compartiment, le montant correspondant augmentera la proportion des avoirs nets de ce compartiment attribuables à la catégorie et/ou classe des actions à émettre les avoirs, engagements, revenus et frais relatifs à un compartiment seront attribués à la (aux) catégorie(s) et/ou classe(s) d'actions correspondant à ce compartiment;

3. les avoirs, engagements, revenus et frais relatifs aux opérations de change ou à l'utilisation d'instruments ou de techniques financières se rapportant à un compartiment, une catégorie et/ou classe d'actions donnés, seront attribués au compartiment, à la catégorie et/ou classe d'actions en question. En particulier, les frais et charges associés à la conversion des sommes relatives à l'achat, au remboursement et à l'échange d'actions d'une Catégorie de devise alternative et la couverture du risque de change de cette Catégorie de devise alternative, seront prises en compte dans la valeur nette d'inventaire de cette même catégorie.

4. lorsqu'un avoir découle d'un autre avoir, ce dernier avoir sera attribué, dans les livres de la Société, au même compartiment auquel appartient l'avoir dont il découle, et à chaque réévaluation d'un avoir, l'augmentation ou la diminution de valeur sera attribué au compartiment auquel cet avoir appartient;

5. lorsque la Société supporte un engagement qui est en relation avec un avoir d'un compartiment déterminé ou avec une opération effectuée en rapport avec un avoir d'un compartiment déterminé, cet engagement sera attribué à ce compartiment;

6. au cas où un avoir ou un engagement de la Société ne peut pas être attribué à un compartiment déterminé, cet avoir ou engagement sera attribué à tous les compartiments en proportion de la valeur nette d'inventaire des catégories et/ou classes d'actions concernées ou de telle autre manière que le Conseil d'Administration déterminera avec bonne foi;



7. à la suite du paiement de dividendes aux détenteurs d'actions de distribution, la valeur nette d'inventaire de ce compartiment, cette catégorie et/ou classe d'actions sera réduite du montant de ces dividendes.»

«**Art. 18. Politique d'investissement.** Le Conseil d'Administration, appliquant le principe de la répartition des risques, a le pouvoir de déterminer la politique d'investissement de chaque compartiment de l'actif social, ainsi que les lignes de conduite à suivre dans l'administration de la Société, sous réserve des restrictions d'investissement prévues par les lois et règlements ou celles adoptées par le Conseil d'Administration.

A cette fin, le Conseil d'Administration peut décider de placer ses avoirs en:

(1) valeurs mobilières et instruments du marché monétaire admis ou négociés sur un marché réglementé.  
(2) valeurs mobilières et instruments du marché monétaire négociés sur un autre marché d'un Etat membre de l'Union Européenne (ci-après «l'UE») qui est réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public.

(3) valeurs mobilières et instruments du marché monétaire admis à la cote officielle d'une bourse de valeurs d'un Etat qui ne fait pas partie de l'UE ou négociés sur un autre marché d'un Etat qui ne fait pas partie de l'UE, réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public.

(4) valeurs mobilières et instruments du marché monétaire nouvellement émis, sous réserve que:

- les conditions d'émission comportent l'engagement que la demande d'admission à la cote officielle d'une bourse de valeurs ou à un autre marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public, soit introduite;
- et que l'admission soit obtenue dans un délai d'un an à compter de l'émission.

(5) parts d'OPCVM et/ou d'autres OPC au sens de l'article 1(2), premier et deuxième tirets de la Directive 85/611/CEE, qu'ils se situent ou non dans un Etat membre de l'UE, à condition que:

- ces autres OPC soient agréés conformément à une législation prévoyant que ces organismes sont soumis à une surveillance que la CSSF considère comme équivalente à celle prévue par la législation communautaire et que la coopération entre les autorités soit suffisamment garantie;

- le niveau de protection garantie aux détenteurs de parts de ces autres OPC soit équivalent à celui prévu pour les détenteurs de parts d'un OPCVM et, en particulier, que les règles relatives à la division des actifs, aux emprunts, aux prêts, aux ventes à découvert de valeurs mobilières et d'instruments du marché monétaire soient équivalentes aux exigences de la Directive 85/611/CEE;

- les activités de ces autres OPC fassent l'objet de rapports semestriels et annuels permettant une évaluation de l'actif et du passif, des bénéfices et des opérations de la période considérée;

- la proportion d'actifs des OPCVM ou de ces autres OPC dont l'acquisition est envisagée, qui, conformément à leurs documents constitutifs, peut être investie globalement dans des parts d'autres OPCVM ou d'autres OPC ne dépasse pas 10%.

(6) dépôts auprès d'un établissement de crédit remboursables sur demande ou pouvant être retirés et ayant une échéance inférieure ou égale à douze mois, à condition que l'établissement de crédit ait son siège statutaire dans un Etat membre de l'UE ou, si le siège statutaire de l'établissement de crédit est situé dans un pays tiers, soit soumis à des règles prudentielles considérées par la CSSF comme équivalentes à celles prévues par la législation communautaire.

(7) instruments financiers dérivés, y compris les instruments assimilables donnant lieu à un règlement en espèces, qui sont négociés sur un marché réglementé du type visé aux points (1), (2) et (3) ci-dessus, et/ou instruments financiers dérivés négociés de gré à gré («instruments dérivés de gré à gré»), à condition que:

(i) - le sous-jacent consiste en instruments relevant du présent Article A, en indices financiers, en taux d'intérêt, en taux de change ou en devises, dans lesquels la Société peut effectuer des placements conformément à ses objectifs d'investissement;

- les contreparties aux transactions sur instruments dérivés de gré à gré soient des établissements de crédit soumis à une surveillance prudentielle et appartenant aux catégories agréées par la CSSF; et

- les instruments dérivés de gré à gré fassent l'objet d'une évaluation fiable et vérifiable sur une base journalière et puissent, à l'initiative de la Société, être vendus, liquidés ou clôturés par une transaction symétrique, à tout moment et à leur juste valeur;

(ii) - en aucun cas, ces opérations ne conduisent la Société à s'écarter de ses objectifs d'investissement.

La Société peut notamment intervenir dans des opérations portant sur des options, des contrats à terme sur instruments financiers et sur des options sur de tels contrats.

(8) instruments du marché monétaire autres que ceux négociés sur un marché réglementé, pour autant que l'émission ou l'émetteur de ces instruments soient soumis eux-mêmes à une réglementation visant à protéger les investisseurs et l'épargne et que ces instruments soient:

- émis ou garantis par une administration centrale, régionale ou locale, par une banque centrale d'un Etat membre de l'UE, par la Banque Centrale Européenne, par l'UE ou par la Banque Européenne d'Investissement, par un Etat tiers ou, dans le cas d'un Etat fédéral, par un des membres composant la fédération, ou par un organisme public international dont font partie un ou plusieurs Etats membres de l'UE; ou

- émis par une entreprise dont des titres sont négociés sur les marchés réglementés visés aux points (1), (2) et (3) ci-dessus; ou

- émis ou garantis par un établissement soumis à une surveillance prudentielle selon les critères définis par le droit communautaire, ou par un établissement qui est soumis et qui se conforme à des règles prudentielles considérées par la CSSF comme au moins aussi strictes que celles prévues par la législation communautaire; ou

- émis par d'autres entités appartenant aux catégories approuvées par la CSSF pour autant que les investissements dans ces instruments soient soumis à des règles de protection des investisseurs qui soient équivalentes à celles prévues aux premier, deuxième ou troisième tirets, et que l'émetteur soit une société dont le capital et les réserves s'élèvent au moins à dix millions d'euros (10.000.000 euros) et qui présente et publie ses comptes annuels conformément à la directive 78/660/CEE, soit une entité qui, au sein d'un Groupe de Sociétés incluant une ou plusieurs sociétés cotées, se

consacre au financement du Groupe ou soit une entité qui se consacre au financement de véhicules de titrisation bénéficiant d'une ligne de financement bancaire.

En outre, la Société pourra, dans chaque compartiment:

(1) investir jusqu'à 10% des actifs nets du compartiment dans des valeurs mobilières et instruments du marché monétaire autres que ceux visés dans le présent Article, points (1) à (4) et (8).

(2) détenir, à titre accessoire, des liquidités et autres instruments assimilables à des liquidités.

(3) emprunter jusqu'à 10% des actifs nets du compartiment, pour autant qu'il s'agisse d'emprunts temporaires. Les engagements en rapport avec des contrats d'options, des achats et ventes de contrats à terme ne sont pas considérés comme des emprunts pour le calcul de la limite d'investissement.

(4) acquérir des devises par le truchement d'un type de prêt face à face.»

#### *Troisième résolution*

L'Assemblée décide de modifier l'article 4 des Statuts relatif au siège social de la Société comme suit:

**«Art. 4. Siège social.** Le siège social est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

La Société peut par décision du Conseil d'Administration créer, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, des filiales, succursales, agences et bureaux. Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert, conservera la nationalité luxembourgeoise. Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes de la Société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.»

#### *Quatrième résolution*

L'Assemblée décide de modifier l'article 24 des Statuts relatif à la Banque Dépositaire de la Société comme suit:

**«Art. 24. Dépôt des avoirs de la Société**

a) La garde des actifs de la Société sera confiée à une banque dépositaire au sens de la Loi (ci-après «la Banque Dépositaire»). Au cas où la Banque Dépositaire renoncerait à son mandat de dépositaire des actifs, le Conseil d'Administration pourvoira à son remplacement provisoire jusqu'à l'assemblée générale qui désignera un nouveau dépositaire, dans le respect des lois applicables.

b) La Banque Dépositaire des avoirs de la Société sera tenue de remplir les obligations et devoirs fixés dans une convention établie à cet effet et conformément à la Loi.»

#### *Cinquième résolution*

L'Assemblée décide d'introduire un nouvel article 28 au sein des Statuts consacré aux informations relatives à la clôture et la fusion de compartiments, catégories ou classes d'actions et de renuméroter les articles suivants.

Le nouvel article 28 aura la teneur suivante:

**«Art. 28. Clôture et fusion de compartiments, catégories ou classes**

**A. Clôture de compartiments, catégories ou classes d'actions**

Si les actifs d'un compartiment, d'une catégorie et/ou classe d'actions quelconque n'atteignent pas ou descendent en-dessous d'un niveau auquel le Conseil d'Administration estime que la gestion est trop difficile à assurer, dans le cadre d'une rationalisation de la gamme des produits offerts à la clientèle, celui-ci pourra décider de la clôture de ce compartiment, de cette catégorie et/ou classe d'actions.

Dans ce cas, la décision et les modalités de clôture seront portées à la connaissance des actionnaires de la Société et plus particulièrement aux actionnaires existants du compartiment, de la catégorie et/ou classe en question, par la publication d'avis dans les journaux tels que mentionnés dans le prospectus.

Les avoirs nets du compartiment, de la catégorie et/ou classe d'actions en question seront répartis entre les actionnaires restants de ce compartiment, de cette catégorie et/ou classe d'actions. Les sommes qui n'auront pas été distribuées lors de la clôture des opérations de liquidation du compartiment, de la catégorie et/ou classe d'actions concernés seront déposées à la Caisse des Consignations à Luxembourg au profit des ayants droit jusqu'à la date de prescription.

Un avis relatif à la clôture du compartiment, de la catégorie et/ou classe d'actions sera également transmis à tous les actionnaires nominatifs de ce compartiment, de cette catégorie et/ou classe d'actions.

**B. Fusion de compartiments, catégories ou classes.**

Par ailleurs, le Conseil d'Administration pourra décider de la fusion d'un compartiment, d'une catégorie et/ou classe d'actions avec un ou plusieurs autres compartiments, catégorie(s) et/ou classes d'actions de la Société ou pourra également proposer aux actionnaires d'un compartiment, d'une catégorie et/ou classe d'actions, la fusion de leur compartiment, catégorie et/ou classe d'actions avec un compartiment, une catégorie et/ou classe d'actions d'un autre organisme de placement collectif («OPC») de droit luxembourgeois qui tombe sous le champ d'application de la partie I de la Loi. Dans le cas de fusion d'un compartiment, d'une catégorie et/ou classe d'actions avec un compartiment, une catégorie et/ou classe d'actions d'une autre Société, la décision sera prise par les actionnaires du compartiment, de la catégorie et/ou classe d'actions concerné de la Société lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires, qui délibérera dans les mêmes conditions de quorum que celles prévues pour les modifications des Statuts.

Dans le cas d'une fusion d'un compartiment, d'une catégorie et/ou classe d'actions de la Société avec un compartiment, une catégorie et/ou classe d'actions d'un fonds commun de placement, la fusion n'engagera que les actionnaires qui auront marqué leur accord sur cette fusion. Par contre, il sera procédé au remboursement des actions appartenant aux autres actionnaires qui ne se seront pas prononcés sur cette fusion.

Dans tous ces cas de fusion, un avis relatif aux opérations de fusion de ces compartiments, catégories et/ou classes d'actions sera transmis à tous les actionnaires nominatifs des compartiments, catégories et/ou classes d'actions concernés. Cet avis sera également publié au Mémorial ainsi que dans les journaux tels que mentionnés dans le prospectus. Chaque actionnaire des compartiments, catégories et/ou classes d'actions concernés aura la possibilité durant une période fixée par le Conseil d'Administration (au moins un mois) et précisée dans les journaux mentionnés ci-dessous de demander le rachat de ses actions sans frais.

Ces fusions peuvent s'inscrire dans des circonstances économiques diverses justifiant une fusion.»

#### Sixième résolution

Pour des raisons de rédaction et de forme, l'Assemblée décide de modifier les articles 13 et 31 des Statuts comme suit:

#### «Art. 13. Suspension du calcul de la valeur nette d'inventaire et de l'émission et du rachat des actions.

Sans préjudice des causes légales de suspension, la Société pourra à tout moment suspendre l'évaluation de la valeur nette des actions d'un ou plusieurs compartiments, catégories et/ou classes d'actions ainsi que l'émission et le rachat et la conversion des actions de ces compartiments dans les cas suivants:

- a) lorsqu'une bourse fournissant les cotations pour une part significative des actifs de la Société est fermée pour des périodes autres que les congés normaux ou que les transactions y sont soit suspendues soit soumises à restrictions;
- b) lorsque le marché d'une devise dans laquelle est exprimée une part importante des actifs de la Société est fermé pour des périodes autres que les congés normaux ou que les transactions y sont soit suspendues soit soumises à restrictions;
- c) lorsque les moyens de communication qui sont normalement employés pour déterminer le prix ou la valeur des investissements de la Société sont suspendus ou lorsque pour toute autre raison, les prix ou valeurs des investissements de la Société ne peuvent être déterminés avec l'exactitude et la rapidité désirables;
- d) lorsque les restrictions de change ou de transferts de capitaux empêchent l'exécution des transactions pour le compte de la Société ou lorsque les transactions d'achat et de vente pour le compte de la Société ne peuvent être exécutées à des cours de change normaux;
- e) lorsque des facteurs relevant, entre autres, de la situation politique, économique, militaire, monétaire, fiscale et échappant au contrôle, à la responsabilité, aux moyens d'action de la Société l'empêchent de disposer des actifs de la Société ou de déterminer la valeur d'actif net de la Société d'une manière normale et raisonnable;
- f) à la suite d'une éventuelle décision de liquider ou de dissoudre la Société.

Pareille suspension sera publiée par la Société de manière appropriée pour être portée à la connaissance des intéressés et notifiée aux actionnaires demandant le rachat de leurs actions par la Société.

En l'absence de mauvaise foi, négligence grave et erreur manifeste, toute décision prise par le Conseil d'Administration ou par un délégué du Conseil d'Administration en ce qui concerne le calcul de la valeur nette, sera définitive et obligatoire pour la Société ainsi que pour ses actionnaires.»

«Art. 31. Dispositions légales. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et des lois modificatives, ainsi qu'à la Loi.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous, notaire le présent acte.

Signé: L. Trouvain, D.N. Aouinti, C. Bruyant et H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 23 décembre 2005, vol. 434, fol. 58, case 10. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour copie conforme, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 29 décembre 2005.

H. Hellinckx.

(001166.3/242/434) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2006.

#### ALLIANZ GLOBAL INVESTORS FUND, Investmentgesellschaft mit variablem Kapital.

Gesellschaftssitz: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

H. R. Luxembourg B 71.182.

Im Jahre zweitausendfünf, den einundzwanzigsten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar André Jean-Joseph Schwachtgen, mit dem Amtssitz in Luxemburg.

Sind die Aktionäre der Aktiengesellschaft ALLIANZ GLOBAL INVESTORS FUND, mit Sitz in 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter der Nummer B 71.182, gegründet in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital und unter der ursprünglichen Bezeichnung DRESDNER GLOBAL STRATEGIES FUND, gemäss Urkunde aufgenommen durch Maître Frank Baden, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, am 9. August 1999, welche im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 693 vom 16. September 1999 veröffentlicht wurde, zu einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammengetreten.



Die Satzung der Gesellschaft wurde letztmals abgeändert gemäss Urkunde aufgenommen durch den unterzeichneten Notar, vom 7. Dezember 2004, welche im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 33 vom 13. Januar 2005 veröffentlicht wurde.

Die Versammlung beginnt 11.30 Uhr unter dem Vorsitz von Herrn Markus Biehl, Bankangestellter, mit Berufsanschrift in 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg.

Derselbe ernennt zum Schriftführer Herrn Markus Breidbach, Bankangestellter, mit Berufsanschrift in 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg.

Zur Stimmzählerin wird ernannt Frau Sonja Maringer, Bankangestellte, mit Berufsanschrift in 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg.

Sodann stellt der Vorsitzende fest:

I.- Dass eine erste ausserordentliche Generalversammlung am 18. November 2005 abgehalten werden sollte, um über die gleiche nachfolgend aufgeführte Tagesordnung abzustimmen. Dass nur 2.150.000 von den 233.355.835 sich am 18. November 2005 im Umlauf befindenden Aktien ohne Nennwert auf besagter Generalversammlung vertreten waren, so dass diese Versammlung vertagt werden musste und dass beschlossen wurde, sich am heutigen Tag wiedereinzufinden.

II.- Dass die gegenwärtige ausserordentliche Generalversammlung einberufen wurde durch Veröffentlichungen:

a) im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 1239 vom 19. November 2005 und N° 1327 vom 5. Dezember 2005; und

b) im «Tageblatt», im «Luxemburger Wort, in der «Frankfurter Allgemeinen Zeitung» und in der «Süddeutschen Zeitung» vom 19. November 2005 und vom 5. Dezember 2005.

Die Bescheinigungen der Veröffentlichungen wurden dem Büro der Versammlung vorgelegt.

III.- Dass die Tagesordnung dieser ausserordentlichen Generalversammlung folgende Punkte umfasst:

1. Verzicht auf Erstellung der Satzung der Gesellschaft in englischer und französischer Sprache und ersatzweise Erstellung der Satzung in deutscher Sprache.

2. Beschluss über die Neufassung der Satzung der Gesellschaft gemäß den Anforderungen des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen in seiner jeweils aktuellen Form.

3. Verschiedenes.

IV.- Dass die anwesenden sowie die vertretenen Aktionäre und deren Bevollmächtigte nebst Stückzahl der vertretenen Aktien auf einer Anwesenheitsliste verzeichnet sind, welche durch das Büro der Versammlung aufgesetzt und für richtig befunden wurde, und welche nach ne varietur Unterzeichnung durch die anwesenden Aktionäre, die Bevollmächtigten der vertretenen Aktionäre und das Büro der Versammlung, gegenwärtigem Protokolle zusammen mit den Vollmachten beigefügt bleibt um mit demselben einregistriert zu werden.

V.- Dass aus dieser Anwesenheitsliste hervorgeht dass von den 230.020.790 sich am 21. Dezember 2005 im Umlauf befindenden Aktien ohne Nennwert, 2.150.000 Aktien auf der gegenwärtigen ausserordentlichen Generalversammlung gültig vertreten sind. Gemäss Artikel 67-1 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften ist die gegenwärtige Generalversammlung somit ordnungsgemäss zusammengestellt und kann gültig über alle Punkte der Tagesordnung abstimmen.

Die Ausführungen des Vorsitzenden wurden einstimmig durch die Versammlung für richtig befunden und, nach Überprüfung der Richtigkeit der Versammlungsordnung, fasste die Versammlung, nach vorheriger Beratung, einstimmig folgende Beschlüsse:

#### *Erster Beschluss*

Die Generalversammlung verzichtet auf die Erstellung der Satzung der Gesellschaft in englischer und französischer Sprache und billigt ersatzweise die Erstellung der Satzung in deutscher Sprache.

#### *Zweiter Beschluss*

Die Generalversammlung beschliesst die Satzung der Gesellschaft gemäß den Anforderungen des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen in seiner jeweils aktuellen Form neuzufassen.

Infolgedessen wird die satzung der Gesellschaft in Zukunft folgenden Wortlaut haben:

### **«Titel I. Name - Eingetragener Geschäftssitz - Dauer - Gesellschaftszweck**

**Art. 1. Name.** Zwischen den Unterzeichnern und denjenigen, die Eigentümer von nachfolgend ausgegebenen Anteilen werden, besteht eine Aktiengesellschaft («société anonyme») in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital («société d'investissement à capital variable») unter dem Namen «Allianz Global Investors Fund» (nachfolgend die «Gesellschaft»).

**Art. 2. Eingetragener Sitz.** Der eingetragene Sitz der Gesellschaft befindet sich in Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg. Zweigstellen, Tochtergesellschaften oder andere Büros können auf Beschluss des Verwaltungsrats innerhalb oder ausserhalb des Großherzogtums Luxemburg gegründet werden (keinesfalls aber in den Vereinigten Staaten von Amerika, ihren Territorien oder Besitztümern).

Sofern der Verwaltungsrat die Feststellung trifft, dass außergewöhnliche politische oder militärische Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, die den gewöhnlichen Geschäftsablauf der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die Kommunikation mit den betreffenden Büros oder Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Sitz zeitweilig und bis zur völligen Normalisierung der Lage ins Ausland verlagert werden; diese provisorischen Maßnahmen werden auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft keinen Einfluss haben, die, ungeachtet dieser zeitweiligen Verlagerung, eine Luxemburger Gesellschaft bleiben wird.

**Art. 3. Dauer.** Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

**Art. 4. Gesellschaftszweck.** Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist die Anlage des Gesellschaftsvermögens in übertragbare Wertpapiere und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung und mit dem Ziel, den Anlegern die Erträge aus der Verwaltung des Gesellschaftsvermögens - durch Ausschüttung oder Thesaurierung - zukommen zu lassen.

Die Gesellschaft kann jegliche Maßnahmen ergreifen und Transaktionen durchführen, die sie für die Erfüllung und Umsetzung dieses Gesellschaftszwecks für nützlich erachtet, und zwar im weitesten Sinne des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen sowie dessen Abänderungen und Nachfolgegesetzen.

## **Titel II. Gesellschaftskapital - Anteile - Netto Inventarwert**

**Art. 5. Gesellschaftskapital, Anteilklassen.** Das Kapital der Gesellschaft wird durch voll eingezahlte Anteile ohne Nennwert vertreten und wird jederzeit dem gesamten Nettovermögen der Gesellschaft gemäß Artikel 11 dieser Satzung entsprechen. Das Mindestkapital wird sich auf das gesetzliche Mindestkapital von einer Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-) belaufen. Die Anteile, die gemäß Artikel 7 dieser Satzung ausgegeben werden, können auf Beschluss des Verwaltungsrats in Form von mehreren Anteilklassen ausgegeben werden. Der Erlös aus der Ausgabe von Anteilen einer Anteilklasse wird abzüglich einer anfallenden Verkaufsprovision (Ausgabeaufschlag) in jede Art von übertragbaren Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten angelegt, nach Maßgabe der Anlagepolitik, wie sie vom Verwaltungsrat für einen Teilfonds (gemäß nachstehender Definition) im Hinblick auf die jeweilige(n) Anteilklasse(n) festgelegt wird, unter Berücksichtigung der gesetzlichen oder vom Verwaltungsrat beschlossenen Anlagebeschränkungen.

Der Verwaltungsrat wird ein Portfolio aus Vermögenswerten einrichten, das einen Teilfonds (nachfolgend der «Teilfonds») im Sinne des Artikels 133 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 sowie dessen Abänderungen und Nachfolgegesetzen darstellt und für eine oder mehrere Anteilklassen in der in Artikel 11 dieser Satzung beschriebenen Art gebildet wird. Im Verhältnis der Anleger untereinander wird jedes Portfolio ausschließlich zugunsten der jeweiligen Anteilklasse(n) angelegt werden.

Die Gesellschaft bildet eine einzige juristische Einheit. Gegenüber Dritten, insbesondere Gläubigern der Gesellschaft, und abweichend von Artikel 2093 des Luxemburger Zivilgesetzbuchs ist jeder Teilfonds nur für Verbindlichkeiten verantwortlich, die ihm zuzurechnen sind.

Der Verwaltungsrat kann jeden Teilfonds auf unbestimmte oder bestimmte Zeit errichten; im letzteren Fall kann der Verwaltungsrat die Laufzeit des entsprechenden Teilfonds nach Ablauf der ursprünglich vorgesehenen Laufzeit einmal oder mehrere Male verlängern. Nach Ablauf der Laufzeit eines Teilfonds nimmt die Gesellschaft alle Anteile der entsprechenden Anteilklasse(n) gemäß Artikel 8 dieser Satzung und ungeachtet der Bestimmungen gemäß Artikel 24 dieser Satzung zurück.

Bei jeder Verlängerung der Laufzeit eines Teilfonds werden die Inhaber von Namensanteilen durch eine Mitteilung an ihre im Anteilregister der Gesellschaft eingetragene Adresse ordnungsgemäß schriftlich benachrichtigt. Die Gesellschaft wird die Inhaber von Inhaberanteilen durch eine Mitteilung, die in vom Verwaltungsrat festzulegenden Tageszeitungen veröffentlicht wird, benachrichtigen, sofern diese Anleger und ihre Adressen der Gesellschaft unbekannt sind. Die Verkaufsunterlagen für Anteile der Gesellschaft geben die Laufzeit jedes Teilfonds bzw. gegebenenfalls dessen Verlängerung an.

Zur Bestimmung des Gesellschaftsgrundkapitals werden die jeder Anteilklasse zuzuordnenden Nettovermögen in Euro umgerechnet, soweit sie nicht bereits auf Euro lauten; das Gesellschaftsvermögen entspricht den Nettovermögen aller Anteilklassen.

## **Art. 6. Anteile.**

(1) Es können Einzel-, Sammel- sowie Globalurkunden ausgegeben werden; der Anspruch auf Auslieferung effektiver Stücke kann auch ausgeschlossen werden. Der Verwaltungsrat beschließt, ob die Gesellschaft Inhaber- und/oder Namensanteile ausgibt. Sofern Zertifikate über Inhaberanteile ausgegeben werden, werden sie in der Stückelung ausgegeben, wie dies der Verwaltungsrat bestimmt, und sie können auf dem Zertifikat den Vermerk tragen, dass sie nicht auf eine Nicht-erwerbsberechtigte Person (wie nachfolgend in Artikel 10 definiert) oder auf ein Unternehmen übertragen werden dürfen, das von einer Nicht-erwerbsberechtigten Person oder für sie gegründet wurde; für die Anwendbarkeit der Regeln des Artikel 10 kommt es aber nicht darauf an, dass Zertifikate einen solchen Vermerk tragen.

Alle ausgegebenen Namensanteile der Gesellschaft werden in das Anteilregister eingetragen, das bei der Gesellschaft oder bei einer oder mehreren hierfür von der Gesellschaft bezeichneten Personen geführt wird, und dieses Register enthält die Namen jedes Inhabers von Namensanteilen, seinen ständigen oder gewählten Wohnsitz entsprechend den Angaben gegenüber der Gesellschaft und die Zahl der von ihm gehaltenen Namensanteile.

Der Eintrag des Namens des Anlegers in das Anteilregister dient als Nachweis der Berechtigung des Anlegers an solchen Namensanteilen. Die Gesellschaft beschließt, ob ein Zertifikat über einen solchen Eintrag an den Anleger ausgestellt werden soll oder ob der Anleger eine schriftliche Bestätigung über sein Anteilsbesitz erhält.

Sofern Inhaberanteile ausgegeben werden, können auf Antrag des Anlegers Namensanteile in Inhaberanteile und Inhaberanteile in Namensanteile umgetauscht werden. Ein Umtausch von Namensanteilen in Inhaberanteile erfolgt durch die Ungültigkeitserklärung der gegebenenfalls über die Namensanteile ausgestellten Zertifikate nach Bestätigung, dass der Umtausch nicht zugunsten einer Nicht-erwerbsberechtigten Person erfolgt, und durch Ausgabe eines oder mehrerer Inhaberanteilzertifikate, die die ungültig erklärten Namenszertifikate ersetzen; der Vorgang wird im Anteilregister zum Nachweis dieser Ungültigkeitserklärung eingetragen. Der Umtausch von Inhaberanteilen in Namensanteile erfolgt durch Ungültigkeitserklärung der Anteilzertifikate über die Inhaberanteile und gegebenenfalls durch Ausgabe von Anteilzertifikaten über Namensanteile an deren Stelle; zum Nachweis dieser Ausgabe erfolgt ein Eintrag im Anteilregister. Nach Ermessen des Verwaltungsrats können die Kosten eines solchen Umtauschs dem antragstellenden Anleger belastet werden.

Vor Ausgabe von Inhaberanteilen und vor Umwandlung von Namensanteilen in Inhaberanteile kann die Gesellschaft den Nachweis zur Zufriedenheit des Verwaltungsrats verlangen, dass die Ausgabe oder der Umtausch nicht zur Folge haben, dass derartige Anteile durch eine Nicht-erwerbsberechtigte Person gehalten werden.

Anteilzertifikate werden durch zwei Verwaltungsratsmitglieder unterzeichnet. Die Unterschriften können handschriftlich erfolgen, gedruckt werden oder als Faksimile erstellt werden. Eine dieser Unterschriften kann durch eine hierzu ordnungsgemäß durch den Verwaltungsrat ermächtigte Person geleistet werden; in diesem Fall muss sie handschriftlich geleistet werden. Die Gesellschaft kann vorläufige Anteilzertifikate in einer vom Verwaltungsrat zu beschließenden Form ausgeben.

(2) Sofern Inhaberanteile ausgegeben werden, erfolgt die Übertragung von Inhaberanteilen durch Übergabe entsprechender Anteilzertifikate. Die Übertragung von Namensanteilen erfolgt, (i) sofern Anteilzertifikate ausgegeben wurden, durch Übergabe des Zertifikats oder der Zertifikate, die diese Anteile gegenüber der Gesellschaft vertreten, zusammen mit anderen Unterlagen, die die Übertragung der Gesellschaft gegenüber in zufriedenstellender Weise nachweisen, und, (ii) sofern keine Anteilzertifikate ausgegeben wurden, durch eine schriftliche Erklärung der Übertragung, die in das Anteilregister einzutragen ist und von dem Übertragenden und dem Empfänger oder von entsprechend bevollmächtigten Personen datiert und unterzeichnet werden muss. Jede Übertragung von Namensanteilen wird in das Anteilregister eingetragen; diese Eintragung wird durch ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrats oder durch eine oder mehrere sonstige ordnungsgemäß vom Verwaltungsrat hierzu ermächtigte Person(en) unterzeichnet.

(3) Anleger, die berechtigt sind, Namensanteile zu erhalten, müssen der Gesellschaft eine Adresse mitteilen, an die sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen gerichtet werden können. Diese Adresse wird ebenfalls in das Anteilregister eingetragen.

Sofern ein Anleger keine Adresse angibt, kann die Gesellschaft zulassen, dass ein entsprechender Vermerk in das Anteilregister eingetragen wird, und die Adresse des Anlegers wird in diesem Falle solange am Sitz der Gesellschaft oder unter einer anderen, von der Gesellschaft jeweils einzutragenden Adresse geführt, bis der Anleger der Gesellschaft eine andere Adresse mitteilt. Ein Anleger kann zu jeder Zeit die im Anteilregister eingetragene Adresse durch eine schriftliche Mitteilung an den Sitz der Gesellschaft oder an eine andere Adresse, die von der Gesellschaft jeweils festgelegt wird, ändern.

(4) Sofern ein Anleger zur Zufriedenheit der Gesellschaft nachweisen kann, dass sein Anteilzertifikat abhanden gekommen ist, beschädigt oder zerstört wurde, kann auf Antrag des Anlegers ein Duplikat nach den Bedingungen und unter Stellung der Sicherheiten, wie dies von der Gesellschaft festgelegt wird, ausgegeben werden; die Sicherheiten können in einer von einer Versicherungsgesellschaft ausgegebenen Schuldverschreibung bestehen, sind aber auf diese Form der Sicherheit nicht beschränkt. Mit Ausgabe des neuen Anteilzertifikats, das als Duplikat gekennzeichnet wird, verliert das ursprüngliche Anteilzertifikat, das durch das neue ersetzt wird, seine Gültigkeit.

Beschädigte Anteilzertifikate können von der Gesellschaft für ungültig erklärt werden und durch neue Zertifikate ersetzt werden.

Die Gesellschaft kann nach eigenem Ermessen dem Anleger die Kosten für die Erstellung eines Duplikats oder eines neuen Anteilzertifikats sowie sämtliche angemessenen Auslagen auferlegen, die von der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Ausgabe und der Eintragung dieses Zertifikats oder im Zusammenhang mit der Ungültigkeitserklärung des ursprünglichen Anteilzertifikats getragen wurden.

(5) Die Gesellschaft erkennt nur einen Berechtigten pro Anteil an. Sofern ein oder mehrere Anteil(e) im gemeinsamen Eigentum mehrerer Personen steht/stehen oder wenn das Eigentum an (einem) Anteil(en) strittig ist, ernennen alle Personen, die ein Anrecht auf die betreffenden Anteile stellen, einen Berechtigten, der die entsprechenden Anteile gegenüber der Gesellschaft vertritt. Erfolgt keine Ernennung eines solchen Berechtigten, hat dies zur Folge, dass die Ausübung der mit den Anteilen verbundenen Rechte ausgesetzt wird.

(6) Die Gesellschaft kann beschließen, Anteilbruchteile auszugeben. Solche Anteilbruchteile verleihen kein Stimmrecht, berechtigen jedoch anteilig an dem der entsprechenden Anteilklasse zuzuordnenden Nettovermögen. Im Falle von Inhaberanteilen werden nur Zertifikate über ganze Anteile ausgegeben.

**Art. 7. Ausgabe von Anteilen.** Der Verwaltungsrat ist uneingeschränkt berechtigt, eine unbegrenzte Anzahl voll einbezahlter Anteile jederzeit auszugeben, ohne den bestehenden Anlegern ein Vorrecht zur Zeichnung neu auszugebender Anteile einzuräumen.

Der Verwaltungsrat kann die Häufigkeit der Ausgabe von Anteilen einer Anteilklasse einschränken; insbesondere kann der Verwaltungsrat entscheiden, dass Anteile einer Anteilklasse ausschließlich während einer oder mehrerer Zeichnungsfristen oder sonstiger Fristen gemäß den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft ausgegeben werden.

Anteile von Teilfonds werden zum Ausgabepreis ausgegeben. Der Ausgabepreis pro Anteil für Anteile einer Anteilklasse eines Teilfonds setzt sich aus dem jeweiligen Nettoinventarwert pro Anteil der jeweiligen Anteilklasse (siehe insoweit Artikel 11 und 12) zuzüglich eines ggf. anfallenden Ausgabeaufschlags zusammen. Bei der Einschaltung von Vertriebsgesellschaften und Zahlstellen in eine Transaktion können weitere Gebühren anfallen. Der Ausgabepreis kann auf die nächste Einheit der entsprechenden Währung auf- oder abgerundet werden, je nach Vorgabe des Verwaltungsrats.

In zeitlicher Hinsicht erfolgt die Ausgabe von Anteilen eines Teilfonds nach einem Verfahren, das vom Verwaltungsrat festgelegt und in den Verkaufsunterlagen beschrieben wird.

Der Ausgabepreis ist innerhalb einer Frist, die vom Verwaltungsrat bestimmt wird, zu entrichten; diese Frist wird nicht mehr als fünf (5) Werktage ab dem entsprechenden Bewertungstag betragen.

Der Verwaltungsrat kann an jedes seiner Mitglieder, jeden Geschäftsführer, leitenden Angestellten oder sonstigen ordnungsgemäß ermächtigten Vertreter die Befugnis erteilen, Zeichnungsanträge anzunehmen, Zahlungen für neu auszugebende Anteile entgegen zu nehmen und diese Anteile auszuliefern.

Die Gesellschaft kann gemäß den gesetzlichen Bestimmungen des Luxemburger Rechts, die insbesondere ein Bewertungsgutachten durch einen Wirtschaftsprüfer («réviseur d'entreprises agréé») zwingend vorsehen, Anteile gegen Lieferung von Vermögenswerten unter der Bedingung ausgeben, dass diese Vermögenswerte dem Anlageziel und der Anlagepolitik des jeweiligen Teilfonds entsprechen. Jegliche Kosten im Zusammenhang mit der Sacheinbringung von Vermögenswerten trägt der entsprechende Anleger.

Jeder Antrag auf Zeichnung ist unwiderruflich, außer in den Fällen einer Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwerts nach Artikel 12 dieser Satzung während dieser Aussetzung.

**Art. 8. Rücknahme von Anteilen.** Jeder Anleger kann die Rücknahme aller oder eines Teils seiner Anteile durch die Gesellschaft gemäß den Bestimmungen und dem Verfahren, welche vom Verwaltungsrat in den Verkaufsunterlagen für die Anteile festgelegt wurden, und innerhalb der vom Gesetz und dieser Satzung vorgesehenen Grenzen verlangen.

Vorbehaltlich der Bestimmungen gemäß Artikel 12 dieser Satzung wird der Rücknahmepreis pro Anteil innerhalb einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Frist, die fünf (5) Werktage ab dem entsprechenden Bewertungstag nicht überschreiten wird, gemäß dem vom Verwaltungsrat jeweils festzulegenden Verfahren unter der Voraussetzung ausgezahlt, dass gegebenenfalls ausgegebene Anteilzertifikate und alle sonstigen zur Übertragung von Anteilen erforderlichen Unterlagen bei der Gesellschaft eingegangen sind.

Der Rücknahmepreis pro Anteil für Anteile einer Anteilklasse eines Teilfonds ergibt sich, indem von dem Nettoinventarwert pro Anteil der jeweiligen Anteilklasse ein ggf. anfallender Rücknahmeabschlag abgezogen wird. Bei der Einschaltung von Vertriebsgesellschaften und Zahlstellen in eine Transaktion können weitere Gebühren anfallen. Der Rücknahmepreis kann auf die nächste Einheit der entsprechenden Währung auf- oder abgerundet werden, je nach Vorgabe des Verwaltungsrats.

In zeitlicher Hinsicht erfolgt die Rücknahme von Anteilen eines Teilfonds nach einem Verfahren, das vom Verwaltungsrat festgelegt und in den Verkaufsunterlagen beschrieben wird.

Fällt aufgrund eines Rücknahmeantrags die Anzahl oder der Wert der Anteile, die von einem bestimmten Anleger in einer bestimmten Anteilklasse gehalten werden, unter eine bestimmte Anzahl oder einen bestimmten Wert, die bzw. der - falls von den Rechten nach diesem Satz Gebrauch gemacht werden können soll - dann vom Verwaltungsrat in den Verkaufsunterlagen festgelegt wird, kann die Gesellschaft bestimmen, dass dieser Antrag als Antrag auf Rücknahme des gesamten Anteilbesitzes des Anlegers in dieser Anteilklasse behandelt wird.

Wenn des weiteren an einem Bewertungstag oder zu einem Bewertungszeitpunkt während eines Bewertungstags die Rücknahmeanträge im Sinne dieses Artikels und die Umtauschanträge im Sinne von Artikel 9 dieser Satzung einen bestimmten Umfang, der vom Verwaltungsrat im Verhältnis zu den innerhalb einer bestimmten Anteilklasse ausgegebenen Anteilen festgelegt wurde, übersteigen, kann der Verwaltungsrat beschließen, daß ein Teil oder die Gesamtheit der Rücknahme- und Umtauschanträge für einen Zeitraum und in einer Weise ausgesetzt wird, wie dies vom Verwaltungsrat im wohlverstandenen Interesse der Gesellschaft für erforderlich gehalten wird. Grundsätzlich sollte dieser Aufschub jedoch zwei Bewertungstage nicht überschreiten. Am nächstfolgenden Bewertungstag nach dieser Frist werden diese Rücknahme- und Umtauschanträge vorrangig gegenüber anderen Anträgen abgewickelt.

Durch Beschluss des Verwaltungsrats kann die Gesellschaft bevollmächtigt werden, den Rücknahmepreis an jeden Anleger, der dem zustimmt, in specie auszuzahlen, indem dem Anleger aus dem Portfolio, welches der/den entsprechenden Anteilklasse(n) zuzuordnen ist, Vermögenswerte zugeteilt werden, die dem Wert der zurückgenommenen Anteile am jeweiligen Bewertungstag oder Bewertungszeitpunkt entsprechen (berechnet gemäß der Bestimmungen gemäß Artikel 11). Art und Natur der zu übertragenden Vermögenswerte werden in einem solchen Fall auf einer angemessenen und sachlichen Grundlage und ohne Beeinträchtigung der Interessen der anderen Anleger der entsprechenden Anteilklasse(n) bestimmt, und die angewandte Bewertung wird durch einen gesonderten Bericht des Wirtschaftsprüfers bestätigt. Die Kosten einer solchen Übertragung trägt der Empfänger der Leistung.

Alle zurückgenommenen Anteile werden entwertet.

Jeder Antrag auf Rückgabe von Anteilen ist unwiderruflich, außer - jeweils während dieser Aussetzung - in den Fällen einer Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwerts nach Artikel 12 dieser Satzung und im Fall der Aussetzung der Rücknahme nach Maßgabe dieses Artikel.

**Art. 9. Umtausch von Anteilen.** Ein Anleger kann die von ihm gehaltenen Anteile einer Anteilklasse eines Teilfonds ganz oder teilweise in Anteile der entsprechenden Anteilklasse eines anderen Teilfonds umtauschen; ein Umtausch zwischen unterschiedlichen Anteilklassen des gleichen oder eines anderen Teilfonds ist nicht erlaubt. Abweichend hiervon kann der Verwaltungsrat in den Verkaufsunterlagen bestimmen, dass ein Umtausch von Anteilen auch in einem weiteren Umfang als vorgehend zugelassen möglich ist.

Der Verwaltungsrat kann einen Umtausch von Anteilen von weiteren Bedingungen abhängig machen.

Ein Umtauschantrag wird als Antrag zur Rücknahme der vom Anleger gehaltenen Anteile und als Antrag zur gleichzeitigen Erwerb (Ausgabe) der zu erwerbenden Anteile behandelt. Dieser Umtausch wird auf Basis des Nettoinventarwerts pro Anteil der jeweiligen Anteilklasse abgerechnet, wobei eine Umtauschgebühr anfallen kann. Bei der Einschaltung von Vertriebsgesellschaften und Zahlstellen in eine Transaktion können weitere Gebühren anfallen. Die dem Umtausch zugrundezulegenden Preise können auf die nächste Einheit der entsprechenden Währung auf- oder abgerundet werden, je nach Vorgabe des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat kann bestimmen, dass aus dem Umtausch resultierende Restbeträge, die unter einem vom Verwaltungsrat festzulegenden angemessenen Betrag liegen, den Anlegern nicht ausgezahlt werden.

Grundsätzlich sollen sowohl der Rücknahme- als auch der Erwerbsteil des Umtauschantrags auf Basis der Werte ein und desselben Bewertungstages abgerechnet werden. Bestehen hinsichtlich der betroffenen Teilfonds unterschiedliche Oderannahmeschlusszeiten, kann die Abrechnung - insbesondere in Abhängigkeit vom Vertriebsweg - hiervon abweichen. Insbesondere können entweder



- der Verkaufsteil bereits nach den allgemeinen Regeln der - eventuell im Verhältnis zu den allgemeinen Regeln der Anteilsausgabe früheren - Anteilsrücknahme, der Kaufteil jedoch erst zu den allgemeinen (späteren) Regeln einer Anteilsausgabe oder

- der Verkaufsteil erst zu einem gegenüber den allgemeinen Regeln der Anteilsrücknahme späteren Zeitpunkt zusammen mit dem Kaufteil nach den allgemeinen, im Verhältnis zum Verkaufsteil späteren Regeln der Anteilsausgabe abgerechnet werden.

Ein Umtausch ist nur möglich, wenn zu diesem Zeitpunkt gleichzeitig sowohl die Anteilsrückgabe der umzutauschenden und die Ausgabe der zu erwerbenden Anteile möglich ist; eine Teilausführung erfolgt nicht, es sei denn, erst nach Rückgabe der umzutauschenden Anteile entfällt die Möglichkeit zur Ausgabe der zu erwerbenden Anteile.

Jeder Antrag auf Umtausch von Anteilen ist unwiderruflich, außer - jeweils während dieser Aussetzung - in den Fällen einer Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwerts der zurückzugebenden Anteile nach Artikel 12 dieser Satzung und im Fall der Aussetzung der Rücknahme der zurückzugebenden Anteile nach Maßgabe des Artikels 8. Wird die Berechnung des Nettoinventarwertes der zu erwerbenden Anteile ausgesetzt, nachdem bereits die umzutauschenden Anteile zurückgegeben worden sind, kann nur noch der Erwerbsteil des Umtauschauftrags während dieser Aussetzung widerrufen werden.

Wenn des weiteren an einem Bewertungstag oder zu einem Bewertungszeitpunkt während eines Bewertungstags die Rücknahmeanträge im Sinne des Artikels 8 dieser Satzung und die Umtauschanträge im Sinne dieses Artikels einen bestimmten Umfang, der vom Verwaltungsrat im Verhältnis zu den innerhalb einer bestimmten Anteilklasse ausgegebenen Anteilen festgelegt wurde, übersteigen, kann der Verwaltungsrat beschließen, dass ein Teil oder die Gesamtheit der Rücknahme- und Umtauschanträge für einen Zeitraum und in einer Weise ausgesetzt wird, wie dies vom Verwaltungsrat im wohlverstandenen Interesse der Gesellschaft für erforderlich gehalten wird. Grundsätzlich sollte dieser Aufschub jedoch zwei Bewertungstage nicht überschreiten. Am nächstfolgenden Bewertungstag nach dieser Frist werden diese Rücknahme- und Umtauschanträgen vorrangig gegenüber anderen Anträgen abgewickelt.

Fällt aufgrund eines Umtauschantrags die Anzahl oder der Wert der Anteile, die von einem bestimmten Anleger in einer bestimmten Klasse gehalten werden, unter eine bestimmte Anzahl oder einen bestimmten Wert, die bzw. der - falls von den Rechten nach diesem Satz Gebrauch gemacht werden können soll - dann vom Verwaltungsrat in den Verkaufsunterlagen werden, kann die Gesellschaft bestimmen, dass dieser Antrag hinsichtlich des Kaufteils des Umtauschantrags als Antrag auf Rücknahme des gesamten Anteilbesitzes des Anlegers in dieser Anteilklasse behandelt wird.; der Erwerbsteil des Umtauschantrags bleibt von einer eventuell erweiterten Anteilsrückgabe unberührt.

Anteile, die in Anteile an einer anderen Anteilklasse umgetauscht wurden, werden entwertet.

**Art. 10. Beschränkung des Eigentums an Anteilen.** Die Gesellschaft kann den Erwerb des Eigentums an Anteilen der Gesellschaft seitens einer natürlichen oder juristischen Person beschränken oder verhindern, wenn dies nach Auffassung der Gesellschaft den Interessen der Gesellschaft entgegensteht, dieser Erwerb eine Verletzung Luxemburger Rechts oder eines anderen Rechts darstellt oder die Gesellschaft als Folge dieses Anteil Eigentums steuerliche oder sonstige finanzielle Nachteile in Kauf nehmen müsste, die sie ansonsten nicht erleiden würde (wobei die betreffenden natürlichen oder juristische Personen vom Verwaltungsrat näher bestimmt und in dieser Satzung als «Nicht-erwerbsberechtigte Personen» definiert werden).

In diesem Sinne darf die Gesellschaft:

A. die Ausgabe von Anteilen und die Eintragung der Übertragung von Anteilen in das Anteilregister verweigern, sofern dies das rechtliche oder wirtschaftliche Eigentum einer Nicht-erwerbsberechtigten Person an diesen Anteilen zur Folge hätte;

und

B. jederzeit verlangen, dass eine Person, deren Name im Anteilregister eingetragen ist oder die die Übertragung von Anteilen zur Eintragung im Anteilregister wünscht, der Gesellschaft jegliche Information, gegebenenfalls durch eidesstattliche Versicherungen bekräftigt, zugänglich macht, die die Gesellschaft für notwendig erachtet, um bestimmen zu können, ob das wirtschaftliche Eigentum an den Anteilen bei einer Nicht-erwerbsberechtigten Person verbleibt oder ob ein solcher Eintrag das wirtschaftliche Eigentum einer Nicht-erwerbsberechtigten Person an solchen Anteilen zur Folge hätte;

und

C. die Ausübung der Stimmberechtigung durch eine Nicht-erwerbsberechtigte Person auf der Hauptversammlung verweigern;

und

D. einen Anleger anweisen, seine Anteile zu verkaufen und der Gesellschaft diesen Verkauf innerhalb von dreißig Tagen nach der Mitteilung nachzuweisen, sofern die Gesellschaft erfährt, dass eine Nicht-erwerbsberechtigte Person allein oder gemeinsam mit anderen Personen wirtschaftlicher Eigentümer dieser Anteile ist. Sofern der Anleger dieser Anweisung nicht nachkommt, kann die Gesellschaft von einem solchen Anleger alle von diesem Anleger gehaltenen Anteile nach dem nachfolgend beschriebenen Verfahren zwangsweise zurückkaufen oder diesen Rückkauf veranlassen:

(1) Die Gesellschaft übermittelt eine zweite Mitteilung («Kaufmitteilung») an den Anleger bzw. den Eigentümer der zurückzukaufenden Anteile, entsprechend der Eintragung im Anteilregister; diese Mitteilung bezeichnet die zurückzukaufenden Anteile, das Verfahren, nach dem der Rückkaufpreis berechnet wird und den Namen des Erwerbers.

Eine solche Mitteilung wird an den Anleger per Einschreiben an dessen letzte bekannte oder in den Büchern der Gesellschaft vermerkte Adresse versandt. Der vorerwähnte Anleger ist hiermit verpflichtet, der Gesellschaft das Anteilzertifikat bzw. die Anteilzertifikate, die die Anteile entsprechend der Angabe in der Kaufmitteilung vertreten, zukommen zu lassen.

Unmittelbar nach Geschäftsschluss an dem in der Kaufmitteilung bezeichneten Datum endet das Eigentum des Anlegers an den in der Kaufmitteilung bezeichneten Anteilen; und im Falle von Namensanteilen wird der Name des Anlegers



aus dem Anteilregister gestrichen; im Falle von Inhaberanteilen werden das Zertifikat bzw. die Zertifikate, die die Anteile vertreten, entwertet.

(2) Der Preis, zu dem diese Anteile erworben werden («Kaufpreis») entspricht einem Betrag, der auf der Grundlage des Anteilwerts der entsprechenden Anteilklasse an einem Bewertungstag, oder zu einem Bewertungszeitpunkt während eines Bewertungstags, wie vom Verwaltungsrat festgelegt, unter Abzug ggf. anfallender Rücknahmeabschläge bestimmt wird. Kaufpreis ist - jeweils abzüglich ggf. anfallender Rücknahmeabschläge - entweder der vor dem Datum der Kaufmitteilung berechnete Anteilwert oder der am Tag nach der Einreichung der (des) Anteilzertifikate(s) nächstfolgende berechnete Anteilwert, je nachdem, welcher von beiden Werten der niedrigere ist.

(3) Der Kaufpreis wird dem früheren Eigentümer dieser Anteile in der vom Verwaltungsrat für die Zahlung des Rücknahmepreises von Anteilen der entsprechenden Anteilklasse vorgesehenen Währung zur Verfügung gestellt und von der Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder anderswo (entsprechend den Angaben in der Kaufmitteilung) nach endgültiger Festlegung des Kaufpreises nach vorheriger Rückgabe des bzw. der Anteilzertifikate(s) entsprechend der Bezeichnung in der Kaufmitteilung und zugehöriger nicht fälliger Ertragscheine hinterlegt. Nach Übermittlung der Kaufmitteilung und entsprechend dem vorerwähnten Verfahren steht dem früheren Eigentümer kein Anspruch mehr im Zusammenhang mit diesen Anteilen oder einem Teil derselben zu, und der frühere Eigentümer hat auch keinen Anspruch gegen die Gesellschaft oder das Gesellschaftsvermögen im Zusammenhang mit diesen Anteilen, mit Ausnahme des Rechts, den Kaufpreis zinslos nach tatsächlicher Übergabe des bzw. der Anteilzertifikate(s) wie vorerwähnt von der genannten Bank zu erhalten. Alle Erträge aus Rücknahmen, die einem Anleger nach den Bestimmungen dieses Absatzes zustehen, können nicht mehr eingefordert werden und verfallen zugunsten der jeweiligen Anteilklasse(n), sofern sie nicht innerhalb einer Frist von fünf Jahren nach dem in der Kaufmitteilung angegebenen Datum abgefordert wurden. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, sämtliche jeweils notwendigen Schritte zu unternehmen, um die Rückführung solcher Beiträge umzusetzen und entsprechende Maßnahmen mit Wirkung für die Gesellschaft zu genehmigen.

(4) Die Ausübung der Befugnisse nach Maßgabe dieses Artikels durch die Gesellschaft nach diesem Artikel kann in keiner Weise mit der Begründung in Frage gestellt oder für ungültig erklärt werden, dass das Eigentum an Anteilen unzureichend nachgewiesen worden sei oder das tatsächliche Eigentum an Anteilen nicht den Annahmen der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Kaufmitteilung entsprochen habe, vorausgesetzt, dass die vorbenannten Befugnisse durch die Gesellschaft nach Treu und Glauben ausgeübt wurden.

«Nicht-erwerbsberechtigte Personen» im Sinne dieser Satzung sind weder Personen, die im Zusammenhang mit der Errichtung der Gesellschaft Anteile für die Dauer ihres Anteilbesitzes zeichnen, noch Wertpapierhändler, die im Zusammenhang mit dem Vertrieb Anteile an der Gesellschaft zeichnen.

**Art. 11. Berechnung des Nettoinventarwerts pro Anteil.** Der Nettoinventarwert pro Anteil einer Anteilklasse wird in der Basiswährung des Teilfonds (entsprechend der Bestimmung in den Verkaufsunterlagen) berechnet und, sofern an einem Teilfonds Anteilklassen mit anderen Referenzwährungen ausgegeben wurden, in der Währung, auf die die jeweilige Anteilklasse lautet, ausgedrückt. Er wird an jedem Bewertungstag, beziehungsweise zu jedem Bewertungszeitpunkt während eines Bewertungstags durch Division des auf die jeweilige Anteilklasse entfallenden Nettovermögens der Gesellschaft, das heißt der anteilig einer solchen Anteilklasse zuzuordnenden Vermögenswerte abzüglich der anteilig dieser Anteilklasse zuzuordnenden Verbindlichkeiten an diesem Bewertungstag beziehungsweise zu diesem Bewertungszeitpunkt an dem Bewertungstag, durch die Zahl der im Umlauf befindlichen Anteile der entsprechenden Anteilklasse gemäß den nachfolgend beschriebenen Bewertungsregeln berechnet. Der Nettoinventarwert kann gemäß Entscheidung des Verwaltungsrats auf die nächste Einheit der jeweiligen Währung auf- oder abgerundet werden. .

Bei Geldmarkt-Teilfonds kann der Nettoinventarwert pro Anteil einer Anteilklasse unter Hinzurechnung bzw. Abzug der Ertrags- und Aufwandsabgrenzungen ermittelt werden, die voraussichtlich pro Anteil bis einschließlich des Kalendertages vor dem Valutatag anfallen.

Sofern seit Bestimmung des Anteilwerts wesentliche Veränderungen in der Kursbestimmung auf den Märkten, auf denen ein wesentlicher Anteil der, der jeweiligen Anteilklasse zuzuordnenden Vermögensanlagen gehandelt oder notiert sind, erfolgten, kann die Gesellschaft im Interesse der Anleger und der Gesellschaft die erste Bewertung annullieren und eine weitere Bewertung vornehmen.

Die Bewertung des Anteilwerts der verschiedenen Anteilklassen wird wie folgt vorgenommen:

I. Die Vermögenswerte der Gesellschaft beinhalten:

- 1) Alle Kassenbestände, Termineinlagen und Bankguthaben einschließlich hierauf angefallener Zinsen;
- 2) alle fälligen Wechselforderungen und verbrieften Forderungen sowie ausstehenden Beträge (einschließlich des Entgelts für verkaufte aber noch nicht gelieferte Wertpapiere);
- 3) alle verzinslichen Wertpapiere, Einlagenzertifikate, Aktien, Schuldverschreibungen, Zeichnungsrechte, Wandelanleihen, Optionen und andere Wertpapiere, Finanzinstrumente und ähnliche Vermögenswerte, die im Eigentum der Gesellschaft stehen oder für sie gehandelt werden;
- 4) Bar- und sonstige Dividenden und Ausschüttungen, die von der Gesellschaft eingefordert werden können, vorausgesetzt, dass die Gesellschaft hiervon in ausreichender Weise in Kenntnis gesetzt wurde;
- 5) angefallene Zinsen auf verzinsliche Vermögenswerte, die im Eigentum der Gesellschaft stehen, soweit diese nicht im Hauptbetrag des entsprechenden Vermögenswerts einbezogen sind oder von dem Hauptbetrag widergespiegelt werden;
- 6) nicht abgeschriebene Gründungskosten der Gesellschaft einschließlich der Kosten für die Ausgabe und Auslieferung von Anteilen der Gesellschaft;
- 7) die sonstigen Vermögenswerte jeder Art und Herkunft einschließlich vorausbezahlter Auslagen.

Der Wert dieser Vermögenswerte wird wie folgt bestimmt:

(a) Flüssige Mittel, Termineinlagen und ähnliche Vermögenswerte werden zu ihrem Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet. Im Falle bedeutsamer Änderungen der Marktbedingungen kann die Bewertung zum Ertragspreis stattfinden, falls die Gesellschaft die Einlage, die flüssigen Mittel oder die ähnlichen Vermögenswerte jederzeit kündigen kann; Ertragspreis im vorgenannten Sinne ist in diesem Fall der Verkaufspreis bzw. der Wert, der aufgrund der Kündigung an die Gesellschaft zu zahlen ist.

(b) Anlagen, die an einer Börse notiert sind oder gehandelt werden, werden zum letzten verfügbaren Kurs der Börse bewertet, die normalerweise als der hauptsächliche Markt für diese Anlage gilt.

(c) Anlagen, die an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden zum letzten verfügbaren Preis bewertet.

(d) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, deren letzten verfügbaren Kurse/Preise keine angemessenen Marktpreise darstellen, sowie Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die nicht an einer Börse oder an einem anderen geregelten Markt notiert oder gehandelt werden, sowie alle anderen Vermögenswerte werden auf der Grundlage des vorhersehbaren Verkaufswerts nach einer vorsichtigen Einschätzung und nach Treu und Glauben bewertet.

(e) Erstattungsansprüche aus Wertpapierleihe werden zu dem jeweiligen Marktwert der verliehenen Wertpapiere und Geldmarktinstrumente bewertet.

(f) Der Liquidationswert von Futures, Termin- oder Optionskontrakten, die nicht an einer Börse oder anderen geregelten Märkten gehandelt werden, entspricht ihrem jeweils ermittelten Nettoliquidationswert, wie er gemäß den Richtlinien des Verwaltungsrats auf einer einheitlich für sämtliche Kontraktarten angewandten Berechnungsgrundlage festgestellt wird. Der Liquidationswert von Futures, Termin- oder Optionskontrakten, die an einer Börse oder an anderen geregelten Märkten gehandelt werden, wird auf Grundlage des letzten verfügbaren Kurses dieser Kontrakte an den Börsen und organisierten Märkten, an denen diese bestimmten Futures, Termin- oder Optionskontrakte durch die Gesellschaft gehandelt werden, ermittelt. Falls Futures, Termin- oder Optionskontrakte nicht an dem Tag glattgestellt werden können, auf den sich die Ermittlung des Nettovermögens bezieht, wird als Basis für die Ermittlung des Liquidationswerts ein Wert zugrunde gelegt, den der Verwaltungsrat für vernünftig und angemessen hält.

(g) Zinsswaps werden zu ihrem Marktwert in Bezug auf die anwendbare Zinskurve bewertet.

(h) An Indizes und an Finanzinstrumente gebundene Swaps werden zu ihrem Marktwert bewertet, der unter Bezugnahme auf den betreffenden Index oder das betreffende Finanzinstrument ermittelt wird. Die Bewertung des an einen Index oder an ein Finanzinstrument gebundenen Swapvertrags basiert auf dem Marktwert dieses Swapgeschäfts, der nach den vom Verwaltungsrat festgelegten Maßgaben in gutem Glauben ermittelt wird.

(i) Zielfondsanteile an Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren («OGAW») oder anderen Organismen für gemeinsame Anlagen («OGA») werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet.

Der Wert aller Vermögenswerte und Verbindlichkeiten, die nicht in der Währung des jeweiligen Teilfonds ausgedrückt ist, wird in diese Währung zu den zuletzt verfügbaren Devisenkursen umgerechnet. Wenn solche Kurse nicht verfügbar sind, wird der Wechselkurs nach Treu und Glauben und nach dem von der Gesellschaft festgelegten Verfahren bestimmt.

Die Gesellschaft kann nach eigenem Ermessen andere Bewertungsmethoden zulassen, wenn sie dieses im Interesse einer angemesseneren Bewertung eines Vermögenswerts der Gesellschaft für angebracht hält.

## II. Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft beinhalten:

1) Alle Kredite, Wechselverbindlichkeiten und fälligen Forderungen;  
 2) alle angefallenen Zinsen auf Kredite der Gesellschaft (einschließlich Bereitstellungskosten für Kredite);  
 3) alle angefallenen oder zahlbaren Kosten (einschließlich, aber nicht ausschließlich Verwaltungskosten, Verwaltungsentgelt einschließlich Incentivegebühren (falls vorgesehen), Depotbankgebühren und Kosten für Vertreter der Gesellschaft);

4) alle bekannten, gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten einschließlich fälliger vertraglicher Verbindlichkeiten auf Geldzahlungen oder Eigentumsübertragungen, einschließlich der Summe nicht bezahlter, aber zugesagter Ausschüttungen der Gesellschaft;

5) angemessene Rückstellungen für zukünftige Steuerzahlungen auf der Grundlage von Kapital und Einkünften am Bewertungstag oder zu einem Bewertungszeitpunkt an einem Bewertungstag, je nach Entscheidung der Gesellschaft, sowie sonstige Rückstellungen (falls vorgesehen), die vom Verwaltungsrat genehmigt wurden, und sonstige Beträge (falls vorgesehen), die der Verwaltungsrat für angemessen im Zusammenhang mit drohenden Verbindlichkeiten der Gesellschaft hält;

6) sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft, gleich welcher Art und Herkunft, unter Berücksichtigung allgemein anerkannter Grundsätze der Buchführung. Bei der Bestimmung der Höhe dieser Verbindlichkeiten wird die Gesellschaft sämtliche von der Gesellschaft zu zahlenden Kosten berücksichtigen, einschließlich Gründungskosten, an die Verwaltungsgesellschaft und den Zentralverwalter sowie vom Zentralverwalter mit der Wahrnehmung von Zentralverwaltungsaufgaben beauftragte Dritte abzuführende Vergütungen, soweit sie nicht dem Anleger im Rahmen einer besonderen Anteilklasse direkt in Rechnung gestellt werden, Vergütungen/Gebühren und Auslagen von Abschlussprüfern, der Depotbank und ihren Korrespondenzbanken, der Zahl- und Informationsstellen, Vertriebsgesellschaften und ständigen Repräsentanten an Orten, an denen die Gesellschaft registriert ist, sowie sonstigen von der Gesellschaft beauftragten Stellvertretern, einschließlich Vermittlern von Wertpapierleihen, Vergütungen und Aufwandsentschädigungen der Verwaltungsratsmitglieder, deren Versicherungen, angemessene Reisekosten und Barauslagen für Verwaltungsratsitzungen, Gebühren und Auslagen für Rechtsberatung und Prüfungen einschließlich der Bescheinigungskosten steuerlicher Daten für in- und ausländische Steuerzwecke, Kosten für die Geltendmachung und Durchsetzung berechtigt erscheinender, der Gesellschaft, einem Teilfonds bzw. einer Anteilklasse zuzuordnender Rechtsansprüche sowie für die Abwehr unberechtigt erscheinender, auf die Gesellschaft, einen Teilfonds bzw. eine Anteilklasse bezogener Forderungen, Gebühren und Kosten zur Registrierung und Aufrechterhaltung der Registrierung der Teilfonds bei Aufsichtsbe-

hörden und Börsen im Großherzogtum Luxemburg und in anderen Ländern, ein angemessener Anteil an den Werbekosten und anderen Kosten, die in Zusammenhang mit dem Angebot und Vertrieb von Anteilen anfallen, Offenlegungs- und Veröffentlichungskosten, einschließlich Erstellungs-, Druck-, Werbe- und Versandkosten für vollständige und vereinfachte Verkaufsprospekte, erläuternde Mitteilungen, periodische Berichte und Registrierungsvermerke sowie die Kosten anderweitiger Berichte an Anleger, Kosten für die Bonitätsbeurteilung der Teilfonds durch national und international anerkannte Rating-Agenturen, Kosten für die Ermittlung der Risiko- und Performancekennzahlen sowie der Berechnung einer erfolgsbezogenen Vergütung für die Verwaltungsgesellschaft durch beauftragte Dritte, Kosten im Zusammenhang mit dem Erlangen und Aufrechterhalten eines Status, der dazu berechtigt, in einem Land direkt in Vermögensgegenstände investieren oder an Märkten in einem Land direkt als Vertragspartner auftreten zu können, Kosten im Zusammenhang mit der Nutzung von Indexnamen, insbesondere Lizenzgebühren, Kosten und Auslagen der Gesellschaft sowie von ihr beauftragter Dritter im Zusammenhang mit dem Erwerb, Nutzen und der Aufrechterhaltung dem Fondsmanagement dienender eigener oder fremder EDV-Systeme, Kosten und Auslagen der Gesellschaft, der Depotbank sowie von diesen beauftragten Dritten im Zusammenhang mit der Überwachung von Anlagegrenzen und -restriktionen, Kosten im Zusammenhang mit der Informationsbeschaffung über Hauptversammlungen von Unternehmen oder über sonstige Versammlungen der Inhaber von Vermögensgegenständen sowie Kosten im Zusammenhang mit der eigenen Teilnahme oder der beauftragter Dritter an solchen Versammlungen, sämtliche Steuern, Gebühren, öffentliche und ähnliche Abgaben sowie sämtliche anderen Betriebsausgaben, einschließlich Kauf- und Verkaufskosten von Vermögenswerten (einschließlich der daran nach Marktusancen ggf. gekoppelten Zurverfügungstellung von Research- und Analyseleistungen, sowie Kosten der Inanspruchnahme von Wertpapierleihprogrammen, Zinsen, Bank- und Maklergebühren, Porti, Telefon-, Telefax- und Telexgebühren. Die Gesellschaft kann Verwaltungsaufwand und sonstigen regelmäßigen oder wiederkehrenden Aufwand abgrenzen und den so geschätzten Betrag auf ein Jahr oder über andere Zeiträume verteilen.

### III. Die Vermögenswerte werden wie folgt zugeordnet:

Der Verwaltungsrat kann verschiedene Teilfonds auflegen, die wiederum eine oder mehrere Anteilklassen haben können:

(a) Sofern mehrere Anteilklassen an einem Teilfonds ausgegeben sind, werden die diesen Anteilklassen zuzuordnenden Vermögenswerte gemeinsam entsprechend der spezifischen Anlagepolitik des betreffenden Teilfonds angelegt, wobei der Verwaltungsrat innerhalb eines Teilfonds Anteilklassen definieren kann, die sich in der Kostenbelastung, der Kostenerhebungsart, der Ertragsverwendung, dem erwerbsberechtigten Personenkreis, einem Mindestanlagebetrag, der Referenzwährung, einer ggf. auf Anteilklassenebene erfolgenden Währungssicherung oder sonstigen Merkmalen unterscheiden können.

(b) Die Erträge aus der Ausgabe von Anteilen einer Anteilklasse werden abzüglich eines ggf. erhobenen Ausgabeaufschlags den Büchern der Gesellschaft der Anteilklasse beziehungsweise den Anteilklassen zugeordnet, die an dem jeweiligen Teilfonds ausgegeben sind, und der betreffende Betrag soll den Anteil der Netto-Vermögenswerte des betreffenden Teilfonds, die der auszugebenden Anteilklasse zuzuordnen sind, erhöhen;

(c) Vermögenswerte, Verbindlichkeiten, Erträge und Aufwendungen, die einem Teilfonds zuzuordnen sind, werden der (den) an diesem Teilfonds ausgegebenen Anteilklasse(n), vorbehaltlich vorstehend Buchstabe (a) zugeordnet;

(d) Sofern ein Vermögenswert von einem anderen Vermögenswert abgeleitet ist, wird dieser abgeleitete Vermögenswert in den Büchern der Gesellschaft derselben Anteilklasse beziehungsweise denselben Anteilklassen zugeordnet, wie der Vermögenswert, von dem die Ableitung erfolgte, und bei jeder Neubewertung eines Vermögenswerts wird der Wertzuwachs beziehungsweise die Wertverminderung der oder den entsprechenden Anteilklasse(n) in Anrechnung gebracht;

(e) Sofern ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht einer bestimmten Anteilklasse zugeordnet werden können, werden dieser Vermögenswert oder diese Verbindlichkeit allen Anteilklassen pro rata im Verhältnis zu ihrem jeweiligen Nettovermögen oder in einer anderen Art und Weise, wie sie der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben festlegt, zugeordnet, wobei (i) dann, wenn Vermögenswerte für Rechnung mehrerer Teilfonds in einem Konto gehalten und/oder als separater Pool von Vermögenswerten durch einen hierzu beauftragten Vertreter des Verwaltungsrats gemeinschaftlich verwaltet werden, die entsprechende Berechtigung jeder Anteilklasse anteilig ihrer Einlage in dem betreffenden Konto oder Pool entsprechen wird und (ii) diese Berechtigung sich, wie im einzelnen in den Verkaufsunterlagen zu den Anteilen an der Gesellschaft beschrieben, entsprechend den für Rechnung der Anteile erfolgten Einlagen und Rücknahmen verändern wird sowie schließlich (iii) jeder Teilfonds gegenüber Dritten, insbesondere Gläubigern der Gesellschaft, und abweichend von Artikel 2093 des Luxemburger Code Civil, nur für die Verbindlichkeiten verantwortlich ist, die diesem Teilfonds zuzurechnen sind.

(f) nach Zahlung von Ausschüttungen an die Anleger einer Anteilklasse wird das Nettovermögen dieser Anteilklasse um den Betrag der Ausschüttungen vermindert.

Sämtliche Bewertungsregeln und -beschlüsse sind im Einklang mit allgemein anerkannten Regeln der Buchführung ausulegen und umzusetzen.

Vorbehaltlich Vorsatz, grober Fahrlässigkeit oder offenkundigem Irrtums ist jede Entscheidung im Zusammenhang mit der Berechnung des Nettoinventarwerts, der vom Verwaltungsrat oder von einer Bank, Gesellschaft oder sonstigen Stelle, die der Verwaltungsrat mit der Berechnung des Nettoinventarwerts beauftragt hat, endgültig und für die Gesellschaft sowie gegenwärtige, ehemalige und zukünftige Anleger bindend.

### IV. Im Zusammenhang mit diesem Artikel gelten die folgenden Bestimmungen:

1) Zur Rücknahme ausstehende Anteile der Gesellschaft gemäß Artikel 8 dieser Satzung werden als bestehende Anteile behandelt und bis unmittelbar nach dem Zeitpunkt, der vom Verwaltungsrat an dem entsprechenden Bewertungstag, an dem die jeweilige Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, berücksichtigt, und von diesem Zeitpunkt an

bis zur Zahlung des Rücknahmepreises durch die Gesellschaft besteht eine entsprechende Verbindlichkeit der Gesellschaft;

2) Auszugebende Anteile werden ab dem Zeitpunkt, der vom Verwaltungsrat für den jeweiligen Bewertungstag, an dem die Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, als ausgegebene Anteile behandelt, und von diesem Zeitpunkt an bis zum Eingang des Ausgabepreises bei der Gesellschaft besteht eine Forderung zugunsten der Gesellschaft und

3) sofern an einem Bewertungstag oder zu einem Bewertungszeitpunkt an einem Bewertungstag die Gesellschaft sich verpflichtet hat:

- einen Vermögenswert zu erwerben, so wird der zu bezahlende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen, und der zu erwerbende Vermögenswert wird in der Bilanz der Gesellschaft als Vermögenswert der Gesellschaft verzeichnet;

- einen Vermögenswert zu veräußern, so wird der zu erhaltende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Forderung der Gesellschaft ausgewiesen, und der zu veräußernde Vermögenswert wird nicht in den Vermögenswerten der Gesellschaft aufgeführt, wobei dann, wenn der genaue Wert oder die Art des Gegenwerts oder Vermögenswerts an dem entsprechenden Bewertungstag beziehungsweise zu dem entsprechenden Bewertungszeitpunkt an einem Bewertungstag nicht bekannt ist, dieser Wert von der Gesellschaft geschätzt wird.

**Art. 12. Häufigkeit und zeitweilige Aussetzung der Anteilwertberechnung, der Ausgabe, der Rücknahme und des Umtauschs von Anteilen.** Im Hinblick auf jede Anteilklasse werden der Nettoinventarwert sowie der Preis für die Ausgabe, die Rücknahme und den Umtausch von Anteilen von der Gesellschaft oder einer hierzu von der Gesellschaft beauftragten Stelle regelmäßig, mindestens jedoch zweimal pro Monat und in einem vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Rhythmus berechnet, wobei der Tag, an dem diese Berechnung vorgenommen wird, als «Bewertungstag» bezeichnet wird; sofern der Anteilwert während ein- und desselben Bewertungstags mehrfach ermittelt wird, gilt jeder dieser Ermittlungszeitpunkte als «Bewertungszeitpunkt» an dem jeweiligen Bewertungstag.

Die Gesellschaft kann die Berechnung des Nettoinventarwerts pro Anteil eines jeden Teilfonds bzw. einer einzelnen Anteilklasse sowie die Ausgabe- und Rücknahme von Anteilen sowie den Umtausch von Anteilen jedes einzelnen Teilfonds bzw. einer Anteilklasse aussetzen:

- (a) Während eines Zeitraums (ausgenommen sind reguläre Feiertage), in dem eine der Hauptbörsen oder einer der sonstigen Märkte, an denen ein wesentlicher Teil von Vermögenswerten eines Teilfonds der Gesellschaft notiert ist oder gehandelt wird, geschlossen ist, oder während eines Zeitraums, in dem der Handel an einem solchen Markt oder an einer solchen Börse eingeschränkt oder ausgesetzt ist, vorausgesetzt, dass eine solche Schließung, Einschränkung oder Aussetzung Auswirkungen auf die Bewertung der dort notierten Vermögenswerte des betreffenden Teilfonds der Gesellschaft hat, oder

- (b) während eines Zeitraums, in dem nach Ansicht des Verwaltungsrats ein Notfall vorliegt, infolgedessen Veräußerungen oder Bewertungen von Vermögenswerten eines bestimmten Teilfonds oder bestimmter Anteilklassen der Gesellschaft praktisch nicht durchführbar sind, oder

- (c) bei Ausfällen der Kommunikations- oder Kalkulationsmittel, die gewöhnlich zur Ermittlung des Preises oder des Werts von Anlagen eines Teilfonds oder einer Anteilklasse bzw. zur Feststellung des aktuellen Preises oder Werts der Anlagen des jeweiligen Teilfonds oder der jeweiligen Anteilklasse an einer Börse oder anderen Märkten eingesetzt werden, oder

- (d) falls aus sonstigen Gründen die Preise für Vermögenswerte der Gesellschaft, die dem betreffenden Teilfonds oder einer bestimmten Anteilklasse zuzuordnen sind, nicht zeitnah oder präzise festgestellt werden können oder

- (e) während eines Zeitraums, in dem es der Gesellschaft nicht möglich ist, die notwendigen Mittel für die Rücknahme von Anteilen zu repatriieren, oder in dem die Übertragung von Geldern aus der Veräußerung oder für den Erwerb von Anlagen oder für Zahlungen infolge von Anteilsrücknahmen nach Ansicht des Verwaltungsrats nicht zu normalen Wechselkursen ausgeführt werden können, oder

- (f) ab dem Zeitpunkt der Bekanntmachung einer Einberufung einer außerordentlichen Hauptversammlung der Anleger zur Auflösung der Gesellschaft, eines Teilfonds oder einer Anteilklasse oder zur Durchführung einer Verschmelzung der Gesellschaft, eines Teilfonds oder einer Anteilklasse oder zur Unterrichtung der Anleger über die Entscheidung des Verwaltungsrats, Teilfonds oder Anteilklassen aufzulösen bzw. Teilfonds oder Anteilklassen zu verschmelzen, oder

- (g) Während eines Zeitraums, in dem eine Bewertung der Währungssicherungspositionen bei Teilfonds oder Anteilklassen, bei denen aufgrund der jeweiligen Anlageziele und -politiken auf Anteilklassen- oder Teilfondsebene eine Währungssicherung angestrebt werden soll, nicht oder nicht adäquat durchgeführt werden kann.

Jede solche Aussetzung wird, sofern für notwendig erachtet, von der Gesellschaft entsprechend veröffentlicht. Sie kann Anlegern mitgeteilt werden, die einen Zeichnungs-, Umtausch- oder Rücknahmeantrag für Anteile gestellt haben, deren Berechnung der Nettoinventarwerte ausgesetzt wurde.

Eine solche Aussetzung bei einer Anteilklasse hat keine Auswirkung auf die Berechnung des Nettoinventarwerts pro Anteil, die Ausgabe, die Rücknahme oder den Umtausch von Anteilen einer anderen Anteilklasse.

### **Titel III. Verwaltung und Aufsicht**

**Art. 13. Verwaltungsrat.** Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, die keine Anleger der Gesellschaft sein müssen. Die Verwaltungsratsmitglieder werden für eine Frist von höchstens sechs Jahren gewählt. Der Verwaltungsrat wird von den Anlegern anlässlich der Hauptversammlung gewählt; die Hauptversammlung beschließt außerdem die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Vergütung und die Dauer ihrer Amtszeit.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteile gewählt.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrats kann jederzeit und ohne Angabe von Gründen durch einen Beschluss der Hauptversammlung abberufen oder ersetzt werden.



Bei Ausfall eines amtierenden Verwaltungsratsmitglieds werden die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrats die vakante Stelle zeitweilig kommissarisch bekleiden; die Anleger werden bei der nächsten Hauptversammlung eine endgültige Entscheidung über die Ernennung treffen.

**Art. 14. Verwaltungsratssitzung.** Der Verwaltungsrat wird aus dem Kreis seiner Mitglieder einen Vorsitzenden bestimmen. Er kann einen Schriftführer benennen, der kein Mitglied des Verwaltungsrats sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Hauptversammlungen anfertigt und verwahrt. Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort zusammen.

Der Verwaltungsratsvorsitzende leitet die Verwaltungsrats-sitzungen und die Hauptversammlungen. In seiner Abwesenheit können die Anleger oder die Mitglieder des Verwaltungsrats ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats oder, im Falle der Hauptversammlung, eine andere Person mit der Leitung beauftragen.

Der Verwaltungsrat kann leitende Angestellte, einschließlich einen Geschäftsführer und beigeordneten Geschäftsführer sowie sonstige leitende Angestellte, die die Gesellschaft für erforderlich hält, für die Ausführung der Geschäftsführung und Leitung der Gesellschaft ernennen. Diese Ernennungen können jederzeit vom Verwaltungsrat rückgängig gemacht werden. Die leitenden Angestellten müssen keine Mitglieder des Verwaltungsrats oder Anleger der Gesellschaft sein. Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen in der Satzung haben die leitenden Angestellten die Rechte und Pflichten, die ihnen vom Verwaltungsrat übertragen wurden.

Die Mitglieder des Verwaltungsrats werden zu jeder Verwaltungsratssitzung mindestens 24 Stunden vor dem entsprechenden Datum schriftlich eingeladen, außer in Notfällen, bei deren Vorliegen die Art des Notfalls in der Einladung vermerkt wird. Auf diese Einladung kann übereinstimmend schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder andere, ähnliche Kommunikationsmittel verzichtet werden. Für Sitzungen, die zu einem Zeitpunkt und an einem Ort abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss festgelegt worden sind, ist keine getrennte Einladung erforderlich.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrats kann sich auf jeder Verwaltungsratssitzung schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied vertreten lassen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrats kann an einer Verwaltungsratssitzung im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, die es ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung einander hören können, teilnehmen, und diese Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung gleich.

Der Verwaltungsrat kann nur auf ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen rechtswirksam beschließen. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch Einzelunterschriften verpflichten, außer im Falle einer ausdrücklichen entsprechenden Ermächtigung durch einen Verwaltungsratsbeschluss.

Der Verwaltungsrat kann nur dann rechtsgültige Beschlüsse fassen oder rechtswirksame Handlungen vornehmen, wenn mindestens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder oder ein anderes vom Verwaltungsrat festgelegtes Quorum anwesend oder vertreten sind.

Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert, und die Protokolle werden vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung unterzeichnet. Auszüge aus diesen Protokollen, die zu Beweis Zwecken in gerichtlichen oder sonstigen Verfahren erstellt werden, sind vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig zu unterzeichnen.

Beschlüsse werden mit Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmengleichheit fällt dem Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung das entscheidende Stimmrecht zu.

Schriftliche Beschlüsse im Umlaufverfahren, die von allen Mitgliedern des Verwaltungsrats gebilligt und unterzeichnet wurden, stehen Beschlüssen auf Verwaltungsratssitzungen gleich; jedes Mitglied des Verwaltungsrats kann solche Beschlüsse schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel billigen. Diese Billigung ist schriftlich zu bestätigen. Die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll zum Nachweis der Beschlussfassung.

**Art. 15. Befugnisse des Verwaltungsrats.** Der Verwaltungsrat ist mit weitreichenden Befugnissen ausgestattet, um sämtliche Verfügungen und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszwecks und im Einklang mit der Anlagepolitik gemäß Artikel 18 dieser Satzung vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich von Gesetzes wegen oder gemäß dieser Satzung der Hauptversammlung vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat ausgeübt werden.

**Art. 16. Zeichnungsbefugnis.** Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinsame Unterschrift zweier Mitglieder des Verwaltungsrats oder durch die gemeinsame oder einzelne Unterschrift von Personen, die hierzu vom Verwaltungsrat ermächtigt wurden, verpflichtet.

**Art. 17. Übertragung von Befugnissen.** Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse im Zusammenhang mit der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft (einschließlich der Berechtigung, als Zeichnungsberechtigter für die Gesellschaft zu handeln) und seine Befugnisse zur Ausführung von Handlungen im Rahmen der Geschäftspolitik und des Gesellschaftszwecks an eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, wobei diese Personen keine Mitglieder der Verwaltungsrats sein müssen und sie Befugnisse innehaben, die vom Verwaltungsrat näher bestimmt werden und diese Personen vorbehaltlich der Genehmigung des Verwaltungsrats das Recht haben, diese Befugnisse weiter zu delegieren.

Die Gesellschaft schließt, wie im einzelnen in den Verkaufsunterlagen näher beschrieben, eine Vereinbarung mit einer Verwaltungsgesellschaft (die «Verwaltungsgesellschaft») ab, die im Hinblick auf die Anlagepolitik der Gesellschaft gemäß Artikel 18 dieser Satzung Empfehlungen geben und diese beraten wird. Die Verwaltungsgesellschaft kann im Rahmen der täglichen Anlagepolitik und unter der Gesamtaufsicht des Verwaltungsrats, gemäß einer schriftlichen Vereinbarung, Entscheidungen zum Erwerb und zur Veräußerung von Wertpapieren und anderen Vermögenswerten der Gesellschaft treffen.



Sofern die vorerwähnte Vereinbarung auf irgendeine Weise beendet wird, wird die Gesellschaft ihren Namen in einer Weise ändern, dass der neue Name keine Ähnlichkeit mit dem in Artikel 1 dieser Satzung aufgeführten Namen aufweist. Der Verwaltungsrat kann auch Einzelvollmachten durch notarielle oder privatschriftliche Urkunde ausstellen.

**Art. 18. Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen.** Der Verwaltungsrat kann, unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Risikostreuung, die Anlagepolitik für jeden Teilfonds, die Sicherungsstrategien für bestimmte Anteilsklassen innerhalb eines Teilfonds und die Grundsätze, die im Rahmen der Verwaltung und der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft Anwendung finden sollen, jeweils im Rahmen der vom Verwaltungsrat festgelegten Anlagebeschränkungen und im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen und aufsichtsrechtlichen Bestimmungen festlegen.

1.

Im Rahmen dieser Anlagebeschränkungen kann der Verwaltungsrat die Anlage in folgenden Vermögenswerten beschließen; es steht hierbei dem Verwaltungsrat frei, die Anlage in bestimmten Vermögenswerten auszuschließen:

- a) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die
  - an einer Börse oder an einem anderen geregelten Markt eines EU-Mitgliedstaats oder eines Drittstaats gehandelt werden, der anerkannt und für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, oder
  - aus Neuemissionen stammen, deren Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Börse oder an einem anderen geregelten Markt im Sinne des ersten Spiegelstrichs zu beantragen, und deren Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach der Emission erlangt wird.

Geldmarktinstrumente sind Anlagen, die üblicherweise auf dem Geldmarkt gehandelt werden, die liquide sind und deren Wert jederzeit genau bestimmt werden kann.

b) Anteile von nach der Richtlinie 85/611/EWG zugelassenen Organismen für gemeinschaftliche Anlagen in Wertpapieren («OGAW») oder anderen Organismen für gemeinschaftliche Anlagen («OGA») im Sinne von Artikel 1 Absatz 2 erster und zweiter Spiegelstrich der Richtlinie 85/611/EWG mit Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder einem Drittstaat, sofern

- diese anderen OGA nach Rechtsvorschriften zugelassen wurden, die sie einer behördlichen Aufsicht unterstellen, welche nach Auffassung der Commission de Surveillance du Secteur Financier («CSSF») derjenigen nach dem Gemeinschaftsrecht gleichwertig ist, und ausreichende Gewähr für die Zusammenarbeit zwischen den Behörden besteht;
- das Schutzniveau der Anteilinhaber der OGA dem Schutzniveau der Anteilinhaber eines OGAW gleichwertig ist und insbesondere die Vorschriften für die getrennte Verwahrung des Fondsvermögens, die Kreditaufnahme, die Kreditgewährung und Leerverkäufe von Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten den Anforderungen der Richtlinie 85/611/EWG gleichwertig sind;
- die Geschäftstätigkeit der OGA Gegenstand von Jahres- und Halbjahresberichten ist, die es erlauben, sich ein Urteil über das Vermögen und die Verbindlichkeiten, die Erträge und die Transaktionen im Berichtszeitraum zu bilden;
- der OGAW oder OGA, dessen Anteile erworben werden sollen, nach den Gründungsunterlagen insgesamt höchstens 10% seines Vermögens in Anteilen anderer OGAW oder anderer OGA anlegen darf.

c) Sichteinlagen oder kündbare Einlagen mit einer Laufzeit von höchstens 12 Monaten bei Kreditinstituten, sofern das betreffende Kreditinstitut seinen Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union hat oder, falls der Sitz des Kreditinstituts sich in einem Drittstaat befindet, es Aufsichtsbestimmungen unterliegt, die nach Auffassung der CSSF denjenigen des Gemeinschaftsrechts gleichwertig sind. Die Einlagen können grundsätzlich auf sämtliche Währungen lauten, die in der Anlagepolitik eines Teilfonds vorgesehen sind.

d) Abgeleitete Finanzinstrumente («Derivate»), d. h. insbesondere Futures, Terminkontrakte, Optionen sowie Swaps, einschließlich gleichwertiger bar abgerechneter Instrumente, die an einem der in Buchstabe a) bezeichneten geregelten Märkte gehandelt werden, und/oder abgeleitete Finanzinstrumente, die nicht dort gehandelt werden («OTC-Derivate»), sofern es sich bei den Basiswerten um unter dieser Nr. 1 oder unter Nr. 2 erster Spiegelstrich genannte Instrumente oder um Finanzindices, Zinssätze, Wechselkurse oder Währungen handelt, in die ein Teilfonds gemäß seinen Anlagezielen investieren darf. Die Finanzindices im vorgenannten Sinn umfassen insbesondere Indices auf Währungen, auf Wechselkurse, auf Zinssätze, auf Kurse und Gesamtrenditen auf Zinsindices sowie weiterhin insbesondere Renten-, Aktien-, Warentermin-, Edelmetall- und Rohstoffindices und Indices, die die weiteren in dieser Nummer aufgezählten zulässigen Instrumente zum Gegenstand haben.

Darüber hinaus sind bei OTC-Derivaten folgende Bedingungen zu erfüllen:

- Die Kontrahenten müssen Finanzinrichtungen erster Ordnung, auf solche Geschäfte spezialisiert sowie einer Aufsicht unterliegende Institute der Kategorien sein, die von der CSSF zugelassen wurden.
- Die OTC-Derivate müssen einer zuverlässigen und überprüfbaren Bewertung auf Tagesbasis unterliegen und jederzeit zu einem angemessenen Wert veräußert, liquidiert oder durch ein Gegengeschäft glattgestellt werden können.
- Die Transaktionen müssen auf der Grundlage standardisierter Verträge getätigt werden.
- Der Kauf oder Verkauf dieser Instrumente anstelle von an einer Börse oder an einem geregelten Markt gehandelten Instrumenten muss nach Einschätzung der Gesellschaft für die Anleger von Vorteil sein. Der Einsatz von OTC-Geschäften ist insbesondere dann von Vorteil, wenn er eine laufzeitkongruente und damit kostengünstigere Absicherung von Vermögenswerten ermöglicht.

e) Geldmarktinstrumente, die nicht auf einem geregelten Markt gehandelt werden und nicht unter die in Nr. 1. a) genannten Definitionen fallen, sofern die Emission oder der Emittent dieser Instrumente selbst Vorschriften über den Einlagen- und den Anlegerschutz unterliegt. Die Anforderungen hinsichtlich des Einlagen- und Anlegerschutzes sind bei Geldmarktinstrumenten u.a. dann erfüllt, wenn diese von mindestens einer anerkannten Rating-Agentur mit Investment Grade eingestuft sind bzw. die Gesellschaft der Auffassung ist, dass die Bonität des Emittenten einem Rating von Investment Grade entspricht. Ferner müssen diese Geldmarktinstrumente

- von einer zentralstaatlichen, regionalen oder lokalen Körperschaft oder der Zentralbank eines Mitgliedstaats der EU, der Europäischen Zentralbank, der Europäischen Union oder der Europäischen Investitionsbank, einem Drittstaat

oder, sofern dieser ein Bundesstaat ist, einem Bundesland dieses Bundesstaates, oder von einer internationalen Einrichtung öffentlich-rechtlichen Charakters, der mindestens ein Mitgliedstaat angehört, begeben oder garantiert sein; oder

- von einem Unternehmen begeben sein, dessen Wertpapiere an den in Nr. 1. a) bezeichneten geregelten Märkten gehandelt werden; oder

- von einer Einrichtung, die gemäß den im Gemeinschaftsrecht festgelegten Kriterien einer behördlichen Aufsicht unterstellt ist, oder einer Einrichtung, die Aufsichtsbestimmungen, die nach Auffassung der CSSF dem Gemeinschaftsrecht gleichwertig sind, unterliegt und diese einhält, begeben oder garantiert sein; oder

- von anderen Emittenten begeben sein, die einer Kategorie angehören, die von der CSSF zugelassen wurde, sofern für Anlagen in diesen Instrumenten Vorschriften für den Anlegerschutz gelten, die denen des ersten, des zweiten oder des dritten Spiegelstrichs gleichwertig sind und sofern es sich bei dem Emittenten entweder um ein Unternehmen mit einem Eigenkapital von mindestens EUR 10 Millionen, das seinen Jahresabschluss nach den Vorschriften der vierten Richtlinie 78/660/EWG erstellt und veröffentlicht, oder um einen Rechtsträger, der innerhalb einer Unternehmensgruppe von einer oder mehreren börsennotierten Gesellschaften für die Finanzierung dieser Gruppe zuständig ist, oder um einen Rechtsträger handelt, der die wertpapiermäßige Unterlegung von Verbindlichkeiten durch Nutzung einer von einem Kreditinstitut eingeräumten Kreditlinie finanzieren soll.

2.

Der Verwaltungsrat kann für Teilfonds darüber hinaus folgende Geschäfte zulassen:

- die Anlage von bis zu 10% des Vermögens eines Teilfonds in anderen als den in Nr. 1 genannten Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten;

- die Aufnahme kurzfristiger Kredite für gemeinschaftliche Rechnung der Anleger eines Teilfonds bis zur Höhe von 10% des Nettoteilfondsvermögens, sofern die Depotbank der Kreditaufnahme und deren Bedingungen zustimmt. Nicht auf diese 10% Grenze anzurechnen, aber ohne die Zustimmung der Depotbank zulässig, sind Fremdwährungskredite in Form von «Back to Back»-Darlehen sowie Wertpapierpensions- und -leihgeschäfte.

3.

Bei der Anlage der Vermögenswerte der Gesellschaft sind folgende Beschränkungen zu beachten; es steht hierbei dem Verwaltungsrat frei, weitere Beschränkungen zu beschließen:

a) Die Gesellschaft darf für einen Teilfonds Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente eines Emittenten kaufen, wenn zur Zeit des Erwerbs ihr Wert, zusammen mit dem Wert der bereits im Teilfonds befindlichen Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente desselben Emittenten, 10% des Nettoteilfondsvermögens nicht übersteigt. Ein Teilfonds darf höchstens 20% seines Nettovermögens in Einlagen bei einer Einrichtung anlegen. Das Ausfallrisiko der Kontrahenten bei Geschäften mit OTC-Derivaten darf 10% des Nettoteilfondsvermögens eines Teilfonds nicht überschreiten, wenn der Kontrahent ein Kreditinstitut im Sinne von Nr. 1. c) ist; für andere Fälle beträgt die Grenze maximal 5% des Nettoteilfondsvermögens. Der Gesamtwert der im Teilfondsvermögen befindlichen Wertpapiere und Geldmarktinstrumente von Emittenten, in deren Wertpapiere und Geldmarktinstrumente der Teilfonds jeweils mehr als 5% seines Nettoteilfondsvermögens angelegt hat, darf 40% des Nettoteilfondsvermögens nicht übersteigen. Diese Begrenzung findet keine Anwendung auf Einlagen und auf Geschäfte mit OTC-Derivaten, die mit Finanzinstituten getätigt werden, die einer behördlichen Aufsicht unterliegen.

Ungeachtet der einzelnen vorgenannten Anlagegrenzen darf ein Teilfonds bei ein und derselben Einrichtung höchstens 20% seines Nettovermögens in einer Kombination aus

- von dieser Einrichtung begebenen Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten,

- Einlagen bei dieser Einrichtung und/oder

- Risiken aus OTC-Derivaten eingehen, welche in Bezug auf die Einrichtung bestehen, investieren.

b) Falls die erworbenen Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften, von einem Drittstaat oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören, begeben oder garantiert werden, so erhöht sich die Beschränkung in Nr. 3. a) Satz 1 von 10% auf 35% des Nettoteilfondsvermögens.

c) Für Schuldverschreibungen, die von Kreditinstituten mit Sitz in einem EU-Mitgliedstaat ausgegeben werden und deren Emittenten aufgrund gesetzlicher Vorschriften zum Schutz der Inhaber von Schuldverschreibungen einer besonderen öffentlichen Aufsicht unterliegen, erhöhen sich die unter Nr. 3. a) Satz 1 und 4 genannten Beschränkungen von 10% auf 25% bzw. von 40% auf 80%, vorausgesetzt, die Kreditinstitute legen die Emissionserlöse gemäß den gesetzlichen Vorschriften in Vermögenswerten an, welche die Verbindlichkeiten aus Schuldverschreibungen über deren gesamte Laufzeit ausreichend decken und vorrangig für die bei Ausfällen des Emittenten fällig werdenden Rückzahlungen von Kapital und Zinsen bestimmt sind.

d) Die unter Nr. 3. b) und c) genannten Wertpapiere und Geldmarktinstrumente werden bei der Anwendung der in Nr. 3. a) Satz 4 vorgesehenen Anlagegrenze von 40% nicht berücksichtigt. Die Beschränkungen unter Nr. 3 a) bis c) gelten nicht kumulativ, sodass Anlagen in Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten desselben Emittenten oder in Einlagen bei diesem Emittenten oder in Derivaten desselben 35% des Nettoteilfondsvermögens nicht übersteigen dürfen. Gesellschaften, die im Hinblick auf die Erstellung des konsolidierten Abschlusses im Sinne der Richtlinie 83/349/EWG oder nach den anerkannten internationalen Rechnungslegungsvorschriften derselben Unternehmensgruppe angehören, sind bei der Berechnung der in Nr. 3. a) bis d) aufgeführten Anlagegrenzen als ein Emittent anzusehen. Ein Teilfonds darf bis zu 20% seines Nettovermögens in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten einer Unternehmensgruppe anlegen.

e) Anlagen in Derivate werden auf die Grenzen der vorgenannten Nummern angerechnet.

f) Abweichend von den unter Nr. 3. a) bis d) aufgeführten Grenzen kann der Verwaltungsrat bestimmen, dass nach dem Grundsatz der Risikostreuung bis zu 100% eines Teilfondsvermögens in Wertpapiere und Geldmarktinstrumente verschiedener Emissionen angelegt werden können, die von der Europäischen Union, der Europäischen Zentralbank, einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften, von einem OECD-Mitgliedstaat oder von internationa-

len Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der EU angehören, begeben werden oder garantiert sind, sofern diese Wertpapiere und Geldmarktinstrumente im Rahmen von mindestens sechs verschiedenen Emissionen begeben worden sind, wobei die Wertpapiere und Geldmarktinstrumente aus ein und derselben Emission 30% des Nettoteilfondsvermögens eines Teilfonds nicht überschreiten dürfen.

g) Ein Teilfonds darf Anteile anderer OGAW oder anderer OGA im Sinne von Nr. 1. b) erwerben, wenn er nicht mehr als 20% seines Nettoteilfondsvermögens in einen OGAW oder OGA anlegt. Bei der Anwendung dieser Anlagegrenze ist jeder Teilfonds eines Umbrella-Fonds im Sinne von Artikel 133 des Gesetzes wie ein eigenständiges Sondervermögen zu betrachten, soweit das Prinzip der separaten Haftung pro Teilfonds gegenüber Dritten Anwendung findet.

Anlagen in Anteilen anderer OGA als OGAW dürfen insgesamt 30% des Nettoteilfondsvermögens eines Teilfonds nicht übersteigen. Wenn ein Teilfonds Anteile eines OGAW oder OGA erworben hat, werden die Anlagewerte des betreffenden OGAW oder OGA in Bezug auf die unter Nr. 3. a) bis d) genannten Anlagegrenzen nicht berücksichtigt.

Erwirbt ein Teilfonds Anteile eines OGAW oder OGA, die unmittelbar oder mittelbar von derselben Gesellschaft oder einer anderen Gesellschaft verwaltet werden, mit der die Gesellschaft durch eine gemeinsame Verwaltung oder durch Beherrschung oder durch eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist, so darf weder die Gesellschaft noch die verbundene Gesellschaft für die Zeichnung oder den Rückkauf der Anteile Gebühren berechnen.

Die gewichtete durchschnittliche Verwaltungsvergütung der zu erwerbenden Zielfondsanteile im vorgenannten Sinne wird 2,5% p.a. nicht übersteigen.

h) Unbeschadet der nachfolgenden unter Buchstabe i) festgelegten Anlagegrenzen kann der Verwaltungsrat bestimmen, dass die unter Buchstaben a) bis d) genannten Obergrenzen für Anlagen in Aktien und/oder Schuldtiteln ein und desselben Emittenten 20% betragen, wenn es Ziel der Anlagestrategie eines Teilfonds ist, einen bestimmten, von der CSSF anerkannten Aktien- oder Schuldtitelindex nachzubilden; Voraussetzung hierfür ist, dass

- die Zusammensetzung des Indexes hinreichend diversifiziert ist;
- der Index eine adäquate Bezugsgrundlage für den Markt darstellt, auf den er sich bezieht;
- der Index in angemessener Weise veröffentlicht wird.

Die in Satz 1 festgelegte Grenze beträgt 35%, sofern dies aufgrund außergewöhnlicher Marktbedingungen gerechtfertigt ist, und zwar insbesondere auf geregelten Märkten, auf denen bestimmte Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente stark dominieren. Eine Anlage bis zu dieser Grenze ist nur bei einem einzigen Emittenten möglich. Die Grenze gemäß Buchstabe a) Satz 4 ist nicht anwendbar.

i) Die Gesellschaft darf für keinen der von ihr verwalteten Investmentfonds stimmberechtigte Aktien erwerben, die mit einem Stimmrecht verbunden sind, das es ihr erlaubt, einen wesentlichen Einfluss auf die Geschäftspolitik des Emittenten auszuüben. Sie darf für einen Teilfonds höchstens 10% der von einem Emittenten ausgegebenen stimmrechtslosen Aktien, Schuldverschreibungen und Geldmarktinstrumente und höchstens 25% der Anteile eines OGAW oder eines OGA erwerben. Diese Grenze braucht für Schuldverschreibungen, Geldmarktinstrumente und Zielfondsanteile beim Erwerb nicht eingehalten zu werden, wenn sich das Gesamtemissionsvolumen bzw. der Nettobetrag der ausgegebenen Anteile nicht berechnen lässt. Sie ist auch insoweit nicht anzuwenden, als diese Wertpapiere und Geldmarktinstrumente von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften sowie von einem Drittstaat begeben werden oder garantiert sind oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören, begeben werden.

Die unter Nr. 2. erster Spiegelstrich und Nr. 3. genannten Beschränkungen beziehen sich auf den Zeitpunkt des Erwerbs der Vermögensgegenstände. Werden die Prozentsätze nachträglich durch Kursentwicklungen oder aus anderen Gründen als durch Zukäufe überschritten, so wird die Gesellschaft bei Verkäufen als vorrangiges Ziel die Normalisierung dieser Lage unter Berücksichtigung der Interessen der Anleger anstreben.

#### 4.

Die Gesellschaft kann für einen Teilfonds auch Transaktionen abschließen und in Währungen oder andere Instrumente investieren, bei denen verbundene Unternehmen als Broker tätig sind bzw. für eigene Rechnung oder für Rechnung ihrer Kunden auftreten. Dies gilt auch für solche Fälle, bei denen verbundene Unternehmen oder deren Kunden analog der Transaktionen der Gesellschaft handeln. Die Gesellschaft kann für einen Teilfonds auch wechselseitige Transaktionen tätigen, bei denen verbundene Unternehmen im Namen der Gesellschaft und gleichzeitig der beteiligten Gegenpartei handeln. In solchen Fällen liegt eine besondere Verantwortung gegenüber beiden Parteien bei den verbundenen Unternehmen. Die verbundenen Unternehmen können auch derivative Instrumente entwickeln, ausstellen oder emittieren, bei denen die zugrunde liegenden Wertpapiere, Währungen oder Instrumente die Anlagen sein dürfen, in welche die Gesellschaft investiert oder die auf der Performance eines Teilfonds basieren. Die Gesellschaft kann Anlagen erwerben, die von verbundenen Unternehmen entweder ausgegeben wurden oder Gegenstand eines Zeichnungsangebots oder sonstigen Vertriebs dieser Einheiten sind. Die von den verbundenen Unternehmen erhobenen Provisionen, Kursauf- und -abschläge sollen angemessen sein.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, zusätzliche Anlagebeschränkungen aufzustellen, sofern diese notwendig sind, um den gesetzlichen und verwaltungsrechtlichen Bestimmungen in Ländern, in denen die Anteile der Gesellschaft angeboten oder verkauft werden, zu entsprechen.

#### 5. Wertpapiere gemäß Artikel 144A United States Securities Act

In dem gemäß den Luxemburger Gesetzen und Verordnungen - vorbehaltlich der sonstigen Vereinbarkeit mit den Anlagezielen und der Anlagepolitik eines Teilfonds - zulässigen Umfang kann ein Teilfonds in Wertpapiere investieren, die nicht nach dem United States Securities Act von 1933 und Änderungen (nachfolgend «Gesetz von 1933») zugelassen sind, die aber gemäß Artikel 144A, Gesetz von 1933, an qualifizierte institutionelle Käufer verkauft werden dürfen («Wertpapiere gemäß Artikel 144A»). Ein Teilfonds kann maximal bis zu 10% seines Nettovermögens in Wertpapiere gemäß Artikel 144A investieren, die sich nicht als Wertpapiere im Sinne von Nr. 1 qualifizieren, vorausgesetzt, dass der

Gesamtwert dieser Anlagen zusammen mit anderen Wertpapieren und Geldmarktinstrumente Sinne von Nr. 2 erster Spiegelstrich 10% nicht übersteigt.

6.

Die Begriffe «Wertpapiere» und «Geldmarktinstrumente» umfassen auch Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, in die ein oder mehrere Derivat(e) eingebettet ist bzw. sind («strukturierte Produkte»).

Zudem darf der Verwaltungsrat bestimmen, dass andere als die vorgenannten Vermögensgegenstände erworben werden können, wenn dies unter Berücksichtigung der anwendbaren Gesetzes und Verordnungen zulässig ist.

7.

Der Verwaltungsrat kann, im wohlverstandenen Interesse der Gesellschaft und in der Weise, wie in den Verkaufsunterlagen der Anteile der Gesellschaft näher beschrieben, beschließen, dass alle oder ein Teil der Vermögenswerte der Gesellschaft oder eines Teilfonds auf gesonderter Grundlage gemeinsam mit anderen Vermögenswerten anderer Anleger, einschließlich anderer Organismen für gemeinsame Anlagen und/oder ihrer Teilfonds verwaltet werden oder dass alle oder ein Teil der Vermögenswerte zweier oder mehrerer Teilfonds auf gesonderter Grundlage oder im Pool gemeinsam verwaltet werden.

8.

Anlagen eines jeglichen Teilfonds der Gesellschaft können unmittelbar oder mittelbar über hundertprozentig im Eigentum der Gesellschaft befindliche Tochtergesellschaften erfolgen, entsprechend der jeweils zu treffenden Entscheidung des Verwaltungsrats und wie im einzelnen in den Verkaufsunterlagen zu den Anteilen der Gesellschaft beschrieben. Bezüge auf Vermögenswerte und Anlagen in dieser Satzung bezeichnen dementsprechend entweder unmittelbar getätigte Anlagen oder unmittelbar für die Gesellschaft gehaltene Vermögenswerte oder solche Anlagen oder Vermögenswerte, die mittelbar über die vorerwähnte Tochtergesellschaft für die Gesellschaft getätigt oder gehalten werden.

9.

Die Gesellschaft ist ermächtigt, wie vom Verwaltungsrat der Gesellschaft im Übereinstimmung mit den anwendbaren Gesetzen und Bestimmungen festgelegt, Techniken und Instrumente, die Wertpapiere und Geldmarktinstrumente sowie andere ggf. gesetzlich zulässige Vermögensgegenstände zum Gegenstand haben, zu verwenden, wobei solche Techniken und Instrumente im Zusammenhang mit der effizienten Verwaltung des Vermögens eingesetzt werden müssen.

**Art. 19. Interessenkonflikt.** Verträge und sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Unternehmung werden nicht dadurch beeinträchtigt oder deshalb ungültig, weil ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder leitende Angestellte der Gesellschaft an dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung ein persönliches Interesse haben oder dort Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, leitender oder sonstiger Angestellter sind. Jedes Verwaltungsratsmitglied und jeder leitende Angestellte der Gesellschaft, die als Verwaltungsratsmitglied, leitender Angestellter oder einfacher Angestellter in einer Gesellschaft oder Unternehmung tätig sind, mit der die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonstige Geschäftsbeziehungen eingeht, wird durch diese Verbindung mit dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung nicht daran gehindert, im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder einer solchen Geschäftsbeziehung zu beraten, abzustimmen oder zu handeln.

Sofern ein Verwaltungsratsmitglied oder ein leitender Angestellter der Gesellschaft im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft entgegengesetztes persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied oder dieser leitende Angestellter dem Verwaltungsrat dieses entgegengesetzte persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen, und dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das Bestehen eines persönlichen Interesses des Verwaltungsratsmitglieds oder leitenden Angestellten der nächstfolgenden Hauptversammlung berichtet.

Der Verwaltungsrat kann jeweils nach eigenem Ermessen beschließen, dass in bestimmten Fällen nicht von einem entgegengesetzten Interesse ausgegangen wird, unabhängig davon, ob tatsächlich ein Zusammenhang mit Verbindungen, der beruflichen Stellung oder mit Geschäftsvorfällen, in die eine Person, Gesellschaft oder Unternehmung involviert ist, besteht.

**Art. 20. Schadloshalten des Verwaltungsrats.** Die Gesellschaft kann vertretbare Auslagen, die einem Mitglied des Verwaltungsrats, einem leitenden Angestellten oder dessen Erben, Testamentsvollstreckern oder Nachlaßverwaltern im Zusammenhang mit einer Klage und gerichtlichen Maßnahmen oder im Rahmen eines Verfahrens entstanden sind, an dem er aufgrund seiner Stellung als Verwaltungsratsmitglied, als leitender Angestellter der Gesellschaft oder, auf seinen Antrag hin, auch einer anderen Gesellschaft, an der die Gesellschaft als Aktionär beteiligt ist oder bei der die Gesellschaft Gläubiger ist und von der er keine Kostenerstattung erhält, erstatten, außer in den Fällen, in denen er aufgrund solcher Klagen, gerichtlichen Schritte oder Verfahren wegen grob fahrlässigem oder Fehlverhalten rechtskräftig verurteilt wurde; im Falle eines Vergleichs erfolgt eine Kostenerstattung nur im Zusammenhang mit den Angelegenheiten, die von dem Vergleich abgedeckt werden und sofern der Rechtsberater der Gesellschaft bescheinigt, dass die zu entschädigende Person keine Pflichtverletzung begangen hat. Das vorgenannte Recht auf Kostenerstattung schließt andere Ansprüche nicht aus.

**Art. 21. Wirtschaftsprüfer.** Die Rechnungsdaten im Rechenschaftsbericht der Gesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer («réviseur d'entreprises agréé») geprüft, der von der Hauptversammlung ernannt und von der Gesellschaft bezahlt wird.

Der Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen sowie dessen Abänderungen und Nachfolgesetzen.

#### **Titel IV. Hauptversammlung - Geschäftsjahr - Ausschüttungen**

**Art. 22. Hauptversammlung der Gesellschaft.** Die Hauptversammlung der Gesellschaft repräsentiert die Gesamtheit der Anleger der Gesellschaft. Ihre Beschlüsse binden alle Anleger unabhängig von den Anteilklassen, die von



ihnen gehalten werden. Sie hat die umfassende Befugnis, Handlungen im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

Die Hauptversammlung tritt auf Einladung des Verwaltungsrats zusammen.

Sie kann auch auf Antrag von Anlegern, die mindestens ein Fünftel des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, zusammentreten.

Die Jahreshauptversammlung wird nach Maßgabe des Luxemburger Rechts am eingetragenen Geschäftssitz der Gesellschaft in Luxemburg am dritten Freitag im Januar um 11.00 Uhr abgehalten. Wenn dieser Tag ein gesetzlicher oder Bankfeiertag in Luxemburg ist, findet die Jahreshauptversammlung am nächstfolgenden Werktag statt.

Weitere Hauptversammlungen können zu einer Zeit und an einem Ort abgehalten werden, wie in der entsprechenden Einladung näher beschrieben.

Die Anleger treten auf Einladung des Verwaltungsrats, aus der die Tagesordnung hervorgehen muss und die mindestens acht Tage vor der Hauptversammlung an jeden Inhaber von Namensanteilen an dessen im Anteilregister eingetragene Adresse versandt werden muss, zusammen. Ein Nachweis über die tatsächliche erfolgte Mitteilung an die Inhaber von Namensanteilen muss auf der Versammlung nicht geführt werden. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in denen die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Anleger zusammentritt; in letzterem Falle kann der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten.

Sofern Inhaberanteile ausgegeben wurden, wird die Einladung zu der Versammlung zusätzlich entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen im *Mémorial «Recueil des Sociétés et Associations»*, in einer oder mehreren Luxemburger Tageszeitungen und, auf Beschluss des Verwaltungsrats, in anderen Tageszeitungen veröffentlicht.

Wenn sämtliche Anteile als Namensanteile ausgegeben wurden und wenn keine Veröffentlichungen vorgenommen werden, kann die Einladung an die Anleger ausschließlich per Einschreiben erfolgen.

Sofern sämtliche Anleger anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Hauptversammlung ohne vorherige Einladung stattfinden.

Der Verwaltungsrat kann anderweitige Bedingungen festlegen, die von den Anlegern erfüllt sein müssen, um an einer Hauptversammlung teilzunehmen.

Auf der Hauptversammlung werden lediglich solche Themen behandelt, die auf der Tagesordnung stehen (die Tagesordnung wird sämtliche gesetzlich zwingenden Themen enthalten) sowie Geschäftsvorfälle im Zusammenhang mit diesen Themen.

Nach Maßgabe des Luxemburger Rechts und dieser Satzung berechtigt jeder Anteil, unabhängig von der Anteilklasse, zu einer Stimme. Ein Anleger kann sich bei jeder Hauptversammlung durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person, die kein Anleger sein muss und die Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen von Gesetzes wegen oder aufgrund dieser Satzung werden die Beschlüsse auf der Hauptversammlung mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anleger gefasst.

**Art. 23. Hauptversammlungen in einem Teilfonds oder einer Anteilklasse.** Die Anleger der Anteilklassen eines Teilfonds können zu jeder Zeit Hauptversammlungen abhalten, um über Vorgänge zu beschließen, die ausschließlich diesen Teilfonds betreffen.

Darüber hinaus, können die Anleger einer Anteilklasse zu jeder Zeit Hauptversammlungen im Hinblick auf alle Fragen, die diese Anteilklasse betreffen, abhalten.

Die Bestimmungen in Artikel 22 dieser Satzung finden auf solche Hauptversammlungen entsprechende Anwendung.

Jeder Anteil berechtigt nach Maßgabe des Luxemburger Rechts und dieser Satzung zu einer Stimme. Anleger können höchstpersönlich handeln oder sich aufgrund einer Vollmacht von einer anderen Person, die kein Anleger sein muss, aber Mitglied des Verwaltungsrats sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen im Gesetz oder in dieser Satzung werden Beschlüsse der Hauptversammlung eines Teilfonds oder einer Anteilklasse mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anleger gefasst.

**Art. 24. Auflösung oder Verschmelzung von Teilfonds oder Anteilklassen.** Falls der Vermögenswert eines Teilfonds unter den Betrag fällt, den der Verwaltungsrat als Mindestbetrag für eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung des Teilfonds festgelegt hat, oder der Teilfonds diesen Mindestbetrag nicht erreicht oder falls eine erhebliche Veränderung der politischen, wirtschaftlichen oder monetären Situation eintritt, kann der Verwaltungsrat alle Anteile des betreffenden Teilfonds zum Nettoinventarwert pro Anteil des Bewertungstags, an dem diese Entscheidung des Verwaltungsrats in Kraft tritt (unter Berücksichtigung der tatsächlich erzielten Preise und der notwendigen Kosten zur Realisierung der Vermögensanlagen), zwangsweise zurückzunehmen. Die Gesellschaft hat die Anleger vor dem Inkrafttreten der Zwangsrücknahme schriftlich über die Gründe und das Rücknahmeverfahren zu informieren: die Inhaber von Namensanteilen werden schriftlich informiert; Inhaber von Inhaberanteilen werden durch Veröffentlichung einer Mitteilung in vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Tageszeitungen informiert, sofern die jeweiligen Anleger und deren Adressen der Gesellschaft nicht bekannt sind. Sofern im Interesse oder im Sinne der Gleichbehandlung der Anleger keine andere Entscheidung getroffen wird, dürfen die Anleger des betreffenden Teilfonds vor dem Datum der Zwangsrücknahme kostenlos die Rücknahme oder den Umtausch ihrer Anteile beantragen (wobei tatsächlich erzielte Preise und notwendige Kosten zur Realisierung der Vermögensanlagen berücksichtigt werden).

Ungeachtet der dem Verwaltungsrat im vorstehenden Absatz übertragenen Befugnisse kann die Hauptversammlung der Inhaber einer oder aller in einem Teilfonds ausgegebener Anteilklasse(n) auf Vorschlag des Verwaltungsrats beschließen, alle Anteile der entsprechenden Anteilklasse(n) zurückzunehmen und den Nettoinventarwert der Anteile des Bewertungstags, an dem die entsprechende Entscheidung in Kraft tritt (unter Berücksichtigung der tatsächlich erzielten Preise und notwendigen Kosten im Zusammenhang mit der Realisierung der Kapitalanlagen), an die Anleger auszuzahlen. Bei dieser Hauptversammlung ist keine Mindestanzahl von Anlegern zur Beschlussfähigkeit notwendig. Die Entscheidung wird mit einfacher Mehrheit der bei dieser Versammlung anwesenden oder vertretenen Anteile gefasst.



Vermögenswerte, die nach Ausführung der Rücknahme nicht an die entsprechenden Berechtigten ausgezahlt werden können, werden für die Dauer der Liquidationszeit bei der Depotbank hinterlegt. Nach Ablauf dieses Zeitraums werden die Vermögenswerte zugunsten der Berechtigten an die Caisse de Consignation übertragen.

Alle zurückgenommenen Anteile werden entwertet.

Unter den in Absatz 1 dieses Artikels genannten Umständen kann der Verwaltungsrat auch beschließen, die Vermögenswerte eines Teilfonds auf einen anderen Teilfonds der Gesellschaft, auf einen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen nach Luxemburger Recht, der den Bestimmungen des Teils I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 unterliegt, oder in einen anderen Teilfonds eines solchen Organismus für gemeinsame Anlagen (im Folgenden als «neuer Teilfonds» bezeichnet) einzubringen und die Anteile der betreffenden Teilfonds als Anteile eines anderen Teilfonds umzubenennen (sofern erforderlich nach einem Split oder einer Zusammenlegung und Vergütung möglicher Differenzbeträge für Anteilbruchteile an die Anleger). Diese Entscheidung wird in derselben Weise, wie im ersten Absatz dieses Artikels erläutert, einen Monat vor Inkrafttreten veröffentlicht (diese Veröffentlichung enthält zusätzlich Informationen zu dem neuen Teilfonds), um den Anlegern während dieses Zeitraums eine gebührenfreie Rücknahme bzw. einen Umtausch ihrer Anteile zu ermöglichen.

Ungeachtet der vorstehend beschriebenen Befugnisse des Verwaltungsrats kann die Hauptversammlung der Anleger der in einem Teilfonds ausgegebenen Anteilklasse(n) die Einbringung von Vermögenswerten und Verbindlichkeiten der Anteilklasse in einen anderen Teilfonds der Gesellschaft oder in eine andere Anteilklasse desselben Teilfonds beschließen. Hierzu besteht kein Mindestanwesenheitserfordernis und die Zusammenlegung kann durch einfache Mehrheit der auf dieser Versammlung anwesenden oder vertretenen Anteile beschlossen werden.

Die Einbringung von Vermögenswerten und Verbindlichkeiten eines Teilfonds oder von Anteilklassen eines Teilfonds in einen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen gemäß dem fünften Absatz dieses Artikels oder in einen anderen Teilfonds eines solchen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen erfordert einen Beschluss der Inhaber der Anteile des Teilfonds bzw. der betreffenden Anteilklasse(n) des jeweiligen Teilfonds mit einem Quorum von mindestens 50% der ausgegebenen Anteile innerhalb des Teilfonds bzw. der betroffenen Anteilklasse(n) des Teilfonds und einer Mehrheit von mindestens zwei Drittel der auf der Versammlung anwesenden oder vertretenen Anteile. Sofern eine solche Fusion mit einem Organismus für gemeinsame Anlagen nach Luxemburger Recht mit Sondervermögenscharakter («fonds commun de placement») oder mit einem Organismus für gemeinsame Anlagen ausländischen Rechts erfolgt, binden die Beschlüsse der Hauptversammlung ausschließlich die Anleger, die sich zugunsten der Zusammenlegung ausgesprochen haben.

**Art. 25. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Oktober jeden Jahrs und endet am 30. September des folgenden Jahres.

**Art. 26. Verwendung der Erträge.** Die Hauptversammlung einer Anteilklasse im Zusammenhang mit einem Teilfonds beschließt auf Vorschlag des Verwaltungsrats und innerhalb der gesetzlichen Grenzen darüber, wie die Erträge aus diesem Teilfonds zu verwenden sind, und kann beschließen oder den Verwaltungsrat jeweils ermächtigen, Ausschüttungen vorzunehmen.

Auf jede ausschüttungsberechtigte Anteilklasse kann der Verwaltungsrat gemäß den gesetzlichen Bestimmungen Zwischenausschüttungen beschließen.

Die Zahlung von Ausschüttungen an die Inhaber von Namensanteilen erfolgt an deren im Anteilregister eingetragene Adressen. Die Zahlung von Ausschüttungen an die Inhaber von Inhaberanteilen erfolgt gegen Vorlage des Kupons bei den hierzu von der Gesellschaft näher bezeichneten Stellen.

Ausschüttungen können in einer Währung, zu einem Zeitpunkt und an einem Ort ausbezahlt werden, wie dies der Verwaltungsrat jeweils näher bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann Gratisaktien an Stelle von Barausschüttungen unter den Voraussetzungen und Bedingungen, wie sie vom Verwaltungsrat näher festzulegen sind, beschließen.

Jegliche Ausschüttung, die nicht innerhalb von fünf Jahren nach dem Beschluss über die Ausschüttung eingefordert wird, verfällt zugunsten der an dem jeweiligen Teilfonds ausgegebenen Anteilklasse(n).

Auf Ausschüttungen, die von der Gesellschaft beschlossen und für die Berechtigten zur Verfügung gehalten werden, erfolgen keine Zinszahlungen.

## Titel V. Schlussbestimmungen

**Art. 27. Depotbank.** Innerhalb des gesetzlich zwingenden Rahmens schließt die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor (die «Depotbank») ab.

Die Depotbank wird ihre Pflichten gemäß dem Gesetz vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen sowie dessen Abänderungen und Nachfolgesetzen erfüllen.

Wenn die Depotbank den Depotbankvertrag kündigen möchte, wird der Verwaltungsrat alle Anstrengungen unternehmen, um innerhalb von zwei Monaten nach wirksamer Kündigung des Depotbankvertrags eine Nachfolgedepotbank zu ernennen. Der Verwaltungsrat kann den Vertrag mit der Depotbank kündigen, er kann jedoch die Depotbank nicht aus ihren Funktionen entlassen, solange keine Nachfolgedepotbank bestellt wurde.

**Art. 28. Auflösung der Gesellschaft.** Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Hauptversammlung und vorbehaltlich des Quorums und der Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 30 dieser Satzung aufgelöst werden.

Sofern das Gesellschaftsvermögen unter zwei Drittel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt, wird der Verwaltungsrat die Frage der Auflösung der Hauptversammlung vorlegen. Die Hauptversammlung, die ohne Quorum entscheiden kann, wird mit einfacher Mehrheit der auf der Hauptversammlung vertretenen Anteile entscheiden.

Die Frage der Auflösung der Gesellschaft wird des weiteren der Hauptversammlung vorgelegt, sofern das Gesellschaftsvermögen unter ein Viertel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt; in diesem

Falle wird die Hauptversammlung ohne Quorum abgehalten, und die Auflösung kann durch die Anleger entschieden werden, die ein Viertel der auf der Hauptversammlung vertretenen stimmberechtigten Anteile halten.

Die Versammlung muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach Feststellung der Tatsache, dass das Nettovermögen der Gesellschaft unter zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlichen Mindestbetrags gefallen ist, abgehalten werden kann.

**Art. 29. Liquidation.** Die Liquidation wird durch einen oder mehrere Liquidatoren vorgenommen, bei denen es sich sowohl um natürliche als auch um juristische Personen handeln kann und die der Hauptversammlung, die auch über deren Befugnisse und Vergütung entscheidet, ernannt werden.

**Art. 30. Änderungen der Satzung.** Die Satzung kann auf einer Hauptversammlung, die die Anforderungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen im Hinblick auf die Beschlussfähigkeit erfüllen muss, geändert werden.

**Art. 31. Begriffsbestimmungen.** Bezeichnungen in dieser Satzung in der Maskulinform schließen die entsprechende Bezeichnung der Femininform mit ein und Verweise auf Personen oder Anleger umfassen auch Firmen, Sozietäten und sonstige Personengesellschaften, unabhängig davon, ob sie als Körperschaft eingetragen sind.

**Art. 32. Anwendbares Recht.** Für sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen findet das Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und das Gesetz vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen Anwendung.»

Da die Tagesordnung erschöpft ist, erklärt der Vorsitzende die Versammlung um 12.00 Uhr für geschlossen.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Senningerberg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorhergehenden an die Erschienenen, haben dieselben mit Uns Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.:

Gezeichnet: M. Biehl, M. Breidbach, S. Maringer, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 29 décembre 2005, vol. 26CS, fol. 93, case 1. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2006.

A. Schwachtgen.

(002745.3/230/1082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2006.

### **ALDIANA S.A., Société Anonyme (en liquidation).**

R. C. Luxembourg B 25.266.

#### LIQUIDATION JUDICIAIRE

##### *Extrait*

Par jugement rendu en date du 26 mai 2005, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société anonyme ALDIANA S.A., avec siège social au 3, rue Nicolas Adames, L-1114 Luxembourg, dénoncé en date du 28 octobre 1993. Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Jean-Paul Meyers, juge, et liquidateur Maître Michel Sinner, avocat, demeurant à Luxembourg.

Pour extrait conforme et publication

M<sup>e</sup> M. Sinner

Le liquidateur

Enregistré à Luxembourg, le 18 janvier 2006, réf. LSO-BM04702. – Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(006690.3//17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2006.

### **EURO-LUX CONSTRUCTION, S.à r.l., Société à responsabilité limitée (en liquidation).**

Siège social: L-1260 Luxembourg, 82, rue de Bonnevoie.

R. C. Luxembourg B 59.009.

#### LIQUIDATION JUDICIAIRE

##### *Extrait*

Par jugement rendu en date du 26 mai 2005, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société anonyme EURO-LUX CONSTRUCTION, S.à r.l., avec siège social au 82, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, de fait inconnue à cette adresse. Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Jean-Paul Meyers, juge, et liquidateur Maître Michel Sinner, avocat, demeurant à Luxembourg.

Pour extrait conforme et publication

M<sup>e</sup> M. Sinner

Le liquidateur

Enregistré à Luxembourg, le 18 janvier 2006, réf. LSO-BM04703. – Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(006691.3//18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2006.

**INTERNATIONAL SHOE DESIGN S.A., Aktiengesellschaft.**

Gesellschaftssitz: L-2530 Luxembourg, 6, rue Henri Schnadt.

H. R. Luxembourg B 63.730.

*Auszug aus dem Protokoll der Außerordentlichen Generalversammlung vom 23. September 2005*

1. Die Hauptversammlung akzeptiert den Rücktritt des Verwaltungsratsmitgliedes Herrn Jean-Paul Kill, mit Berufsanschrift 22, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

2. Die Hauptversammlung beschließt Frau Monique Maller, mit Berufsanschrift 12, rue Ste Zithe, L-2763 Luxembourg, zum neuen Mitglied des Verwaltungsrates zu ernennen.

3. Der Sitz der Gesellschaft wird nach 6, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg verlegt.

Luxemburg, den 23. September 2005.

*Für den Verwaltungsrat*

Unterschrift

Enregistré à Luxembourg, le 27 septembre 2005, réf. LSO-BI06004. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(085551.3/000/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2005.

**FONDATION EDMOND ISRAËL, Etablissement d'utilité publique.**

Siège social: L-1885 Luxembourg, 42, avenue J. F. Kennedy.

*Rapport du réviseur d'entreprises*

Nous avons contrôlé les états financiers ci-joints de la Fondation Edmond Israël pour l'exercice clos le 31 décembre 2002. Les états financiers relèvent de la responsabilité du Conseil d'Administration. Notre responsabilité est, sur base de nos travaux de révision, d'exprimer une opinion sur ces états financiers.

Nous avons effectué nos travaux de révision selon les normes internationales de révision. Ces normes requièrent que nos travaux de révision soient planifiés et exécutés de façon à obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives. Une mission de révision consiste à examiner, sur base de sondages, les éléments probants justifiant les montants et informations contenus dans les états financiers. Elle consiste également à apprécier les principes et méthodes comptables suivis et les estimations significatives faites par le Conseil d'Administration pour l'arrêté des états financiers, ainsi qu'à effectuer une revue de leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos travaux de révision forment une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les états financiers ci-joints donnent, en conformité avec les prescriptions légales et réglementaires en vigueur au Luxembourg, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Fondation Edmond Israël au 31 décembre 2002, ainsi que des résultats de l'exercice clos à cette date.

Luxembourg, le 16 juin 2005.

**AUDIT**
*Réviseurs d'Entreprises*

T. Feld

*Etat des produits et charges pour l'exercice clos le 31 décembre 2002*  
(exprimé en EUR)

	2002	2001
<b>Produits</b>		
Dons, legs, subsides et subventions . . . . .	258.583	266.172
Intérêts et revenus provenant du patrimoine . . . . .	958	1.384
Autres produits. . . . .	-	935
<b>Charges</b>		
Conférences organisées par la Fondation . . . . .	- 36.926	- 286.317
Recherches et études . . . . .	- 185.079	- 30.210
Autres charges . . . . .	- 9.960	- 431
<b>Augmentation / (diminution) de l'actif net pour l'exercice . . . . .</b>	<b>27.576</b>	<b>- 48.467</b>

*Etat de l'actif net au 31 décembre 2002*  
(exprimé en EUR)

	2002	2001
<b>Actif circulant</b>		
Avoirs en banques . . . . .	67.394	77.778
Dettes . . . . .	- 384	- 38.344
<b>Actif net . . . . .</b>	<b>67.010</b>	<b>39.434</b>
<b>Augmentation / (diminution) de l'actif net pour l'exercice . . . . .</b>	<b>27.576</b>	<b>- 48.467</b>

*Annexe des états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2002*

**1. Constitution et objectifs:**

La Fondation Edmond Israël a été constituée à Luxembourg le 19 septembre 1990 sous la forme d'un établissement d'utilité publique en accord avec la loi du 21 avril 1928 telle qu'elle a été modifiée. Ses objectifs sont le soutien et la promotion de projets de recherche et d'études dans le domaine des marchés de capitaux. L'objet social de la fondation a été étendu en 2000.

La Fondation pourra soutenir tout projet de recherche, d'études, de conférences, de séminaires ayant trait à l'unification européenne, aux problèmes monétaires, à la démocratie ou aux droits de l'homme dans tous les pays du continent européen. Elle pourra encore soutenir tout projet d'ordre éducatif, culturel, économique, politique ou scientifique et allouer à cette fin des bourses d'étude. La Fondation sera libre de coopérer avec les autorités publiques ou encore avec d'autres institutions et établissements luxembourgeois et étrangers. En outre la Fondation pourra financer des études de haut niveau, des publications scientifiques et récompenser des travaux de recherche en général ou des contributions à l'intégration européenne en particulier par l'attribution de prix ou de bourses. La Fondation pourra organiser des congrès, des colloques, des séminaires et des conférences ayant trait à son objet social. La Fondation sera habilitée à organiser toute manifestation d'ordre culturel au sens le plus large et accomplir tout acte et toute opération qui se rapportent directement à son objet ou qui soit de nature à la favoriser.

**2. Principes comptables:**

Les donations faites à la Fondation sont comptabilisées quand elles sont reçues.

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés à mesure qu'ils sont échus.

Les états financiers sont établis en euro (EUR). La comptabilité est tenue dans cette devise. Les opérations effectuées dans une devise autre que PEUR sont converties au cours de change en vigueur à la date de ces opérations. Les actifs et passifs libellés en devises étrangères sont convertis aux cours de change en vigueur à la date de clôture. Tous les gains ou pertes de change résultant de cette évaluation sont inscrits à l'état des produits et charges de l'exercice.

Enregistré à Luxembourg, le 20 juillet 2005, réf. LSO-BG08368.

(070987.2//68) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2005.

**OLIMPUS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 9, rue Goethe.

R. C. Luxembourg B 110.693.

**STATUTS**

L'an deux mille cinq, le vingt-cinq août.

Par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg-Ville.

Ont comparu:

1. la société anonyme de droit italien dénommée SANPAOLO FIDUCIARIA S.p.A., avec siège social à Milan (Italie), via Tommaso Grossi n° 5, dont le capital social est de EUR 1.032.000,-, constituée à Milan le 14 octobre 1986, code fiscal et numéro d'inscription au Registre des Entreprises de Milan 08503890157, société fiduciaire de droit italien assujettie à l'activité de direction et coordination de son actionnaire unique SANPAOLO IMI S.p.A. et appartenant au groupe bancaire SANPAOLO IMI (inscrit à «l'Albo gruppi bancari» au n° 1025.6), autorisée à exercer l'activité fiduciaire au sens de la Loi du 23 novembre 1939 n° 1966, du décret du 22 avril 1940 n° 531 et des modifications successives, qui intervient lors du présent acte en sa qualité de société fiduciaire,

ici représentée par Monsieur Davide Murari, employé privé, 12, avenue de la Liberté, Luxembourg,

en vertu d'une procuration donnée le 19 août 2005.

2. Monsieur Gho Andrea, étudiant, né le 1<sup>er</sup> mars 1983 à I-Alessandria, célibataire, demeurant à I-Alessandria, 23, Via Camillo Cavour,

ici représentée par Monsieur Davide Murari, employé privé, 12, avenue de la Liberté, Luxembourg,

en vertu d'une procuration donnée le 19 août 2005.

Les susdites procurations, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront formalisées.

Les sociétés comparantes, représentées comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société qu'elles déclarent constituer comme suit:

**Dénomination - Siège - Durée - Objet**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Entre les personnes ci-avant désignées et toutes celles qui deviendront dans la suite propriétaires des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme sous la dénomination de OLIMPUS S.A.

**Art. 2.** Le siège social de la société est établi à Luxembourg.

Le conseil d'administration aura le droit d'instituer des bureaux, centres administratifs, agences et succursales partout, selon qu'il appartiendra, aussi bien dans le Grand-Duché qu'à l'étranger.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger, se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'au moment où les circonstances seront redevenues complètement normales.

Un tel transfert ne changera rien à la nationalité de la société, qui restera luxembourgeoise. La décision relative au transfert provisoire du siège social sera portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société, qui, suivant les circonstances, est le mieux placé pour y procéder.

**Art. 3.** La société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objet l'accomplissement de toutes opérations commerciales, financières, patrimoniales et industrielles généralement quelconques. Elle peut notamment vendre et acheter, importer et exporter tant pour son compte que pour le compte de tiers, et à titre d'intermédiaire, tous biens économiques. Elle peut encore réaliser toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.

### Capital - Actions

**Art. 5.** Le capital social souscrit de la société est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000), représenté par trois mille cent (3.100) actions d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10) chacune, entièrement souscrites et libérées.

A côté du capital souscrit, la société a un capital autorisé. Le capital autorisé de la société est fixé à un million cinq cent mille euros (EUR 1.500.000) représenté par cent cinquante mille (150.000) actions d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10) chacune.

Le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans prenant fin le 25 août 2010, autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé jusqu'à concurrence d'un million cinq cent trente et un mille euros (EUR 1.531.000). Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission, à libérer par des versements en espèces, ou par des apports autres qu'en espèces, tels des apports en nature, des titres, des créances, par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société. Le conseil d'administration est encore expressément autorisé à réaliser tout ou partie du capital autorisé par l'incorporation de réserves disponibles dans le capital social ou même par incorporation de bénéfices reportés, ou de primes d'émission, pour le cas où l'assemblée ayant décidé ces reports, réserves ou primes, l'a prévu, ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoirs, ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir le paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital. Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article à la modification intervenue en même temps.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La société peut, dans la mesure où, et aux conditions auxquelles la loi le permet, racheter ses propres actions.

**Art. 6.** Les actions de la société sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, dans les limites prévues par la loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article trente-neuf de la loi concernant les sociétés commerciales.

La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur le dit registre.

La société pourra émettre des certificats représentatifs d'actions au porteur. Ces certificats seront signés par deux administrateurs.

**Art. 7.** La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires par action, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire. Il en sera de même dans le cas d'un conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire, ou un débiteur et un créancier gagiste.

### Emprunts obligataires

**Art. 8.** Le conseil d'administration peut décider l'émission d'emprunts obligataires sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêts, les conditions d'émission, et de remboursement, et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

### Administration - Surveillance

**Art. 9.** La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale, pour un terme ne pouvant dépasser six années et en tout temps, révocables par elle.

Le mandat d'administrateur est gratuit.

Au cas où aucune durée n'est indiquée dans la résolution des nominations, les administrateurs sont nommés pour une durée de six ans.

Les administrateurs sortants peuvent être réélus.



Le conseil d'administration peut élire parmi ses membres un président et s'il en décide ainsi, un ou plusieurs vice-présidents du conseil d'administration. Le premier président peut être désigné par l'assemblée générale. En cas d'absence du président, les réunions du conseil d'administration sont présidées par un administrateur présent désigné à cet effet.

En cas de vacance d'une place d'administrateur pour quelque cause que ce soit, les administrateurs restant peuvent pourvoir au remplacement jusqu'à la prochaine assemblée générale, qui y pourvoira de façon définitive.

**Art. 10.** Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président du conseil ou de deux de ses membres.

Les administrateurs seront convoqués séparément à chaque réunion du conseil d'administration. Sauf le cas d'urgence qui doit être spécifié dans la convocation, celle-ci sera notifiée au moins vingt-quatre heures avant la date fixée pour la réunion.

Le conseil se réunit valablement sans convocation préalable au cas où tous les administrateurs sont présents ou valablement représentés, ainsi que dans tous les cas où les dates des réunions ont été fixées préalablement en conseil.

Les réunions du conseil d'administration se tiennent au lieu et à la date indiqués dans la convocation.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou valablement représentée.

Tout administrateur empêché peut donner par écrit délégation à un autre membre du conseil pour le représenter et pour voter en son lieu et place. Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Les résolutions du conseil seront prises à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion sera prépondérante.

Les résolutions signées par tous les administrateurs seront aussi valables et efficaces que si elles avaient été prises lors d'un conseil dûment convoqué et tenu. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou sur des copies multiples d'une résolution identique et peuvent être révélées par lettres, télégrammes ou télex.

Un administrateur ayant des intérêts opposés à ceux de la société dans une affaire soumise à l'approbation du conseil, sera obligé d'en informer le conseil et de se faire donner acte de cette déclaration dans le procès-verbal de la réunion. Il ne peut prendre part aux délibérations afférentes du conseil.

Lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires, avant de procéder au vote de toute autre question, les actionnaires seront informés des matières où un administrateur a un intérêt opposé à celui de la société.

Au cas où un membre du conseil d'administration a dû s'abstenir pour intérêt opposé, les résolutions prises à l'unanimité des autres membres du conseil présents ou représentés à la réunion et qui votent, seront tenues pour valables.

**Art. 11.** Les décisions du conseil d'administration seront constatées par des procès-verbaux, qui seront remis dans un dossier spécial et signés par un administrateur au moins.

Les copies ou extraits de ces minutes doivent être signés par un administrateur.

**Art. 12.** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, ou par les statuts de la société à l'assemblée générale, seront de la compétence du conseil d'administration.

**Art. 13.** Le conseil d'administration peut déléguer des pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres. Il peut désigner des mandataires ayant des pouvoirs définis et les révoquer en tout temps. Il peut également, de l'assentiment préalable de l'assemblée générale des actionnaires déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs de ses membres, qui porteront le titre d'administrateurs-délégués.

**Art. 14.** Le conseil d'administration pourra instituer un comité exécutif, composé de membres du conseil d'administration et fixer le nombre de ses membres. Le comité exécutif pourra avoir tels pouvoirs et autorité d'agir au nom du conseil d'administration que ce dernier aura déterminé par résolution préalable. A moins que le conseil d'administration n'en dispose autrement, le comité exécutif établira sa propre procédure pour la convocation et la tenue de ses réunions.

Le conseil d'administration fixera, s'il y a lieu, la rémunération des membres du comité exécutif.

**Art. 15.** Le conseil d'administration représente la société en justice, soit en demandant soit en défendant.

Les exploits pour ou contre la société sont valablement faits au nom de la société seule.

**Art. 16.** Tous documents et toutes nominations de mandataires engageront valablement la société s'ils sont signés au nom de la société par la signature conjointe de deux administrateurs ou encore par la signature individuelle du préposé à la gestion journalière dans les limites de ses pouvoirs ou par la signature individuelle ou conjointe d'un ou de plusieurs mandataires dûment autorisés par le conseil d'administration.

**Art. 17.** La surveillance des opérations de la société sera confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leurs mandats, laquelle ne pourra pas dépasser six ans.

Tout commissaire sortant est rééligible.

### Assemblées

**Art. 18.** L'assemblée générale annuelle pourra par simple décision allouer aux administrateurs une rémunération appropriée pour l'accomplissement de leurs fonctions.

**Art. 19.** L'assemblée générale légalement constituée représente l'ensemble des actionnaires. Ses décisions engagent les actionnaires absents, opposés ou qui se sont abstenus au vote.

**Art. 20.** Le conseil d'administration est autorisé à requérir que pour être admis aux assemblées générales, tout actionnaire doit déposer ses certificats nominatifs au siège social ou aux établissements désignés dans les avis de convocation cinq jours avant la date fixée pour l'assemblée.

**Art. 21.** L'assemblée générale annuelle se tiendra à Luxembourg, le dernier mardi du mois de décembre de chaque année à 14.00 heures.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée sera reportée au premier jour ouvrable précédant à la même heure.

Les assemblées générales extraordinaires sont convoquées et se tiennent au lieu désigné par le conseil d'administration.

**Art. 22.** L'assemblée générale entendra le rapport de gestion du conseil d'administration et du commissaire, votera sur l'approbation des comptes annuels et sur l'affectation des résultats, procédera aux nominations requises par les statuts, donnera décharge aux administrateurs et au commissaire et traitera des autres questions qui pourront lui être dévolues.

Toute action donne droit à une voix.

Tout actionnaire pourra voter en personne ou par mandataire, qui ne sera pas nécessairement actionnaire.

Tout actionnaire aura le droit de demander un vote au scrutin secret.

**Art. 23.** L'assemblée générale délibérant aux conditions de quorum et de majorité prévus par la loi peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions sous réserve des limites prévues par la loi.

**Art. 24.** Le conseil d'administration respectivement le commissaire sont en droit de convoquer des assemblées ordinaires et extraordinaires.

Ils sont obligés de convoquer une assemblée générale chaque fois qu'un groupe d'actionnaires représentant au moins un cinquième du capital souscrit, le demandera par écrit, en indiquant l'ordre du jour.

Tout avis contenant convocation à l'assemblée générale doit contenir l'ordre du jour de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration peut déterminer la forme des mandats à employer et exiger qu'ils seront déposés dans le délai et au lieu qu'il indiquera.

**Art. 25.** Le président du conseil d'administration, ou en son absence, l'administrateur qui le remplace ou la personne désignée par l'assemblée, préside l'assemblée générale.

L'assemblée choisira parmi les assistants le secrétaire et un ou deux scrutateurs.

**Art. 26.** Les procès-verbaux de l'assemblée générale seront signés par les membres du bureau et par tout actionnaire qui le demande.

Toutefois, au cas où les délibérations de l'assemblée doivent être conformes, les copies et les extraits qui en seront délivrés pour être produits en justice ou ailleurs, doivent être signés par un administrateur.

#### **Année sociale - Bilan - Répartition des bénéfices**

**Art. 27.** L'année sociale commence le premier juillet de chaque année et se termine le trente juin de l'année suivante.

**Art. 28.** Chaque année à la clôture de l'exercice social, le conseil d'administration établit les comptes annuels dans les formes requises par la loi.

Au plus tard un mois avant l'assemblée générale annuelle, le conseil d'administration soumettra le bilan de la société et le compte de pertes et profits en même temps que son rapport, ainsi que tous autres documents qui pourront être requis par la loi, au commissaire qui, sur ce, établira son rapport.

Une quinzaine avant l'assemblée générale annuelle, le bilan, le compte de pertes et profits, le rapport de gestion, le rapport du commissaire ainsi que tous autres documents qui pourront être requis par la loi, seront déposés au siège social de la société, où les actionnaires pourront en prendre connaissance durant les heures de bureau normales.

**Art. 29.** L'excédent créditeur du compte de pertes et profits, après déduction des frais généraux, charges sociales, amortissements et provisions pour engagements passés ou futurs, déterminé par le conseil d'administration, constituera le bénéfice net de la société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital souscrit.

Le solde restant du bénéfice net sera à la disposition de l'assemblée générale.

Les dividendes, s'il y a lieu à leur distribution, seront distribués à l'époque et au lieu fixés par le conseil d'administration, endéans les limites fixées par l'assemblée générale.

En respectant les prescriptions légales des acomptes sur dividendes peuvent être autorisés par le conseil d'administration.

L'assemblée générale peut décider d'affecter des profits et des réserves distribuables au remboursement du capital sans réduire le capital social.

#### **Dissolution - Liquidation**

**Art. 30.** Elle pourra être dissoute par une décision de l'assemblée générale des actionnaires décidant à la même majorité que celle prévue pour les modifications de statuts.

**Art. 31.** Lors de la dissolution de la société, l'assemblée générale règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs et détermine leurs pouvoirs.

Sur l'actif net, provenant de la liquidation après apurement du passif, il sera prélevé la somme nécessaire pour rembourser le montant libéré des actions; quant au solde, il sera réparti également entre toutes les actions.

#### **Disposition générale**

**Art. 32.** Pour tous les points non réglés aux présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent à la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures.

### Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 30 juin 2006.

L'assemblée générale annuelle se réunira à Luxembourg, le dernier mardi du mois de décembre de chaque année à 14.00 heures, et pour la première fois en l'an 2006.

### Souscription

Les statuts de la société ayant été ainsi établis, les comparants déclarent souscrire à l'intégralité du capital social, comme suit:

1) la société SANPAOLO FIDUCIARIA S.p.A, prénommée .....	2.945
2) M. Gho Andrea, prénommé .....	155
Total: .....	3.100

Toutes ces actions ont été libérées intégralement par des versements en espèces, de sorte que la somme de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

### Déclaration - Evaluation - Frais

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié les conditions prévues par l'article vingt-six de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée ultérieurement et en constate expressément l'accomplissement.

Le montant, au moins approximatif, des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué approximativement à EUR 1.900,-.

### Assemblée Générale Extraordinaire

Les comparants préqualifiés, représentant la totalité du capital souscrit, et se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée est régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
2. Ont été appelés aux fonctions d'administrateurs:
  - Monsieur Davide Murari, né le 14 juin 1967 à Verona (I), employé privé, 12, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Président.
  - Monsieur Onelio Piccinelli, né le 4 novembre 1965 à Varese/ Italie, employé privé, 12, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Administrateur.
  - Monsieur Salvatore Desiderio, né le 29 octobre 1976 à Napoli (I), employé privé, 12, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Administrateur.
3. La durée du mandat des administrateurs prendra fin lors de l'assemblée générale à tenir en l'an 2006.
4. A été appelée aux fonctions de commissaire: M. Stefano de Meo, né à Somma Lombardo, le 1<sup>er</sup> janvier 1976, employé privé, L-1930 Luxembourg, 12, avenue de la Liberté.
5. La durée du mandat du commissaire prendra fin lors de l'assemblée générale à tenir en l'an 2006.
6. Le siège social de la société est fixé à Luxembourg, 9, rue Goethe.
7. L'assemblée autorise le conseil d'administration à déléguer les pouvoirs de la gestion journalière à un ou plusieurs de ses membres.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: D. Murari, J. Delvaux.

Enregistré à Luxembourg, le 30 août 2005, vol. 149S, fol. 72, case 12. – Reçu 310 euros.

Le Releveur (signé): Muller.

Pour copie conforme, délivrée sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 septembre 2005.

J. Delvaux.

(084884.3/208/272) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 septembre 2005.

### PARFINEX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 17, rue de la Chapelle.  
R. C. Luxembourg B 48.938.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 29 juillet 2005, réf. LSO-BG12206, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 août 2005.

Signature.

(070304.3/534/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

**COMECEI HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1142 Luxembourg, 7, rue Pierre d'Aspelt.  
R. C. Luxembourg B 22.467.

Le bilan abrégé au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 20 septembre 2005, réf. LSO-BI04163, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 septembre 2005.

Signature.

(083144.3/520/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 septembre 2005.

**GUGLER EUROPE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 57, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R. C. Luxembourg B 95.879.

L'an deux mille cinq, le vingt-six août.

Par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg-Ville.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de la société dénommée GUGLER EUROPE S.A., une société anonyme ayant son siège social à Luxembourg, 57, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, inscrite au R.C.S. Luxembourg sous la section B et le numéro 95.879,

constituée suivant acte reçu par le notaire Henri Beck d'Echternach, le 5 septembre 2003, publié au Mémorial C n° 1087 du 20 octobre 2003.

L'assemblée est présidée par M. Valery Lux, dirigeant de société, demeurant à Luxembourg, 2, place de France.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Mme Valérie Engel, dirigeante de société, demeurant à F-Besançon, 28B, rue de la Cassotte.

L'assemblée désigne comme scrutateurs M. Emanuel Levain, gestionnaire d'immeuble, demeurant à Luxembourg, 17, rue des Jardiniers, et M. Klaus Gugler, dirigeant de société, Sohlstrasse 63, D-67133 Maxdorf.

Les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée et le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer. Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les parties et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les parties et le notaire instrumentant.

Ensuite Monsieur le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que toutes les actions représentatives de l'intégralité du capital social, sont dûment représentées à la présente assemblée, qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer et décider valablement sur les différents points portés à l'ordre du jour.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. Changement de la date de clôture de l'exercice social pour la porter au 31 décembre au lieu du 31 août de chaque année, et modification subséquente de l'article 18 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

**Art. 18.** L'année sociale commence le premier jour du mois de janvier de chaque année et finit le dernier jour du mois de décembre de la même année.

2. Modification du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 14 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le 3<sup>e</sup> jeudi du mois de février à 18.00 heures, au siège social de la société ou à toute autre endroit à désigner dans les avis de convocation. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant.»

3. Dispositions transitoires:

A titre de dispositions transitoires, l'exercice social ayant commencé le 1<sup>er</sup> septembre 2004, se terminera le 31 août 2005, tandis que l'exercice devant commencer le 1<sup>er</sup> septembre 2005, se terminera le 31 décembre 2005,

et conformément aux dispositions de l'article 14 des statuts de la société, l'assemblée générale appelée à approuver les comptes annuels de l'exercice à clôturer le 31 août 2005, se tiendra le 1<sup>er</sup> jeudi du mois de décembre 2005,

tandis que l'assemblée générale appelée à approuver les comptes annuels de l'exercice à clôturer le 31 décembre 2005, se tiendra le 3<sup>e</sup> jeudi du mois de février 2006 à 18.00 heures.

4. Divers.

L'assemblée des actionnaires ayant approuvé les déclarations du président, et se considérant comme dûment constituée et convoquée, a délibéré et pris par vote séparé et unanime les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée décide de changer la date de clôture de l'exercice social pour la porter au 31 décembre au lieu du 31 août de chaque année,

et modifie en conséquence l'article 18 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

**Art. 18.** L'année sociale commence le premier jour du mois de janvier de chaque année et finit le dernier jour du mois de décembre de la même année.

*Deuxième résolution*

L'assemblée décide de changer le 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 14 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le 3<sup>e</sup> jeudi du mois de février à 18.00 heures, au siège social de la société ou à toute autre endroit à désigner dans les avis de convocation. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant.»

*Troisième résolution*

L'assemblée décide, à titre de dispositions transitoires, que l'exercice social ayant commencé le 1<sup>er</sup> septembre 2004, se terminera le 31 août 2005,

tandis que l'exercice devant commencer le 1<sup>er</sup> septembre 2005, se terminera le 31 décembre 2005,

et conformément aux dispositions de l'article 14 des statuts de la société, l'assemblée générale appelée à approuver les comptes annuels de l'exercice à clôturer le 31 août 2005, se tiendra le 1<sup>er</sup> jeudi du mois de décembre 2005,

tandis que l'assemblée générale appelée à approuver les comptes annuels de l'exercice à clôturer le 31 décembre 2005, se tiendra le 3<sup>e</sup> jeudi du mois de février 2006 à 18.00 heures.

*Evaluation des frais*

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges qui pourraient incomber à la société ou être mis à sa charge, suite au présent acte, est estimé approximativement à EUR 900,-.

*Clôture*

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, plus personne ne demandant la parole, le Président prononce la clôture d'assemblée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation données aux comparants, connu du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: V. Lux, V. Engel, E. Levain, K. Gugler, J. Delvaux.

Enregistré à Luxembourg, le 30 août 2005, vol. 149S, fol. 73, case 1. — Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé):* Muller.

Pour copie conforme, délivrée sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 septembre 2005.

J. Delvaux.

(084894.3/208/82) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 septembre 2005.

**GUGLER EUROPE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 57, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R. C. Luxembourg B 95.879.

—  
Statuts coordonnés suite à une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 26 août 2005, actée sous le n° 519 par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J. Delvaux.

(084896.3/208/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 septembre 2005.

**BUDAPEST REAL ESTATE INVESTORS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Registered office: L-2535 Luxembourg, 8, boulevard Emmanuel Servais.

R. C. Luxembourg B 110.696.

**STATUTES**

In the year two thousand and five, on the thirteenth of September.

Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Mersch, Grand Duchy of Luxembourg.

Appeared:

ORCO PROPERTY GROUP S.A., société anonyme, with its registered office at L-2535 Luxembourg, 8, boulevard Emmanuel Servais,

represented by Mr Luc Leroi, employee, with professional address in Luxembourg, 8, boulevard Emmanuel Servais, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, signed ne varietur by the proxy holder of the person appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company.



## I. Purpose - Duration - Name - Registered office

**Art. 1. Name.** There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name BUDAPEST REAL ESTATE INVESTORS, S.à r.l. (hereafter the Company), which will be governed by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Law), as well as by these articles of association.

**Art. 2. Object.** The object of the Company is the taking of participating interests, in whatsoever form in other, either Luxembourg or foreign, companies and the management, control and development of such participating interests.

The Company may, in particular, acquire all types of transferable securities, either by way of contribution, subscription, option, purchase or otherwise, as well as realize them by sale, transfer, exchange or otherwise.

The Company may borrow and grant any assistance, loan, advance or guarantee to companies in which it has a participation or in which it has a direct or indirect interest.

**Art. 3. Duration.** The Company is incorporated for an unlimited period.

**Art. 4. Registered office.** The registered office of the Company is established in Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of a general meeting of its members. Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the manager or the board of managers. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

## II. Share capital - Shares - Transfers

### Art. 5. Capital

5.1 The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) divided into two hundred and fifty (250) class A shares (the A Shares) held by the A member (the A Member) and two hundred and fifty (250) class B shares (the B Shares) held by the B member (the B Member). The A Shares and the B Shares have a par value of twenty-five Euro (EUR 25) each and shall carry the respective voting rights, dividend rights and rights to appoint and remove managers and be subject to the restrictions on transfer hereinafter provided, but in all other respects shall be identical and rank *pari passu*.

5.2 The share capital may be modified at any time by approval of a majority of members representing at least three quarters of the share capital. The existing members shall have a preferential subscription right in proportion to the number of shares held by each of them in case of a contribution in cash.

### Art. 6. Shares

6.1 Each share entitles its holder to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

6.2 The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners of shares shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

### Art. 7. Share transfer restrictions

7.1 Safe as otherwise provided for in this article 7., no member shall, without the prior written consent of the other member, transfer any of its shares except as expressly provided for in this article. Any transfer of the shares in violation of this article 7. shall be null and void.

7.2 The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a deed under private seal. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company in pursuance of article 1690 of the Civil Code.

7.3 Any of the members (the Transferor) may transfer all, but not less than all, of the shares that it holds to an individual or legal entity, including any company, partnership, association or other business entity (the Person) that directly or indirectly, from time to time (i) owns 100% of the Transferor, (ii) is owned 100% by the Transferor or (iii) is owned 100% by a Person or an entity described in clause (i) above (the Permitted Transferee), provided that, prior to any such transfer, such Permitted Transferee agrees in writing to be bound and obligated by any agreement that the Transferor may have entered into on the same terms as the Transferor and that, should it be proposed at any time that it may cease to be a Permitted Transferee of the Transferor, it will, prior to so ceasing, transfer all shares registered in its name either to the original Transferor or a Permitted Transferee of the original Transferor. Notwithstanding any transfer or subsequent transfers, unless the other member agrees otherwise, the Transferor shall remain liable for any breach of any agreement to which it is party by its Permitted Transferee. The Transferor shall notify the other member of its intention to transfer its shares to any Permitted Transferee at least thirty (30) days in advance.

7.4 If at any time a member desires to sell its shares to an unaffiliated third party (the Initiating Member), it shall extend to the other member (the Non-Initiating Member) an offer to either (a) purchase all, but not less than all of the Initiating Member's shares for a cash price specified by the Initiating Member, or (b) allow the Initiating Member to seek a buyer for all of the Initiating Member's shares for the same sale price as specified in this paragraph (a) for a period of one hundred and twenty (120) days. The Non-Initiating Member shall be obliged to elect either alternative (a) or (b).

7.5 If the Non-Initiating Member has elected alternative (b), the Initiating Member shall be entitled to sell its shares to a third party if (i) it demonstrates to the Non-Initiating Member a firm bona fide commitment of the third party to purchase its shares at the sale price specified in the Initiating Member's offer to the Non-Initiating Member, and (ii) prior to any transfer, the third party agrees in writing to be bound and obligated by any agreement to which the Non-Initiating Member is a party on the same terms as the Initiating Member.

## III. Management - Representation

### Art. 8. Board of Managers

8.1 The Company is managed by one or several managers (the Board of Managers), who do not need to be members.

8.2 The Board of Managers of the Company shall consist of four (4) managers (the Managers), two (2) of whom shall be designated for appointment by the B Member (the Managers B) and two (2) of whom shall be designated for appoint-

ment by the A Member (the Managers A). The A Member shall initially nominate a Chairman and the B Member shall initially nominate a Vice-Chairman, in each case from among its nominated Managers. The right to appoint a Chairman and Vice-Chairman shall rotate between the members each year.

8.3 Notwithstanding paragraph 8.2, immediately from the date (and for so long as) one member becomes the owner or controls at least 75% of the shares of the Company (the Super-Majority Member), such Super-Majority Member shall be entitled to designate three (3) Managers for appointment to the Board of Managers and one (1) Manager shall be designated for appointment by the other member. The Chairman of the Board of Managers shall be selected from among the Managers appointed by the Super-Majority Member. The Vice-Chairman of the Board of Managers shall be the Manager appointed by the other member. The members shall procure that a general meeting of the Company is held as soon as practicable after the date one member becomes the Super-Majority Member and each member shall further procure that the Company effects such appointments as contemplated by this paragraph.

8.4 Unless the Company has a Super-Majority Member, decisions may be taken at any meeting of the Board of Managers of the Company only if at least one Manager B and at least one Manager A are present thereat. Each member shall use all reasonable efforts to procure that at least one Manager nominated by it shall participate in each meeting of the Board of Managers.

8.5 From the date of and for so long as three (3) Managers of the Board of Managers, nominated by the Super-Majority Member, have been duly appointed by the general meeting, a majority of the total number of Managers shall constitute a quorum.

8.6 The Board of Managers shall meet not less than three (3) times per year in Luxembourg.

8.7 Meetings of the Board of Managers are convened by the Chairman or by any other two Managers.

8.8 The Chairman will preside at all meetings of the Board of Managers. In his absence, the Board of Managers will appoint another person as chairman pro tempore by vote of the majority in number present in person or by proxy at such meeting.

8.9 Written notice of any meeting of the Board of Managers shall be given to all Managers at least forty eight (48) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers. No such convening notice is required if all the Managers are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing by each Manager. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a resolution previously adopted by the Board of Managers.

8.10 Subject to applicable law and the terms of any agreement between the members, all decisions of the Board of Managers shall be adopted by the affirmative vote of a majority of the Managers that are present and are entitled to vote at a duly convened meeting of such Board of Managers, subject to any quorum requirements, as applicable in accordance with article 8 and, provided that any such majority of the Managers consists of at least one Manager B and one Manager A. The Chairman of the Board of Managers shall not have a casting vote, in the event of a tied vote.

8.11 Each notice of meeting as described above shall:

- (i) specify a reasonably detailed agenda;
- (ii) be accompanied by any relevant papers; and
- (iii) be sent by courier or facsimile transmission.

8.12 Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing another Manager as his proxy. A Manager may represent more than one of his colleagues at a meeting of the Board of Managers.

8.13 Any Manager may participate in any meeting of the Board of Managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

**Art. 9. Representation.** The Company shall be bound only by the joint signature of at least one Manager A and at least one Manager B, acting jointly, provided that from and for so long as there is a Super-Majority Member, the Company shall be bound by the signatures of any two Managers, acting jointly.

**Art. 10. Removal; Reappointment of Managers.** Any Manager of the Company shall be removable ad nutum. In addition, each member shall have the right, in its sole discretion, to request the general meeting of the Company to remove any Manager designated for appointment by it at any time. In the event of a vacancy in the office of a Manager for any reason (including removal pursuant to the preceding sentence), the vacancy shall be filled, as promptly as practical, by the general meeting of the Company in accordance with the designation by the member that designated the Manager in question for appointment. The members shall each take all necessary steps, including voting their shares at the general meeting of the Company, to cause any such replacement Manager to be elected to the Board of Managers as promptly as practical.

**Art. 11. Fundamental decisions.** The Company cannot, without prior written approval of the general meeting by members holding at least 75% of the shares of the Company:

- (a) amend, modify or supplement any statutes or any other of its organizational documents;
- (b) be liquidated, dissolved or wound-up;
- (c) merge, consolidate, be transformed or divided;
- (d) change or agree to change the share capital (whether by consolidating, subdividing, purchasing, redeeming, cancelling, allotting or issuing any shares), or grant any option over, or issue any instrument carrying rights of conversion into, its shares of capital stock or equity;

(e) unless agreed by the members in the annual business plan and budget, dispose of or part with control of, or create any encumbrance on, all or any material part of its business, property or assets, in each case, whether by a single transaction or series of related transactions, or acquire any business, property or assets, in each case with a fair market value of two hundred and fifty thousand Euro (EUR 250,000) or more;

(f) unless agreed by the members in the annual business plan and budget, enter into, modify or terminate any contract that involves or will involve aggregate obligations or potential obligations on the part of the Company in excess of two hundred and fifty thousand Euro (EUR 250,000);

(g) give any guarantee or indemnity, other than in the normal course of business in relation to the supply of goods or services;

(h) create any borrowings or other indebtedness in the nature of borrowings, or effect any refinancing thereof;

(i) acquire, dispose of or incorporate any subsidiary or acquire or dispose of shares, equity interests or loan stock in any company or enter into any joint venture, membership or consortium arrangement, or dilute an ownership in any subsidiary;

(j) declare any dividend or make any other distribution in respect of its share capital or equity, whether in cash or otherwise;

(k) adopt, materially amend or materially deviate from any development plan, operating budget, sales and leasing plan (including unit sales prices (which shall be denominated in Czech crowns), unit mix, form of sales contracts, and payment terms), or marketing plan;

(l) approve, materially amend or materially deviate from plans and specifications agreed by the members that would materially affect the performance of the members' investment in, or the members' objectives for the Company;

(m) commence any new business not being reasonably ancillary or incidental members' objectives for the Company;

(n) create or permit any encumbrance on any of its properties, assets or shares, except as security for third party financing of the Company for the acquisition, planning, development, construction and leasing of a major property development project of the Company;

(o) select or replace its auditors (if any);

(p) enter into, modify or terminate any contract that (i) involves or will involve obligations or potential obligations that, because of their nature or significance, are or will be unusual or extraordinary for companies engaging in property development activities; (ii) is or will be otherwise than at arms' length and on the best terms reasonably obtainable; or (iii) involves any member or any affiliate of any member; or

(q) determine to pay any compensation by the Company to its Managers, Executives or other officers.

#### IV. General meeting of the members

**Art. 12. Procedure.** Safe as otherwise provided for in these articles of association, all decisions of the general meeting of the Company shall be adopted by the affirmative vote of members holding shares representing a majority in interest of the shares held by the members that are duly represented and are entitled to vote at a duly convened general meeting of the Company, provided that each A Share and each B Share shall count as one vote.

#### V. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

**Art. 13. Financial year.** The Company's year commences on the first day of January of each year and ends on the last day of December of the same year.

#### Art. 14. Annual accounts

14.1 Each year on the last day of December, the accounts are closed and the Managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each member may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

14.2 Without prejudice to its obligations to draw up and submit to the members annual financial statements and, as the case may be, consolidated accounts in accordance with Luxembourg law, the Company shall provide to the members, (a) within ten (10) days after their preparation (but in no event later than 15 days after the end of the applicable calendar quarter), an unaudited consolidated balance sheet, income statement, statement of cash flows and statement of members' equity for the Company for such calendar quarter; and (b) within ten (10) days after their preparation (but in no event later than 90 days after the end of the financial year of the Company), a consolidated balance sheet, income statement, statement of cash flows and statement of members' equity for the Company for such financial year audited by the Companies' auditors. All financial statements delivered shall be (i) prepared in accordance with US GAAP and Local Accounting Standards (and, for the fiscal year ending December 31, 2005, generally accepted accounting principles in France) and (ii) in reasonable detail in order to keep the members advised of the Companies' financial status (although quarterly statements need not include footnotes and may be subject to year-end adjustments).

#### Art. 15. Distribution of profits

15.1 Five per cent (5%) of the net profit are set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the members. The Board of Managers is authorized to distribute interim dividends in case the funds available for distribution are sufficient. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

1. Interim accounts are established and signed by all the Board of Managers;
2. These accounts show a profit including profits carried forward or transferred to an extraordinary reserve;
3. The decision to pay interim dividends is taken by the general meeting;
4. The payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

15.2 To the extent that the members shall determine, pursuant to this article, that the Company shall have excess cash (after giving effect to any amounts reasonably determined by the members to be required for reserves or expenditures, in each case as set forth in an operating budget approved by the members), the Company shall apply such excess cash as follows:

- (a) First, to pay all applicable external financing and any other third party debts;
- (b) Second, on an equal basis to the members until each shareholder has received an amount equal to a minimum of 17.5% internal rate of return (IRR);
- (c) Third, 60% payable to the holder of A Shares and 40% payable to the holder of B Shares until each members has received an amount equal to an IRR between 17.6% and 25%;
- (d) Fourth, 70% payable to the holder of A Shares and 30% payable to the holder of B Shares until each member has received an amount equal to a minimum of 25,1% IRR.

## VI. Dissolution - Liquidation

### Art. 16. Dissolution

16.1 In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be members, and which are appointed by the general meeting of members which will determine their powers and fees. The liquidators shall have the most extensive powers for the realization of the assets and payment of the liabilities.

16.2 The surplus, after payment of the liabilities, shall be distributed among the members proportionally to the shares of the Company held by them.

### Art. 17. General provisions

17.1 All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the Law.

17.2 The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the members will not cause the dissolution of the Company.

17.3 Neither creditors, nor assigns, nor heirs may for any reason affix seals on assets or documents of the Company.

#### *Transitory provisions*

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the corporation and shall terminate on the thirty-first of December 2006.

#### *Subscription - Payment*

All the five hundred (500) shares representing the entire capital are entirely subscribed as follows:

ORCO PROPERTY GROUP S.A., prenamed

Two hundred and fifty class A shares ..... 250 A

Two hundred and fifty class B shares ..... 250 B

All the shares are fully paid up in cash, therefore the amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) is as now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.

#### *Estimate of costs*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about EUR 2,000.-.

#### *General meeting*

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1) Are appointed as managers for an undetermined period:

Managers A:

- Mr Jean-François Ott, born at Compiègne, on February 26, 1965, residing at F-75116 Neuilly sur Seine, France, 120, boulevard Maurice Barrès,

- Mr Luc Leroi, born at Rocourt, on October 26, 1965, residing at L-1621 Luxembourg, 28, rue des Genêts.

Managers B:

- Mr Arnaud Bricout, born at Nancy, on January 4, 1964, residing at F-92420 Vaucresson, 18, avenue de Villepreux, France,

- Mr Nicolas Tommasini, bom at Berlaimont, on October 11, 1971, residing at H-1068 Budapest, 8, Varosligeti.

2) The Company shall have its registered office at L-2535 Luxembourg, 8, boulevard Emmanuel Servais.

#### *Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille cinq, le treize septembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

ORCO PROPERTY GROUP S.A., société anonyme, ayant son siège social à L-2535 Luxembourg, 8, boulevard Emmanuel Servais,

représentée par Monsieur Luc Leroi, employé privé, avec adresse professionnelle à Luxembourg, 8, boulevard Emmanuel Servais, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signées ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

### **I<sup>er</sup>. Objet social - Durée - Dénomination - Siège social**

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination BUDAPEST REAL ESTATE INVESTORS, S.à r.l. (la Société), qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) et par les présents statuts.

**Art. 2. Objet social.** La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, tant dans des sociétés ou entreprises luxembourgeoises qu'étrangères, et la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société pourra, en particulier, acquérir par participation, souscription, option, achat ou de toute autre manière tous genres de valeurs et instruments financiers, ainsi que les réaliser par vente, cession, échange ou de toute autre manière.

La Société peut emprunter ou accorder toute assistance, prêt, avance ou garantie à des sociétés dans lesquelles elle détient une participation ou dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect.

**Art. 3. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4. Siège social.** Le siège social de la Société est établi à Luxembourg. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'assemblée générale des associés. Il peut être transféré dans les limites de la même commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance. Des succursales ou autres bureaux peuvent être établis tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

### **II. Capital - Parts sociales - Cessions**

#### **Art. 5. Capital**

5.1. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par deux cent cinquante (250) parts sociales de classe A (les Parts Sociales A) détenues par l'associé A (l'Associé A) et deux cent cinquante (250) parts sociales de classe B (les Parts Sociales B) détenues par l'associé B (l'Associé B). Les Parts Sociales A et les Parts Sociales B ont une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune et comportent leurs droits respectifs à savoir droits de vote, droits au dividende et droits de nommer et de révoquer des gérants, et sont soumises aux restrictions de cession prévues ci-après, mais sont identiques et prennent le même rang sous tous autres aspects.

5.2. Le capital social pourra être augmenté ou réduit à tout moment par approbation de la majorité des associés représentant au moins trois quarts du capital social. Les associés existants auront un droit de souscription préférentiel proportionnel au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans le cas d'un apport en numéraire.

#### **Art. 6. Parts sociales**

6.1. Chaque part sociale donne à son détenteur le droit à une voix lors des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

6.2. La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par part sociale. Les copropriétaires indivis de parts sociales doivent désigner une seule personne qui devra les représenter envers la Société.

#### **Art. 7. Limitations à la cession de parts sociales**

7.1. Sauf disposition contraire contenue dans le présent article 7., aucun associé ne pourra, sans le consentement écrit préalable de l'autre associé, céder aucune de ses parts sociales sauf dans les conditions prévues par le présent article. Toute cession de parts sociales en violation de cet article 7. sera nulle et sans effet.

7.2. La cession de parts sociales doit être constatée par acte notarié ou par acte sous seing privé. Une telle cession n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du Code civil.

7.3. Tout associé (le Cédant) pourra céder l'intégralité, mais pas moins que l'intégralité, des parts sociales qu'il détient à une personne physique ou morale, y compris toute société, partenariat, association ou autre entreprise (la Personne) qui directement ou indirectement, de temps à autre (i) possède 100% du Cédant, (ii) est possédée à 100% par le Cédant ou (iii) est possédée à 100% par une Personne ou une entité telle que décrite dans la clause (i) ci-avant (l'Acquéreur Autorisé), sous condition que, préalablement à une telle cession, un tel Acquéreur Autorisé convient par écrit d'être lié et obligé par toute convention que le Cédant ait pu conclure, dans les mêmes termes que le Cédant, et que, s'il devait se présenter à un quelconque moment qu'il a cessé d'être un Acquéreur Autorisé par rapport au Cédant, il devra, préalablement à une telle disparition de qualité, céder toutes les parts sociales tenues en son nom soit au Cédant initial, soit tout un Acquéreur Autorisé par rapport au Cédant initial. Nonobstant toute cession ou toute cession subséquente, à moins que l'autre associé ne l'approuve autrement, le Cédant restera responsable de toute violation de toute convention à laquelle il serait partie par son Acquéreur Autorisé. Le Cédant devra notifier à l'autre associé son intention de transférer ses parts sociales à un quelconque Acquéreur Autorisé au moins trente (30) jours à l'avance.

7.4. Si à un quelconque moment un associé entend vendre ses parts sociales à un tiers non affilié (l'Associé Initiateur), il devra soumettre à l'autre associé (l'Associé Non-initiateur) une offre soit (a) d'acquérir l'intégralité, mais pas moins



que l'intégralité des parts sociales de l'Associé Initiateur pour un prix en numéraire déterminé par l'Associé Initiateur, ou (b) permettre à l'Associé Initiateur de chercher un acquéreur pour l'intégralité des parts sociales de l'Associé Initiateur pour le même prix de vente que celui spécifié au paragraphe (a) ci-dessus pour une période de temps de cent vingt (120) jours. L'Associé Non-Initiateur est forcé de choisir soit l'option (a) ou (b).

7.5. Si l'Associé Non-Initiateur a choisi l'option (b), l'Associé Initiateur sera en droit de vendre ses parts sociales à un tiers (i) s'il présente à l'Associé Non-Initiateur un engagement ferme et de bonne foi d'un tiers d'acquiescer ses parts sociales au prix de vente spécifié dans l'offre de l'Associé Initiateur soumise à l'Associé Non-Initiateur, et (ii) si préalablement à toute cession, le tiers accepte par écrit d'être lié et obligé par une convention à laquelle l'Associé Initiateur serait partie dans les mêmes termes que l'Associé Initiateur.

### III. Gestion - Représentation

#### Art. 8. Conseil de gérance

8.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants (le Conseil de Gérance), lesquels n'ont pas besoin d'être associés.

8.2. Le Conseil de Gérance est composé de quatre (4) gérants (les Gérants) dont deux (2) sont désignés pour nomination par l'Associé B (les Gérants B) et deux (2) désignés pour nomination par l'Associé A (les Gérants A). Initialement l'Associé A nommera un Président et l'Associé B un Vice-Président, parmi les Gérants respectivement présentés par eux. Le droit de nommer un Président et un Vice-Président va à tour de rôle passer chaque année à l'autre associé.

8.3. Nonobstant le paragraphe 8.2, immédiatement dès la date (et aussi longtemps que) où un associé devient propriétaire ou contrôle au moins 75% des parts sociales de la Société (l'Associé Super-Majoritaire), cet Associé Super-Majoritaire aura le droit de désigner trois (3) Gérants pour nomination au Conseil de Gérance et un (1) Gérant sera désigné pour nomination par l'autre associé. Le Président du Conseil de Gérance sera choisi parmi les Gérants présentés par l'Associé Super-Majoritaire. Le Vice-Président du Conseil de Gérance sera le Gérant présenté par l'autre associé. Les associés assureront qu'une assemblée générale de la Société sera tenue dès que possible après la date à laquelle un associé devient l'Associé Super-Majoritaire et chaque associé assurera par ailleurs que la Société opérera les nominations tels qu'envisagés par le présent paragraphe.

8.4. A moins que le Société n'ait un Associé Super-Majoritaire, les décisions pourront être prises à toute réunion du Conseil de Gérance de la Société si au moins un Gérant B et au moins un Gérant A y sont présents. Chaque associé devra utiliser tous moyens raisonnables pour s'assurer qu'au moins un Gérant désigné par lui participera à chaque réunion du Conseil de Gérance.

8.5. Depuis la date où et aussi longtemps que trois (3) Gérants du Conseil de Gérance, désignés par l'Associé Super-Majoritaire, ont été dûment nommés par l'assemblée générale, une majorité du nombre total de Gérants constituera le quorum.

8.6. Le Conseil de Gérance se réunira pas moins que trois (3) fois par an au Luxembourg.

8.7. Les réunions du Conseil de Gérance sont convoquées par le Président ou par chacun des deux autres Gérants.

8.8. Le Président présidera à toutes les réunions du Conseil de Gérance. En son absence, le Conseil de Gérance nommera une autre personne comme Président pro tempore par un vote à la majorité en nombre des Gérants présents en personne ou représentés par procuration à cette réunion.

8.9. Il sera donné à tous les Gérants un avis écrit de toute réunion du Conseil de Gérance au moins quarante-huit (48) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation de la réunion du Conseil de Gérance. Aucun avis de convocation n'est requis si tous les Gérants sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord écrit de chaque Gérant de la Société. Aucun avis de convocation n'est requis pour des réunions tenues à des heures et lieux spécifiés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil de Gérance.

8.10. Sous la réserve de la loi applicable et les termes d'une convention entre associés, toutes les décisions du Conseil de Gérance sont prises valablement à la majorité des voix favorables des Gérants présents et autorisés à voter à une réunion dûment convoquée d'un tel Conseil de Gérance, sous réserve de toute condition de quorum, tel qu'applicable conformément à l'article 8 et, pourvu qu'une telle majorité de Gérants consiste en au moins un Gérant B et un Gérant A. Le Président du Conseil de Gérance n'aura pas de voix prépondérante en cas d'égalité de voix.

8.11. Tout avis d'une réunion telle que décrite ci-dessus devra:

- (i) indiquer un ordre du jour raisonnablement détaillé;
- (ii) comporter en annexe tous documents pertinents; et
- (iii) être envoyé par courrier ou télécopie.

8.12. Tout Gérant pourra se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par écrit un autre Gérant comme son mandataire. Un Gérant peut représenter plus d'un de ses collègues à une réunion du Conseil de Gérance.

8.13. Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil de Gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à une réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à cette réunion.

**Art. 9. Représentation.** La Société sera uniquement engagée par la signature conjointe d'au moins un Gérant A et d'au moins un Gérant B, agissant en nom collectif, sauf que et aussi longtemps qu'il y a un Associé Super-Majoritaire, la Société sera engagée par les signatures de deux Gérants quelconques, agissant en nom collectif.

**Art. 10. Révocation et nouvelle nomination de Gérants.** Tout Gérant de la Société est révocable ad nutum. En plus, chaque associé aura à tout moment le droit discrétionnaire de requérir l'assemblée générale de la Société de révoquer tout Gérant par lui désigné pour élection. En cas de vacance de poste de Gérant pour toute raison quelconque

(y compris la révocation conformément à la phrase qui précède), le poste vacant sera occupé, aussitôt que possible, par l'assemblée générale de la Société en accord avec la désignation par l'associé qui a désigné pour élection le Gérant en question. Les associés prendront chacun toutes mesures nécessaires, y compris le vote à l'assemblée générale de la Société, afin d'assurer aussitôt que possible l'élection d'un tel Gérant de substitution au Conseil de Gérance.

**Art. 11. Décisions fondamentales.** Les décisions suivantes requièrent toujours l'approbation écrite et préalable de l'assemblée générale des membres détenant au moins 75% des parts sociales de la Société:

- (a) modifier ou compléter les statuts ou tout autre document concernant l'organisation de la Société;
- (b) liquider ou dissoudre la Société;
- (c) fusionner, transformer ou diviser la Société;
- (d) modifier ou autoriser la modification du capital social de la Société (que cela soit par la réunion, la subdivision, l'achat, le rachat, l'annulation, la répartition ou l'émission de tous types d'actions), ou accorder toute option ou émettre tout instrument comportant un droit de conversion sur toute part sociale ou participation de la Société;
- (e) sauf prévision par les associés dans le programme de financement et de gestion de l'entreprise et le budget annuels, permettre à la société de disposer de ou diviser avec contrôle de, ou créer toute sûreté sur, ou toute part matérielle de ces affaires, propriété ou avoirs, dans chacun des cas, que cela soit par une transaction unique ou par une série de transactions liées entre elles, ou acquérir toute entreprise, propriété ou bien, dans chacun des cas qui a une valeur marchande raisonnable de deux cent cinquante mille euros (EUR 250.000,-) ou plus;
- (f) sauf prévision par les associés dans le programme de financement et de gestion de l'entreprise et le budget annuels, permettre à la Société d'entrer dans, de modifier ou de terminer tout contrat qui implique ou impliquera des obligations supplémentaires ou potentielles de la part de la société d'un montant supérieur à deux cent cinquante mille euros (EUR 250.000,-);
- (g) permettre à la Société de donner toute garantie ou indemnité, autre que celles d'usage dans le cadre des affaires de fourniture de biens ou de services;
- (h) permettre à la Société de contracter tout emprunt ou toute autre forme d'emprunt ou d'affecter son mode de financement;
- (i) permettre à la Société d'acquérir, de disposer de ou de créer toute filiale ou acquérir ou disposer des actions, actions participations ou prêt de titres dans toute société ou d'entrer dans toute joint venture, partenariat ou consortium, ou diluer sa participation dans une filiale;
- (j) permettre à la Société de déclarer tout dividende ou faire toute offre de distribution en rapport avec son capital social ou participation, que cela soit en numéraire ou autrement;
- (k) permettre à la Société d'adopter, modifier ou dévier substantiellement de tout Plan de Développement, Budget d'Opérations, Plan de Vente et de Location (comprenant les prix de vente unitaires (qui seront exprimés en couronnes tchèques), type varié d'unités, forme de contrats de vente, et termes de paiement), ou Plan Marketing;
- (l) approuver, modifier ou s'écarter substantiellement des plans et spécifications convenus par les associés susceptibles d'affecter substantiellement le rendement de l'investissement fait par les associés dans ou les objectifs de ces derniers par rapport à la Société;
- (m) permettre à la Société de commencer tout nouveau domaine d'activités n'étant pas raisonnablement auxiliaire ou accessoire aux objectifs des associés pour la Société;
- (n) permettre à la Société de créer ou permettre la création de sûretés sur toute propriété, biens ou actions, excepté comme sûreté pour le financement de la Société par une tierce partie pour l'acquisition, la planification, le développement de projets de la Société;
- (o) permettre à la Société de choisir ou remplacer ses auditeurs (s'il y en a);
- (p) permettre à la Société d'entrer dans, modifier ou terminer tout contrat qui (i) implique ou impliquera des obligations certaines ou potentielles qui, de part leur nature ou signification, sont ou seront réputées inhabituelles ou extraordinaires pour des sociétés engagées dans des activités de développement immobilier; (ii) est ou sera autrement qu'au prix du marché et dans les meilleurs termes raisonnablement à obtenir; ou (iii) implique tout associé ou affilié d'associé; ou
- (q) déterminer le paiement de toute compensation par la Société à ses Gérants, Cadres, ou autres représentants.

#### IV. Assemblée générale des associés

**Art. 12. Procédure.** Sauf disposition contraire contenue dans les présents statuts, toutes les décisions de l'assemblée générale des associés de la Société seront adoptées par le vote favorable des associés détenant les parts sociales représentant une majorité des parts sociales détenues par les associés dûment représentés et en droit de voter à une assemblée générale de la Société dûment convoquée, à condition que chaque part sociale A et chaque part sociale B aient chacune une seule voix.

#### V. Exercice social - Comptes annuels - Affectation des bénéfices

**Art. 13. Exercice social.** L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année.

##### Art. 14. Comptes annuels

14.1. Chaque année au dernier jour du mois de décembre, les comptes sont arrêtés et les Gérants préparent un bilan avec l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Chaque associé peut prendre connaissance du bilan et du compte des pertes et profits au siège social de la Société.

14.2. Sans préjudice de son obligation de préparer et de soumettre aux associés un état financier annuel et, le cas échéant, des comptes consolidés en accord avec les lois du Grand-Duché de Luxembourg, la Société devra fournir aux associés, (a) endéans les dix (10) jours après leur préparation (mais en aucun cas plus tard que 15 jours après la fin du

trimestre en cause), un version non révisée du bilan, un état des revenus, un état des liquidités disponibles, et un relevé de la participation des associés dans la Société pour un tel trimestre; (b) endéans les dix (10) jours après leurs préparations (mais en aucun cas après 90 jours après la fin de l'année comptable de la Société), une version consolidée du bilan, un état des revenus, un état des liquidités et un relevé de la participation des associés dans la Société pour une telle année comptable révisée par l'expert comptable de la Société. Tout état financier délivré devra être (i) préparé selon normes comptables US GAAP et les principes comptables locaux (et pour l'année fiscale finissant le 31 décembre 2004, les principes comptables généralement acceptés en France) et (ii) suffisamment détaillés pour permettre aux associés d'être informés de l'état financier de la Société (bien que les publications trimestrielles n'aient pas à inclure des notes de bas de page et puissent être sujettes à des ajustements de fin d'année).

#### **Art. 15. Affectation des bénéfices**

15.1. Cinq pour cent (5%) des profits nets sont mis en réserve pour la constitution de la réserve statutaire jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde pourra être librement utilisé par les associés. Le Conseil de Gérance est autorisé à distribuer des acomptes sur dividendes dans le cas où les fonds disponibles pour la distribution sont suffisants. Les acomptes sur dividendes pourront être distribués, à tout moment, sous les conditions suivantes:

1. Les acomptes sur dividendes sont établis et signés par le Conseil de Gérance;
2. Ces acomptes montrent un profit incluant les profits reportés ou transférés à une réserve extraordinaire;
3. La décision de verser un acompte sur dividende est prise par l'assemblée générale;
4. Le paiement est effectué une fois que la Société a obtenu l'assurance que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés.

15.2. Dans une mesure que les associés détermineront, conformément au présent article, si la Société a un excédent de liquidités (après avoir donné effet à tout montant raisonnablement déterminé par les associés requis pour les réserves ou dépenses, dans chaque cas présenté dans un budget d'opérations approuvé par les Associés), la Société pourra affecter tel excédent de liquidité comme suit:

- (a) Premièrement, pour payer tout financement externe et toutes autres dettes de parties tierces;
- (b) Deuxièmement, d'une manière égalitaire aux associés jusqu'à ce que chaque associé ait reçu un montant correspondant à un taux de rendement interne (TRI) égal à au moins 17.5%;
- (c) Troisièmement, 60% au détenteur de Parts Sociales A et 40% au détenteur de Parts Sociales B jusqu'à ce que chaque associé ait reçu un montant égal à un TRI compris entre 17,6% et 25%;
- (d) Quatrièmement, 70% au détenteur de Parts Sociales A et 30% au détenteur de Parts Sociales B jusqu'à ce que chaque associé ait reçu un montant égal à un TRI d'au moins 25,1%;

### **VI. Dissolution - Liquidation**

#### **Art. 16. Dissolution**

16.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus qui leur sont confiés par la loi applicable pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera distribué aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

#### **Art. 17. Dispositions générales**

17.1. Pour tous les points non expressément prévus aux présents statuts, il est fait référence aux dispositions de la Loi.

17.2. Le décès, la suspension des droits civils, la faillite ou l'insolvabilité d'un des associés ne peut entraîner la dissolution de la Société.

17.3. Ni les créanciers, ni les légataires ou héritiers ne pourront pour quelque raison que ce soit apposer leurs sceaux sur les biens ou les documents de la Société.

##### *1. Dispositions transitoires*

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le trente et décembre 2006.

##### *2. Souscription - Libération*

Les cinq cents (500) parts sociales représentant l'intégralité du capital social sont toutes souscrites comme suit:

ORCO PROPERTY GROUP S.A., prénommée:

deux cent cinquante parts sociales de classe A .....	250 A
deux cent cinquante parts sociales de classe B .....	250 B

Les parts ainsi souscrites sont intégralement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

##### *3. Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ EUR 2.000,-.

##### *4. Assemblée générale*

Immédiatement après la constitution de la Société, le comparant précité, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1) Sont nommés gérants pour une période indéterminée:

Gérants A:

Monsieur Jean-François Ott, né à Compiègne, le 26 février 1965, demeurant à F-75116 Neuilly sur Seine, France, 120, boulevard Maurice Barrès,

Monsieur Luc Leroi, né à Rocourt, le 26 octobre 1965, demeurant à L-1621 Luxembourg, 28, rue des Genêts.

Gérants B:

- Monsieur Arnaud Bricout, né à Nancy, le 4 janvier 1964, demeurant à F-92420 Vaucresson, 18, avenue de Villepreux, France,

- Monsieur Nicolas Tommasini, né à Berlaimont, le 11 octobre 1971, demeurant à H-1068 Budapest, 8, Varosligeti.

2) Le siège social de la Société est établi au L-2535 Luxembourg, 8, boulevard Emmanuel Servais.

#### 5. Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: L. Leroi, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 19 septembre 2005, vol. 433, fol. 8, case 1. – Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 23 septembre 2005.

H. Hellinckx.

(084908.3/242/543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 septembre 2005.

#### **SHINY S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8224 Kehlen, 4, rue de Kopstal.

R. C. Luxembourg B 89.010.

Le bilan rectifié au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 29 septembre 2005, réf. LSO-BH07180, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 juillet 2005.

SHINY S.A.

Signature

Le gérant

(083145.3/2741/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 septembre 2005.

#### **EGS INVEST S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-Rue.

R. C. Luxembourg B 89.214.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue en date du 7 septembre 2005, au siège de la société que:

#### *Première résolution*

L'assemblée générale a décidé à l'unanimité de révoquer rétroactivement Monsieur Roland Bingen de sa fonction de commissaire aux comptes de la société à compter de l'exercice 2004.

#### *Deuxième résolution*

L'assemblée générale a décidé à l'unanimité de nommer comme commissaire aux comptes:

- INDEPENDANT, S.à r.l., ayant son siège au 17, rue Beaumont à L-1219 Luxembourg, rétroactivement pour l'exercice 2004, en remplacement de Monsieur Roland Bingen, demeurant à L-3927 Mondercange, 90, Grand-Rue.

Le commissaire aux comptes nommé, INDEPENDANT, S.à r.l., achève le mandat de celui qu'il remplace, Monsieur Roland Bingen, précité.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 septembre 2005.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 21 septembre 2005, réf. LSO-BI04404. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(083321.3/000/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 septembre 2005.

**NET 1 HOLDINGS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Registered office: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 53.836.

—  
DISSOLUTION

In the year two thousand four, on the nineteenth of November.

Before Maître Joseph Elvinger, notary public residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Appeared:

Mr Harald Charbon, employee, professionally residing in Luxembourg,

«the proxy»,

acting as a special proxy of Mr Serge Belamant, Director, residing at 43 Carlisle Avenue, Hurlingham, 2196, Sandton, South Africa,

«the principal»,

by virtue of a proxy under private seal given which, after having been signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, will be registered with this minute.

The proxy declared and requested the notary to act:

I. That the «société à responsabilité limitée», NET 1 HOLDINGS, S.à r.l., a limited company having its registered office at Luxembourg, registered in the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg, section B number 53.836, has been incorporated by deed enacted on the 29th of January 1996, published in the Mémorial C number 202 of the 20 April 1996.

II. That the subscribed share capital of the company amounts currently to USD 8,000,000.-, represented by 16,000 shares having a par value of USD 500.- each, fully paid up.

III. That the principal declares to have full knowledge of the articles of association and the financial standings of NET 1 HOLDINGS, S.à r.l.

IV. That the principal acquired all shares of the predesignated company and that as a sole shareholder declares explicitly to proceed with the dissolution of the said company.

V. That the principal as liquidator of the Company, declares that the activity of the company has ceased, that the know liabilities of the said company have been paid or fully provided for, that the sole shareholder is vested with all the assets and hereby expressly declares that it will take over and assume liability for any known but unpaid and for any as yet unknown liabilities of the company before any payment to itself; consequently the liquidation of the Company is deemed to have been carried out and completed.

VI. That the principal fully discharges the managers for their mandate up to this date.

VII. That the records and documents of the company will be kept for a period of five years at 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document after having been read, the above mentioned proxy-holder signed with Us, the notary, the present original deed.

**Follows the translation in French of the foregoing deed, being understood that in case of discrepancy, the English text will prevail: / Suit la traduction en langue française du texte qui précède, étant entendu qu'en cas de divergence le texte anglais fait foi:**

L'an deux mille quatre, le dix-neuf novembre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

Monsieur Harald Charbon, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg,

«le mandataire»,

agissant en sa qualité de mandataire spécial de Monsieur Serge Belamant, directeur, demeurant au 43 Carlisle Avenue, Hurlingham, 2196, Sandton, Afrique du Sud,

«le mandant»,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle, après avoir été signée ne varietur par le mandataire comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lequel coniparant, agissant ès-dites qualités, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

I. Que la société à responsabilité limitée NET 1 HOLDINGS, S.à r.l., ayant son siège social à Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 53.836, a été constituée suivant acte reçu le 29 janvier 1996, publié au Mémorial C numéro 202 du 20 avril 1996.

II. Que le capital social de la société à responsabilité limitée NET 1 OPERATIONS, S.à r.l., prédésignée, s'élève actuellement à 8.000.000,- USD, représentés par 16.000 parts sociales de 500,- USD chacune, chacune intégralement libérée.

III. Que son mandant déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la susdite société NET 1 HOLDINGS, S.à r.l.

IV. Que son mandant est devenu propriétaire de toutes les parts sociales de la susdite société et qu'en tant qu'associé unique il déclare expressément procéder à la dissolution de la susdite société.



V. Que son mandant déclare que les dettes connues ont été payées et en outre qu'il prend à sa charge tous les actifs, passifs et engagements financiers de la société dissoute et que la liquidation de la société est achevée sans préjudice du fait qu'il répond personnellement de tous les engagements sociaux.

VI. Que décharge pleine et entière est accordée à tous les gérants de la société dissoute pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

VII. Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le mandataire prémentionné a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: H. Charbon, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 24 novembre 2004, vol. 22CS, fol. 72, case 6. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 décembre 2004.

J. Elvinger.

(089133.3/211/80) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

### **ADECCO LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 5, Zone d'activités industrielles Bourmicht.

R. C. Luxembourg B 34.858.

L'an deux mille cinq, le douze septembre.

Par-devant Maître Emile Schlessen, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme ADECCO LUXEMBOURG S.A., avec siège social à L-1616 Luxembourg, 26, place de la Gare, constituée sous la dénomination de ECCO TRAVAIL TEMPORAIRE LUXEMBOURG S.A., suivant acte reçu par le notaire Aloyse Biel, alors de résidence à Differdange, en date du 18 septembre 1990, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 81 du 21 février 1991, modifiée suivant acte reçu par le notaire Aloyse Biel, prénommé, en date du 12 mai 1993, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 353 du 4 août 1993, modifiée suivant acte reçu par le notaire Aloyse Biel, prénommé, en date du 31 décembre 1993, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 137 du 12 avril 1994, modifiée suivant acte reçu par le notaire Aloyse Biel, prénommé, en date du 31 mai 1995, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 443 du 9 septembre 1995, modifiée suivant acte reçu par le notaire Aloyse Biel, prénommé, en date du 27 septembre 1996, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 663 du 21 décembre 1996, modifiée suivant acte reçu par le notaire Aloyse Biel, prénommé, en date du 22 décembre 1995, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 141 du 21 mars 1996, modifiée en ADECCO LUXEMBOURG S.A., suivant acte reçu par le notaire Aloyse Biel, prénommé, en date du 8 janvier 1997, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 677 du 3 décembre 1997, modifiée suivant acte reçu par le notaire Jean-Joseph Wagner, alors de résidence à Sanem, agissant en remplacement du notaire empêché Maître Aloyse Biel, prénommé, en date du 14 juillet 1998, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 765 du 22 octobre 1998, modifiée suivant acte reçu par le notaire Aloyse Biel, prénommé, en date du 31 décembre 1997, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 283 du 27 avril 1998, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 34.858.

L'assemblée est présidée par Madame Marie-Pierre Hommez, employée, demeurant à Bivange,

qui désigne comme secrétaire Mademoiselle Blazenka Bartolovic, employée privée, demeurant à Nospelt.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Stéphane Guldner, employé, demeurant à F-Verny.

Le bureau ayant été constitué, le Président expose et l'assemblée constate:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence, signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III.- Que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Transfert du siège social à L-8070 Bertrange, 5, Zone d'activités industrielles Bourmicht, et modification subséquente de la première phrase du deuxième alinéa de l'article premier des statuts.

Après délibération, l'assemblée prend à l'unanimité des voix la résolution suivante:

#### *Résolution*

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de la société à L-8070 Bertrange, 5, Zone d'activités industrielles Bourmicht, et de modifier, par conséquent, la première phrase du deuxième alinéa de l'article premier des statuts, pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 1<sup>er</sup>. Deuxième alinéa, première phrase.** Le siège social est établi à Bertrange.»

Plus rien ne se trouvant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, les membres du bureau ont signé le présent procès-verbal avec le notaire.

Signé: M.-P. Hommez, B. Bartolovic, S. Guldner, E. Schlessner.

Enregistré à Luxembourg, le 15 septembre 2005, vol. 25CS, fol. 61, case 7. – Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): Tholl.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 septembre 2005.

E. Schlessner.

(084953.3/227/58) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 septembre 2005.

**ADECCO LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 5, Zone d'activités industrielles Bourmicht.

R. C. Luxembourg B 34.858.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 septembre 2005.

E. Schlessner.

(084954.3/227/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 septembre 2005.

**MOON LUX 2, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Share Capital: EUR 851,300.-.**

Registered office: Luxembourg, 16, Grand-rue.

R. C. Luxembourg B 108.003.

In the year two thousand and five, on the twenty-sixth day of August.

Before Us, Maître Joseph Elvinger, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

MOON LUX 1, S.à r.l., a «société à responsabilité limitée» governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 16, Grand-rue, Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies Section B under number 108.002, (MOON LUX HoldCo), whose share capital is set at eight hundred fifty-one thousand three hundred Euro (EUR 851,300.-),

hereby represented by Mr Jean-Michel Schmit, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 25 August 2005.

The said proxy shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party requested the undersigned notary to record that the appearing party is the sole shareholder of MOON LUX 2, S.à r.l., a «société à responsabilité limitée» governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 16, Grand-rue, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies Section B under number 108.003, incorporated pursuant to a deed of Maître Jacques Delvaux, on 21 April 2005, not yet published in the Luxembourg Official Gazette - Mémorial C, the articles of which have been amended for the last time by deed of M<sup>e</sup> Joseph Elvinger on 13 July 2005, not yet published in the Luxembourg Official Gazette - Mémorial C and whose share capital is set at eight hundred fifty-one thousand three hundred Euro (EUR 851,300.-) (the «Company»).

The appearing party, acting in its capacity as the sole shareholder of the Company and represented as above mentioned, having recognised to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

*Agenda:*

1. To increase the Company's corporate capital by an amount of five hundred seventy-five thousand two hundred Euro (EUR 575,200.-) so as to raise it from its current amount of eight hundred fifty-one thousand three hundred Euro (EUR 851,300.-) divided into thirty-four thousand fifty-two (34,052) shares with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each, to one million four hundred twenty-six thousand five hundred Euro (EUR 1,426,500.-) divided into fifty-seven thousand sixty (57,060) shares with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each.

2. To issue twenty-three thousand eight (23,008) new shares, with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each, to be fully paid up, together with a share premium of two hundred seventy-six thousand one hundred Euro (EUR 276,100.-) having the same rights and privileges as those attached to the existing shares and entitling to dividends as from the day of the decision of the sole shareholder resolving on the proposed capital increase.

3. To accept subscription for the twenty-three thousand eight (23,008) new shares with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each by MOON LUX HoldCo and to accept payment in full of the nominal value of each of such new share by a contribution in kind consisting of all assets and liabilities of MOON LUX HoldCo.

4. To approve the cancellation by the Company of thirty-four thousand fifty-two (34,052) of its own shares with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each and to reduce the corporate capital by an amount of eight hundred

fifty-one thousand three hundred Euro (EUR 851,300.-) and to cancel thirty-four thousand fifty-two (34,052) shares with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each owned by the Company.

5. To amend the first paragraph of article 6 of the Company's articles so as to reflect the resolutions to be adopted under items 2) to 4).

The appearing party requested the undersigned notary to record the following:

#### *First resolution*

The sole shareholder resolved to increase the Company's corporate capital by an amount of five hundred seventy-five thousand two hundred Euro (EUR 575,200.-) so as to raise it from its current amount of eight hundred fifty-one thousand three hundred Euro (EUR 851,300.-) divided into thirty-four thousand fifty-two (34,052) shares with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each, to one million four hundred twenty-six thousand five hundred Euro (EUR 1,426,500.-) divided into fifty-seven thousand sixty (57,060) shares with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each.

#### *Second resolution*

The sole shareholder resolved to issue twenty-three thousand eight (23,008) new shares, with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each, to be fully paid up, together with a share premium of two hundred seventy-six thousand one hundred Euro (EUR 276,100.-) having the same rights and privileges as those attached to the existing shares and entitling to dividends as from the day of the decision of the sole shareholder resolving on the proposed capital increase.

#### *Subscription - Payment*

MOON LUX HoldCo, represented by Mr Jean-Michel Schmit, prenamed (the «Subscriber»), declared to subscribe for all of the twenty-three thousand eight (23,008) new shares with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each and fully pay up each of such new shares by a contribution in kind consisting of all its assets and liabilities without exception (the «Assets and Liabilities»).

The Assets and Liabilities contributed represent a net contribution in an aggregate amount of eight hundred fifty-one thousand three hundred Euro (EUR 851,300.-).

Proof of the ownership by the Subscriber and the valuation of all the Assets and Liabilities has been given to the undersigned notary.

The Subscriber, acting through its duly appointed attorney in fact, declared that its contribution is free of any pledge or lien or charge, as applicable, and that there subsist no impediments to the free transferability of its contribution to the Company without any restriction or limitation and that valid instructions have been given to undertake all notifications, registrations or other formalities necessary to perform a valid transfer of its contribution to the Company.

Thereupon the sole shareholder resolved to accept the said subscription and payment and to allot the twenty-three thousand eight (23,008) new shares corresponding to the contribution in kind to the Subscriber.

#### *Third resolution*

The sole shareholder resolved to approve the cancellation by the Company of thirty-four thousand fifty-two (34,052) of its own shares so far held by MOON LUX HoldCo and contributed to the Company as a result of the contribution made pursuant to the second resolution hereabove and valued for such purpose at one million four hundred twenty-six thousand five hundred Euro (EUR 1,426,500.-) and as a consequence to reduce the Company's corporate capital by an amount of eight hundred fifty-one thousand three hundred Euro (EUR 851,300.-) so as to reduce it to five hundred seventy-five thousand two hundred Euro (EUR 575,200.-) by cancellation of those thirty-four thousand fifty-two (34,052) own shares.

#### *Fourth resolution*

As a result of the above resolutions, the sole shareholder resolved to amend the first paragraph of article 6-1 of the Company's articles so as to reflect the capital increase resolved pursuant to the above resolutions.

Consequently, the first paragraph of article 6-1 of the Company's articles is replaced by the following text:

«The Company's corporate capital is fixed at five hundred seventy-five thousand two hundred Euro (EUR 575,200.-) represented by twenty-three thousand eight (23,008) shares of twenty-five Euro (EUR 25.-) each, all of which are fully paid up.»

Nothing else being on the agenda, the meeting is closed.

#### *Declaration for Tax Purposes*

Insofar as the contribution in kind results in MOON LUX 1, S.à r.l., a company with registered office in the European Union, contributing all its assets and liabilities to the Company, the latter refers to Article 4-1 of the law of December 29, 1971 which provides for a capital duty exemption in such case.

#### *Estimation of Costs*

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of the aforesaid capital increase are estimated at three thousand six hundred Euro.

Whereas the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this deed.

The undersigned notary who knows English, states herewith that upon request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

The deed having been read to the appearing persons, who are known by the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with Us, notary, this original deed.

### Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille cinq, le vingt-sixième jour du mois d'août.

Par-devant Nous, Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

MOON LUX 1, S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social à 16, Grand-rue à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg Section B sous le numéro 108.002 (MOON LUX HoldCo), dont le capital social est fixé à huit cent cinquante et un mille trois cents euros (EUR 851.300,-),

représentée aux fins des présentes par M. Jean-Michel Schmit, avocat, demeurant à Luxembourg, aux termes d'une procuration sous seing privé donnée le 25 août 2005.

La prédite procuration restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Le comparant a requis le notaire instrumentant d'acter que le comparant est le seul et unique associé de MOON LUX 2, S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social à 16, Grand-rue à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite auprès du registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg Section B sous le numéro 108.003, constituée suivant acte du notaire Maître Jacques Delvaux, le 21 avril 2005, non encore publié, les statuts de laquelle ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire Maître Joseph Elvinger, le 13 juillet 2005, non encore publié et dont le capital social est fixé à huit cent cinquante et un mille trois cents euros (EUR 851.300,-) (la «Société»).

Le comparant, agissant en sa capacité d'associé unique de la Société et représenté comme indiqué ci-avant, reconnaissant être parfaitement au courant des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

#### *Ordre du jour:*

1. Augmentation du capital social de la société à concurrence de cinq cent soixante-quinze mille deux cents euros (EUR 575.200,-) pour le porter de son montant actuel de huit cent cinquante et un mille trois cents euros (EUR 851.300,-) représenté par trente-quatre mille cinquante-deux (34.052) parts sociales ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, à un million quatre cent vingt-six mille cinq cents euros (EUR 1.426.500,-), représenté par cinquante-sept mille soixante (57.060) parts sociales ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

2. Émission de vingt-trois mille huit (23.008) parts sociales, ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, entièrement libérées, avec une prime d'émission d'un montant de deux cent soixante-seize mille cent euros (EUR 276.100,-) ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes et participant aux bénéfices de la société à partir du jour de la décision des associés décidant de l'augmentation de capital proposée.

3. Acceptation de la souscription de vingt-trois mille huit (23.008) parts sociales nouvelles par MOON LUX HoldCo, précité, et acceptation de la libération intégrale de chacune de ces parts sociales nouvelles par un apport en nature consistant en tous les actifs et passifs de MOON LUX HoldCo.

4. Approbation de l'annulation par la Société de trente-quatre mille cinquante-deux (34.052) parts sociales propres ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune et réduction du capital social d'un montant de huit cent cinquante et un mille trois cents euros (EUR 851.300,-) et annulation des trente-quatre mille cinquante-deux (34.052) parts sociales ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, détenues par la Société.

5. Modification de l'article 6 des statuts de la société, afin de refléter les résolutions adoptés au point 2 à 4 ci-dessus.

Le comparant a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'associé unique a décidé d'augmenter le capital social de la société à concurrence de cinq cent soixante-quinze mille deux cents euros (EUR 575.200,-) pour le porter de son montant actuel de huit cent cinquante et un mille trois cents euros (EUR 851.300,-) représenté par trente-quatre mille cinquante-deux (34.052) parts sociales ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, à un million quatre cent vingt-six mille cinq cents euros (EUR 1.426.500,-), représenté par cinquante-sept mille soixante (57.060) parts sociales ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

#### *Deuxième résolution*

L'associé unique a décidé d'émettre vingt-trois mille huit (23.008) parts sociales, ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, entièrement libérées, avec une prime d'émission d'un montant de deux cent soixante-seize mille cent euros (EUR 276.100,-) ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes et participant aux bénéfices de la société à partir du jour de la décision des associés décidant de l'augmentation de capital proposée.

#### *Souscription - Paiement*

MOON LUX HoldCo, représenté par M. Jean-Michel Schmit, précité (le «Souscripteur»), a déclaré souscrire vingt-trois mille huit (23.008) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune et de libérer intégralement chacune des parts sociales nouvelles par un apport en nature consistant en tous ses actifs et passifs sans exception (les «Actifs et Passifs»).

Les Actifs et Passifs ainsi apportés représentent un apport net d'un montant total de huit cent cinquante et un mille trois cents euros (EUR 851.300,-).

La preuve de la propriété par le Souscripteur et la valeur des Actifs et des Passifs a été donnée au notaire instrumentant.

Le Souscripteur, agissant par son mandataire, a déclaré que les parts sociales apportées en nature sont libres de toute charge, selon le cas, et qu'il n'y a pas d'obstacle à la libre transmission de son apport à la Société sans aucune restriction.

ou limitation et que des instructions valables ont été données afin d'entreprendre toutes les notifications, enregistrements et autres formalités pour rendre le transfert de son apport valable à la Société.

Ensuite, l'associé unique a décidé d'accepter ladite souscription et ledit paiement et d'attribuer les vingt-trois mille huit (23.008) parts sociales correspondant à l'apport en nature au Souscripteur.

#### *Troisième résolution*

L'associé unique décide d'approuver l'annulation par la Société de trente-quatre mille cinquante-deux (34.052) de ses propres parts sociales jusqu'à présent détenues par MOON LUX HoldCo et apportés à la Société en conséquence de l'apport fait suivant la seconde résolution ci-dessus et évalué à cette fin à un million quatre cent vingt-six mille cinq cents euros (EUR 1.426.500,-) et de réduire en conséquence le capital social de la Société d'un montant de huit cent cinquante et un mille trois cents euros (EUR 851.300,-) pour le porter à cinq cent soixante-quinze mille deux cents euros (EUR 575.200,-) par l'annulation de ces trente-quatre mille cinquante-deux (34.052) parts sociales propres.

#### *Quatrième résolution*

En conséquence des résolutions ci-dessus, l'associé unique décide de modifier l'alinéa premier de l'article 6-1 des statuts afin de refléter l'augmentation de capital décidée suivant les résolutions ci-dessus.

En conséquence, l'alinéa premier de l'article 6-1 est remplacé par le texte suivant:

«Le capital social de la Société est fixé à cinq cent soixante-quinze mille deux cents euros (EUR 575.200,-), représenté par vingt-trois mille huit (23.008) parts sociales de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, lesquelles sont toutes entièrement libérées.»

#### *Déclaration*

Étant donné que les apports en nature résultent en l'apport par MOON LUX HoldCo, ayant son siège social dans l'Union Européenne, de tous ses actifs et passifs à la Société, cette dernière se réfère à l'article 4-1 de la loi du 29 décembre 1971 qui prévoit l'exemption du droit d'apport dans un tel cas.

#### *Frais*

Le comparant a déclaré que le somme globale des frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la société des suites de ladite augmentation de capital sont estimés à trois mille six cents euros.

Plus rien ne se trouvant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française et qu'à la demande du même comparant et en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: J.-M. Schmit, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 5 septembre 2005, vol. 149S, fol. 80, case 1. – Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): Tholl.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 septembre 2005.

J. Elvinger.

(089527.3/211/204) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 octobre 2005.

### **MOON LUX 2, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: Luxembourg, 16, Grand-rue.

R. C. Luxembourg B 108.003.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J. Elvinger.

(089528.3/211/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 octobre 2005.